

Kamouraska, Chateauguay, Montréal-est et Napierville, représentant les vieux principes libéraux, de l'autre, les honorables députés d'Iberville, de Champlain et autres, se donnant comme les mandataires autorisés de la quintessence du plus pur conservatisme. Quel est donc le lien qui unit ces messieurs ? Quel est donc le principe pour le triomphe duquel ils se sont unis ? J'ai beau chercher je ne trouve rien qui puisse justifier une telle association. Et la conférence interprovinciale a été l'occasion d'un spectacle du même genre à certains égards.

Ces messieurs viendront peut-être prétendre qu'ils se sont unis pour sauver l'autonomie de la province mise en danger par l'exercice que fait le gouvernement fédéral, du droit de désaveu. Mais ce danger n'existe pas pour tout le monde dans le parti même qui n'a été formé, paraît-il, que pour le combattre. En effet l'honorable M. William McDougall, dit ce qui suit dans sa lettre à l'honorable premier ministre :

Il commence par rappeler la règle posée dans l'arrêté du conseil du 9 juin 1868, puis il ajoute ce qui suit :

“ Après une expérience de bientôt vingt ans des limites
“ posées par cet arrêté du conseil, dont je suis respon-
“ sable en ma qualité de membre du gouvernement qui l'a
“ passé, je me déclare incapable de proposer aucun amen-
“ dement. Jusqu'à la tentative qui vient d'être faite contre la
“ province de Manitoba, en désavouant un statut local
“ ressortant à la juridiction de cette province et pas du tout
“ sujet à objection pour aucune des raisons mentionnées
“ dans l'arrêté du conseil de 1868, aucune plainte sérieuse
“ n'est parvenue à mes oreilles.”

Ainsi l'honorable M. McDougall n'a pas entendu “ aucune plainte sérieuse ” contre l'exercice du droit de désaveu. Alors pourquoi ce grand déploiement des forces provinciales, comme nos adversaires les appellent, pourquoi cette conférence des gouvernements provinciaux pour protester contre

l'exercice d'un droit qui n'a donné lieu à " aucune plainte sérieuse."

En face de cette expression d'opinion franche et sincère, j'ai hâte de voir quelle réception nos honorables adversaires vont avoir de la part du gouvernement impérial ? Et qu'on veuille bien se rappeler que l'honorable M. McDougall est une des lumières du parti libéral. Il a pris part à la conférence de 1864, et depuis il a travaillé au développement et à l'application des principes sur lesquels repose notre système de gouvernement. C'est cet homme-là qui se " déclare incapable de proposer aucun amendement " et qui dit qu' " aucune plainte sérieuse n'est parvenue à ses oreilles." Le moins que nous pourrions attendre de ces messieurs, c'est qu'ils commenceraient par se mettre d'accord entre eux avant de prêcher leur nouvel évangile, et d'inviter les populations à s'armer contre un danger qui est, de l'aveu même de l'un de leurs chefs, purement imaginaire.

M. le président, j'ai écouté avec beaucoup de plaisir les discours qui ont été prononcés par les orateurs tant d'un côté que de l'autre de cette Chambre. Il est vrai et je le regrette beaucoup, que je n'ai pas eu l'avantage d'entendre l'exposé de la question fait par l'honorable premier ministre. Je suis certain cependant, qu'il a apporté dans ce discours le talent et la conviction qu'on lui connaît. Mais on devra admettre que mon honorable ami le député de Gaspé lui a aussi répondu avec le grand talent et l'éloquence qu'il met toujours dans ses discours.

L'honorable secrétaire de la province, dans sa longue réplique à l'honorable député de Gaspé, nous a dit que sa participation aux travaux du congrès interprovincial mettra le sceau en quelque sorte à sa réputation presque légendaire, et il nous a donné à entendre, du moins si je l'ai bien compris et si ma mémoire ne me fait pas défaut, qu'il ne voulait pas d'autre inscription sur son épitaphe que celle où l'on

mentionnera le fait, suivant lui, suffisant pour illustrer même la carrière la plus brillante, qu'il a pris part aux travaux de cette conférence et que son nom se trouve au bas des résolutions qui sont sorties de ses délibérations. Nous sommes évidemment aux antipodes, l'honorable secrétaire de la province et moi, car pour ma part, le connaissant comme je me flatte de le connaître, ayant la plus haute estime pour l'énergie de ses convictions libérales, je regrette sincèrement que son nom soit au bas de ces résolutions.

L'honorable secrétaire de la province a parlé d'épithaphe. Cette lugubre pensée lui est peut-être venue en réfléchissant au triste sort qui est réservé à ces résolutions. Il est évident,— et je ne suis pas loin de croire que l'honorable secrétaire de la province partage la conviction générale—, que ces résolutions ne sont pas destinées à faire longue vie, pour la meilleure des raisons, c'est qu'elles ne sont pas nées viables. C'est la fin prématurée de son enfant qui a inspiré à mon honorable ami les sombres pensées qui se sont traduites par son évocation à l'épithaphe qui sera un jour ou l'autre élevée sur sa tombe. Mon dévouement aux principes pour lesquels combat mon parti ne me fait pas désirer que l'existence physique de l'honorable ministre soit aussi intimement unie à celle de ces résolutions. Au contraire, autant je souhaite que celles-ci périssent, autant je désire ardemment que mon honorable ami leur survive. Quant à son existence ministérielle, c'est autre chose, et je n'en parle pas pour le moment.

M. le président, il me paraît absolument clair que cette conférence n'a été tenue que dans le but de former une alliance pour faire assaut au parti qui domine maintenant à Ottawa. Ce n'est pas pour protéger davantage l'autonomie des provinces qui, d'après l'honorable M. McDougall, l'une des fortes têtes du parti de ces messieurs, n'a jamais été et n'est pas encore menacée, ce n'est pas, dis-je, pour ce motif

que l'on s'est réuni l'automne dernier. Non, M. le président, le but secret, le vrai but, c'était de se concerter pour battre en brèche l'existence du gouvernement fédéral. Voilà en deux mots la base de l'entente qui s'est si facilement établie entre les principaux meneurs de cette convention.

L'honorable premier ministre n'a-t-il pas déclaré un jour, dans une réunion politique à Montréal, que le chemin pour arriver au pouvoir à Ottawa était par Québec. C'est cette pensée qu'il a cherché à faire triompher en convoquant cette conférence. Ces résolutions n'ont pas d'autre but que de renverser ceux qui exercent le pouvoir central.

Est-ce que je vais trop loin en disant cela? Non, M. le président, et je vais le démontrer d'une manière irréfutable, si la Chambre veut bien me le permettre, en m'accordant pendant encore quelques instants sa bienveillante attention.

On sait très bien que le gouvernement du jour est hostile au pouvoir central, ou plutôt, veut coûte que coûte, la déchéance du parti dominant à Ottawa. Personne, ni ici, ni ailleurs dans le pays, n'a le moindre doute là-dessus. Combien de fois n'avons-nous pas entendu les clameurs hostiles de ces messieurs contre les ministres fédéraux. Les dénonciations les plus violentes ont été accumulées contre eux. Non-seulement devant les assemblées populaires, là la chose peut s'expliquer par la chaleur du moment et les ardeurs de la lutte, mais mes honorables amis qui siègent sur les bancs du trésor se sont livrés à ces attaques violentes au milieu même du calme des délibérations de cette Chambre. Cela prouve donc qu'il y a chez eux parti pris, et que les influences passagères des lieux ou des circonstances n'y sont pour rien.

N'avons-nous pas entendu l'un des conseillers de la couronne, l'un de ces hommes qui représentent toutes les classes et toutes les croyances religieuses de la province, n'avons-nous pas entendu l'honorable secrétaire de la province

dénoncer le gouvernement fédéral en disant ou en prononçant des paroles qui le donnaient à entendre, que le gouvernement fédéral est contrôlé par un orangiste et un franc-maçon, Sir John A. Macdonald. En proférant de telles paroles l'honorable ministre n'avait-il pas pour but de soulever les passions de ceux qui partagent ses convictions religieuses et qui appartiennent à sa nationalité. Que l'on ne se méprenne pas sur le sens de ces mots : " orangiste et franc-maçon. " Dans le langage populaire, ils ont une toute autre signification que celle que leur sens stricte comporte. Et ceux qui les emploient savent bien quelle portée ils ont dans l'esprit de la grande masse de ceux qui les entendent.

M. le président, ne sommes-nous donc plus dans un pays libre. Ne vivons-nous donc plus sous une constitution qui garantit à chacun les libertés les plus élémentaires ! . . .

Je ne sais si l'illustre chef qui gouverne à Ottawa est oui ou non orangiste ou franc-maçon. D'ailleurs je ne suis pas ici pour prendre sa défense contre de telles attaques.

J'ai cru entendre il y a un instant, une interruption de la part de l'honorable premier ministre. S'il a voulu faire allusion personnellement à moi, je lui dirai que je ne suis pas orangiste, et si je le lui dis c'est simplement parce que c'est la vérité.

Mais on veut aller plus loin et on ne craint pas de provoquer les plus terribles conflits de race dans l'unique but d'en arriver à un succès de parti.

Déjà le danger que ces appels provoquent est grand. J'avertis nos adversaires que s'ils persévèrent dans cette voie ils encourront la plus terrible des responsabilités. Ce cri de guerre a été adopté contre les plus chers intérêts du peuple qui nous a envoyés ici, et le plus tôt on cessera de s'en servir le mieux ce sera pour ce pays. Oublions ces appels ignobles qui ne s'adressent qu'à l'ignorance et aux

préjugés, si nous voulons nous faire respecter des autres provinces et des autres peuples.

M. le président, la "masse" que je vois déposée sur cette table, qui vous accompagne quand vous ouvrez et ajournez nos séances, représente la couronne, sous l'auguste égide de laquelle nous délibérons ; cette "masse" représente aussi le gouvernement libre sous lequel nous vivons. Si cette liberté n'existe plus en fait comme en droit, ordonnez, M. le président, au sergent d'armes d'enlever cet emblème de la royauté bienfaisante qui a protégé jusqu'ici nos délibérations. Cette "masse," symbole tout à la fois de notre respect à la couronne et de nos chères libertés, n'est plus qu'un jouet d'enfant, un vain oripeau sans aucune signification. Brisons ces reliques qui attestent nos conquêtes sur les préjugés et entourons-nous des symboles de l'intolérance d'un autre âge. Si nous ne sommes plus libres, ne gardons pas l'emblème de la liberté. Détruisons-le, puisque nous ne sommes plus dignes de pratiquer ce qu'il représente.

Ces appels sont indignes d'hommes d'état, et il n'y a que des démagogues qui puissent s'abaisser à les répéter.

La minorité respecte les droits des autres et tout ce qu'elle demande c'est d'être laissé tranquille. Nous continuerons à faire notre devoir comme citoyens de la province et du Canada. Nous dédaignerons ces attaques aussi dangereuses que mal placées. Mais si elles sont la cause d'une rupture de la bonne harmonie qui existe entre les différentes nationalités qui habitent ce pays, nous saurons sur quelles épaules en faire peser la lourde responsabilité.

Je dis que cette conférence n'a été tenue que parce que nous avons un gouvernement hostile à celui d'Ottawa. Pour s'en convaincre, M. le président, on n'a qu'à jeter un coup d'œil sur le personnel même de cette convention. L'honorable premier ministre est trop bien connu de cette Chambre pour que je m'arrête à faire son portrait politique. Je passe

donc au président même de la conférence, l'honorable M. Mowat. Certes, je suis le premier à reconnaître les grands talents qui distinguent le premier ministre d'Ontario. Personne n'est plus disposé que moi, à rendre hommage à sa brillante carrière consacrée au service de sa province, mais personne ne peut nier non plus, que M. Mowat, depuis qu'il est le chef du cabinet à Ontario, n'a pas cessé de montrer en toutes occasions, la plus vive hostilité contre Sir John A. Macdonald.

L'honorable M. Norquay, de Manitoba, était, il est vrai, le chef d'un cabinet conservateur, ma's on sait aussi que ce cabinet était en lutte ouverte avec le gouvernement fédéral à propos de la construction du chemin de fer de la vallée de la rivière Rouge. M. Norquay avait donc là une raison plus ou moins plausible, de venir se joindre à ceux qui complotaient contre le gouvernement central.

Si maintenant nous tournons nos regards vers l'Est, que voyons-nous, M. le président ? Nous voyons la Nouvelle-Ecosse ayant à sa tête M. Fielding et M. Longley, tous deux cessionnistes résolus, tendre la main au gouvernement de Québec. Plus loin, le Nouveau-Brunswick en faire autant de son côté. Voilà, les principaux membres de cette conférence.

Si j'interroge maintenant l'ensemble du Canada, je vois que plusieurs provinces ont manqué à l'appel.

Où étaient les représentants de l'île du Prince Edouard et de la Colombie anglaise ? N'avaient-ils donc pas eux aussi des droits à protéger ? l'autonomie de ces provinces n'était-elle donc pas aussi menacée comme celles des provinces sœurs ?

L'honorable premier ministre nous a dit que nous devons approuver ces résolutions, parce qu'elles sont l'expression des sentiments des provinces. Puisque deux d'entre elles n'ont pas jugé à propos de se faire représenter, c'est qu'elles

n'en voyaient pas la nécessité : d'où j'ai droit de conclure que ces résolutions ne nous donnent pas le vrai sentiment de l'ensemble des provinces.

En discutant cette question, il importe beaucoup de toujours avoir présent à l'esprit, le point de départ. En effet, tout le monde se rappelle que l'on nous a dit que cette conférence était convoquée parce que l'autonomie des provinces était en danger, et parce qu'il était d'une absolue nécessité de prendre des mesures pour la protéger. C'est là le motif que l'on a invoqué. En face de ces déclarations que devons-nous penser de celle de l'honorable M. McDougall. J'ai cité son opinion toute à l'heure, qu'il me suffise maintenant de la rappeler au souvenir de mes honorables collègues. Depuis quelques années mes honorables amis de la droite, à défaut de programme, ont dénoncé par toute la province, les prétendus empiétements du gouvernement fédéral, et n'ont cessé de répéter que l'autonomie de la province était déjà gravement compromise, qu'il fallait s'organiser énergiquement pour faire face aux éventualités de l'avenir. Cependant, l'honorable M. McDougall, qui n'a pas été sans entendre toutes ces recommandations, toutes ces protestations, vient dire sous sa signature, qu' " après une expérience de bientôt vingt ans, des limites posées par cet arrêté du conseil, dont je suis responsable en qualité de membre du gouvernement qui l'a passé, je me déclare incapable de proposer aucun amendement, " et qui ajoute plus loin, " qu'aucune plainte sérieuse n'est parvenue à ses oreilles. "

Pourquoi alors tout ce bruit, toutes ces protestations ? Ce n'est pas parce que l'autonomie des provinces était en danger, c'est parce que le parti libéral était menacé de toujours rester dans l'opposition, que l'on a entrepris cette campagne.

Qui aurait jamais dit que la province de Québec serait la première à demander ces changements à sa constitution. Qui aurait jamais dit qu'un jour viendrait où nous demanderions l'abandon du droit précieux que nous ont conquis nos ancêtres de nous gouverner nous-mêmes. Les héros de nos grandes luttes politiques passées auraient été bien surpris, si on était venu leur dire, au moment où ils soutenaient de si vigoureux combats pour échapper au contrôle de Downing street, que leurs descendants seraient les premiers à défaire leur ouvrage et à abandonner leur conquête. C'est pourtant ce que comportent ces résolutions, car on y demande que le droit de désaveu exercé par le gouvernement fédéral, soit transporté à Londres.

Sommes-nous dans un âge de progrès, ou sommes-nous entrés dans la voie qui conduit à la décadence ? Une chose est certaine, c'est que le peuple de ce pays est content de la constitution qu'il s'est donnée, et de la situation avantageuse qu'il occupe aujourd'hui grâce à cette même constitution.

En 1886, au cours des élections générales, est-ce qu'on a demandé aux électeurs de dire si la province était oui ou non maltraitée par l'exercice de ce droit de désaveu ? Ou encore, est-ce que des pétitions ont été présentées, soit à cette Législature, soit au parlement fédéral, demandant le redressement de griefs à ce sujet ? Non, M. le président, aucune manifestation quelconque de l'opinion publique ne s'est produite. Toute l'agitation, si agitation il y a eue, s'est limitée au petit cercle restreint de nos honorables amis de la droite, car la masse elle-même du parti libéral ne s'est pas émue à raison du langage que lui tenaient ses chefs.

D'ailleurs, si jamais il devient nécessaire de changer la constitution, ce sera au peuple du Canada à se prononcer sur l'opportunité de ces changements.

L'une des résolutions que nous discutons parle des listes électorales fédérales. On propose d'enlever le droit au gou-

vernement fédéral de dire quel sera le sens électoral pour le parlement du Canada. C'est là encore l'un des griefs de nos adversaires, cependant que disait l'honorable Peter Mitchell, lorsque cette question a été discutée à Ottawa en 1885 ? N'a-t-il pas explicitement déclaré que le droit de contrôler les listes électorales fédérales ne pouvait être contesté au parlement central ? et, M. Mitchell n'est-il pas l'un des chefs du parti libéral ?

Quand je parle du parti libéral, je parle de ceux qui ont des convictions, car je n'ai aucune sympathie pour ces hommes qui ne savent pas ce qu'ils sont. Nous pouvons combattre avec des adversaires qui attaquent et se défendent loyalement, mais il nous répugne de nous mesurer avec des gens qui se laissent facilement entraîner par le premier courant venu.

On a sans doute remarqué que plusieurs de ces résolutions traitent de sujets parfaitement en dehors de la compétence de notre Législature. Ainsi, l'une d'elles a rapport à la constitution du Sénat. Cela évidemment est un hors d'œuvre qu'on ne peut guère expliquer de la part de ceux qui ne font que se plaindre des empiétements du gouvernement fédéral. Quand l'opinion publique voudra changer la constitution du Sénat, elle n'aura qu'à s'adresser aux autorités fédérales. L'acte de 1867 y pourvoit.

Une autre de ces résolutions se rapporte au Conseil législatif. M. le président, je nie le droit aux autres provinces de dire ce qui nous convient en ce qui concerne le Conseil législatif. Ce n'est pas leur affaire. C'est une question qui intéresse exclusivement le peuple de la province de Québec, et ni les ministres de la province d'Ontario, ni ceux de la Nouvelle-Ecosse ou du Nouveau-Brunswick, n'ont le droit de nous dire ce qu'il faut faire à ce sujet.

Cette conférence nous propose de modifier la position constitutionnelle du Conseil ; elle aurait pu s'en dispenser.

La constitution nous donne le droit de lui faire les amendements que nous jugerons à propos. Ainsi cette Législature peut très bien abolir l'une ou l'autre Chambre, sans en demander au préalable la permission au gouvernement impérial, ni à qui que ce soit. Ici, on propose de déclarer que les deux tiers de l'Assemblée législative seront suffisants pour décréter l'abolition de la Chambre haute. Je ne suis pas ici pour défendre ou combattre le Conseil législatif, et quand le moment sera venu de donner mon vote, je n'hésiterai pas à le faire. Si jamais le peuple se prononce clairement pour l'abolition du Conseil législatif, la constitution actuelle nous permettra bien de mettre à effet la volonté populaire. En attendant je ne veux pas que les autres provinces nous imposent leur manière de voir.

Je proteste de toutes mes forces contre l'adoption de ces résolutions. Si l'on croit avoir des griefs contre le gouvernement fédéral, que l'on prenne les moyens constitutionnels d'en obtenir le redressement, mais qu'on ne vienne pas tout bouleverser la constitution d'un peuple sous le premier prétexte venu. Quoi qu'on en dise, l'autonomie des provinces n'est pas en danger, et j'ajoute que la constitution nous offre tous les moyens de la protéger si jamais elle est menacée.

Ce qui s'est passé autrefois aux Etats-Unis comporte pour nous un enseignement précieux. Là aussi la constitution a été attaquée. Au milieu des luttes vives que suscitaient ces attaques, Daniel Webster, l'une des plus grandes et des plus nobles figures de l'histoire américaine, ne craignait pas de proclamer devant son pays que l'un des plus grands dangers qu'un peuple pouvait courir était celui de perdre confiance dans ses institutions.

Qu'on me permette de dire que vingt années d'épreuve ne suffisent pas pour prouver toute la valeur d'une constitution.

Celle sous laquelle nous avons le bonheur de vivre a été faite par les hommes les plus distingués que nous ayons eus, et celui qui ose porter une main légère sur l'œuvre de ces grands hommes, encoure par la même une bien grave responsabilité. S'il y a une province qui doit hésiter à demander des changements à la constitution, c'est bien celle de Québec. Qu'on réfléchisse bien avant de prendre une décision qui devra avoir une si grande portée dans l'avenir.

Avant de terminer ces quelques remarques, me serait-il permis dans une Chambre aux trois quarts française, d'évoquer le souvenir de l'un des plus illustres enfants de la province de Québec ? Me serait-il permis de faire allusion à la mémoire du regretté Sir George Étienne Cartier ? Cet homme d'état, qui a usé sa vie au service de sa patrie et à la défense des grands intérêts de ce pays, approuverait-il la ligne de conduite que l'on nous conseille de prendre aujourd'hui ? S'il pouvait revenir parmi nous, ne nous supplierait-il pas de ne pas toucher à cette constitution sur laquelle il a laissé l'empreinte ineffaçable de son génie politique et de ses talents hors ligne ? Ne nous supplierait-il pas d'abandonner ces luttes stériles et de travailler tous ensemble au développement intellectuel et matériel de cette patrie qu'il a tant aimée et qu'il a chantée dans des vers que le peuple aime à répéter dans ses naïfs épanchements :

O Canada ! mon pays, mes amours.

M. Lafontaine—*député de Napierville*.—M. le président, en me levant pour prendre la parole sur une question aussi importante que celle qui nous occupe, je sens doublement que j'ai besoin de votre indulgence, d'abord à raison de la difficulté de la question et de mes faibles capacités, et ensuite à raison du désavantage d'avoir à traiter une question après les habiles parlementaires qui m'ont précédé.

Par le ton de la discussion qui s'est faite sur ce sujet tant dans les législatures que dans la presse, on semble croire

que la révision ou l'amendement d'une constitution soit quelque chose en dehors du cours ordinaire des choses, qui ne s'est jamais vu et ne se verra plus, quelque chose enfin de surnaturel et miraculeux. Ce n'est pas moi, M. le président, qui nierai l'importance de cette conférence, mais en supposant, comme le prétendent nos honorables adversaires qu'elle ne mérite pas l'excès d'honneur avec laquelle on l'a saluée ainsi que les résolutions qui en sont sorties, elle mérite encore moins la rage avec laquelle on l'a d'abord traitée et le dédain qu'on lui jette aujourd'hui. Un génie, M. le président, Napoléon Ier au Conseil d'Etat, a dit :

“ La constitution d'un pays est l'œuvre du temps, on ne saurait laisser une trop large voie aux améliorations. ” Voilà ce qui fait la beauté de la constitution anglaise se développant progressivement, surmontant tous les obstacles pour arriver au point de perfection qui fait l'orgueil du citoyen anglais et l'admiration de tous les peuples. Elle est l'œuvre du temps. Pour la même raison voilà ce qui fait l'imperfection des constitutions modernes et surtout des constitutions écrites qui n'ont pas eu la consécration que donne l'expérience. La perfection n'est pas de ce monde. Un génie ne saurait faire une constitution parfaite. Il faut le temps. Leur application en fait voir aussitôt les défauts, de là l'amendement et la révision des constitutions. C'est ainsi qu'on a vu la constitution de tous les peuples subir des changements et les constitutions écrites des amendements. La constitution des Etats-Unis a été amendée. La constitution du Canada l'a déjà été deux fois sur la demande du pouvoir fédéral et la constitution de cette province a déjà subi plusieurs changements de la part de nos adversaires mêmes. Que les provinces demandent maintenant des amendements c'est dans l'ordre naturel des choses, C'est une suite de notre imperfection qui s'imprime sur toutes les œuvres humaines, c'est une conséquence aussi du

sentiment de perfectibilité qui existe en nous et qui a fait dire au poète :

Borné dans sa nature, infini dans ses vœux,
L'homme est un dieu tombé, qui se souvient des cieux.

Mais on dit : la constitution est un pacte, on ne peut y toucher qu'avec l'assentiment des parties contractantes. On va plus loin et on dit : il est téméraire d'y toucher car vous créez un précédent dont vous serez victimes un jour. La confédération est un pacte, soit je le veux, mais un pacte entre qui, évidemment pas un pacte avec le pouvoir fédéral. Ce pouvoir n'existait pas. Il est la création du pacte. Les parties contractantes sont les provinces et le gouvernement impérial qui a sanctionné le pacte. Or, ce sont ces mêmes parties qui demandent des changements. Donc on ne peut leur contester leur droit et on ne saurait refuser d'obtempérer à leur demande, si cette demande est opportune. Or cette opportunité, plus même la nécessité des changements proposés ne peuvent être niées. Regardons autour de nous. Depuis quinze années, Ontario lutte continuellement pour son autonomie et les droits provinciaux. Elle a lutté sur la question des biens en déshérence. Elle a luttée pour les droits des licences, lutté pour maintenir sa législation, pour légiférer sur les cours d'eaux. Elle lutte aujourd'hui pour son territoire et elle voit ses travaux publics, ses chemins de fer enlevés les uns après les autres par une ligne de législation fédérale.

Qui dira les angoisses de ses hommes d'état dans cette prise de corps à corps avec le pouvoir fédéral ? Qui peut nier que si la province d'Ontario avait perdu la bataille, c'en était fait des provinces ? Les provinces étaient de simples conseils municipaux sans attributions et qui pis est, sans revenus pour se soustraire à l'ostracisme fédéral. L'union législative était décrétée. Notre langue, nos institutions et nos lois disparaissaient, et l'œuvre de lord Durham était

consommée. Est-ce que la conduite tyrannique du gouvernement fédéral n'a pas failli causer une rébellion au Nord-Ouest. De tout côté souffle le vent du mécontentement. Le Nord-Ouest et la Nouvelle-Ecosse ont poussé le cri de la sécession et pour un temps on a cru entendre le fracas de la dislocation de l'édifice fédéral.

Aussi un des hommes les mieux pensants du parti conservateur ne put s'empêcher d'élever la voix, et le juge Loranger écrivit ses *Lettres sur l'interprétation de la constitution fédérale*, pour défendre l'autonomie provinciale menacée.

Eh bien, M. le président, en face du danger qu'allons-nous faire ? Laisserons-nous périr l'édifice et peut-être nous ensevelir avec lui dans la ruine. Le parti conservateur obéissant à ses traditions de *statu quo* dit : " la confédération quoique imparfaite est l'œuvre d'hommes habiles, n'y touchez pas, dut-elle périr par ses défauts." En homme de progrès le parti libéral se dit : " mettons-nous à l'œuvre, examinons d'abord l'édifice." Aussitôt un concours des meilleurs architectes du pays est ouvert et parmi eux ceux qu'on a appelés *les Pères de la Confédération*. Les défauts de structure sont découverts, on devise des remèdes à apporter et un plan est mûri. Ce sont les résolutions de la conférence.

Dans ces luttes, nous dit-on, les provinces ont constamment eu gain de cause devant les tribunaux, c'est vrai, mais qu'y a-t-il de plus précaire que ces jugements isolés, de tribunaux inférieurs quelquefois. D'ailleurs il existe encore d'autres maux auxquels les tribunaux ne peuvent apporter aucun remède. Ces luttes, en outre, ces frictions ont fait touché du doigt plusieurs causes de conflit. Or, il vaut mieux prévenir le mal que d'avoir à le guérir.

Parmi les résolutions, deux principalement attirent l'attention : le désaveu et le rajustement du subside fédéral. Les

autres, le plus qu'on en a pu dire est qu'elles sont inutiles, soit que les points en question aient été décidés en faveur des provinces par les tribunaux ou qu'ils puissent l'être. Une chose certaine c'est qu'elles ne peuvent nuire, qu'elles peuvent servir au besoin et que dans tous les cas elles enlèvent le doute, préviennent les difficultés et évitent des procès longs et coûteux. C'est assez pour les justifier.

Le rajustement du subside fédéral faisait partie de la politique de nos honorables adversaires et ils y applaudissent.

Reste uniquement la question du désaveu.

Sur ce point M. le président, trois choses distinctes ont été confondues et c'est la source de nos difficultés, savoir : la constitutionnalité, le *veto* et le désaveu.

1° La *constitutionnalité* est la conséquence du système fédéral, c'est-à-dire du partage des pouvoirs entre les provinces et le pouvoir fédéral. Le bon fonctionnement de la constitution dépend du soin des deux pouvoirs à se maintenir dans les limites que la constitution leur assigne. Cette limite, elle est tracée par la loi. Mais il est de la nature des pouvoirs d'être accapareurs et il faut faire la part de la nature humaine. Quel sera l'interprète de la constitution, qui sera le juge des pouvoirs ? Nécessairement il est impossible que ce soit l'un de ces pouvoirs, car personne ne peut être juge dans sa propre cause. Il faut donc un pouvoir au-dessus d'eux. Ce sera le pouvoir judiciaire auquel les deux autorités fédérales et locales devront relever, puisque toutes deux sont également sujettes à errer. C'est, si je ne me trompe, le système américain, celui adopté par la conférence. En Angleterre il ne peut être question de constitutionnalité. Le parlement qui est le grand conseil de la nation est le pouvoir suprême, qu'il ne partage avec aucun autre. Ses actes sont la loi suprême du pays. Les tribunaux appli-

quent la loi, mais on ne discute jamais sa validité ou sa conformité avec la constitution.

2° Le *veto* est la prérogative du souverain de refuser son assentiment à un projet de loi. Dans le gouvernement responsable les aviseurs de Sa Majesté ont alors à se soumettre ou à se démettre. Mais alors le souverain est obligé de se trouver des aviseurs qui prennent la responsabilité de son action. S'il n'en trouve pas, il est obligé de rappeler ses aviseurs et à son tour de se soumettre ou de se démettre. Depuis la reine Anne le *veto* n'a pas été exercé en Angleterre. Ce pouvoir réside dans le gouverneur général à Ottawa et dans le lieutenant gouverneur pour les provinces représentant chacun le souverain. Aux Etats-Unis le président a le *veto*. Mais comme il n'a pas d'aviseur pour prendre la responsabilité de son acte, pour éviter un conflit, la loi qu'il a frappé de son veto est renvoyée au congrès et si elle est passée par les deux tiers elle a force de loi malgré le président.

3° Le *désaveu* est inhérent à l'état de colonie. Sans lui c'est l'indépendance. C'est l'acte de la suprématie dont nous dépendons. Il appartient au pouvoir dominant c'est-à-dire au gouvernement impérial. Sans le désaveu c'est l'indépendance. Ce pouvoir, par l'acte de l'Amérique britannique du Nord a été transporté, quant à la législation des provinces, du gouvernement impérial au gouvernement fédéral pour deux raisons, l'une de la part du pouvoir impérial pour se débarrasser sans doute d'un trouble et d'un surcroît de travail, l'autre de la part des provinces en haine de l'immixtion impériale dans les affaires des colonies, en haine du bureau colonial de Downing street, qui par ses luttes avec la colonie avait laissé dans l'esprit et le cœur de tous un sentiment ineffaçable de crainte et de répulsion, Ça été tomber de Charybe en Sylla. Mais il ne pouvait entrer dans l'esprit des hommes d'état d'alors que ce pouvoir de désaveu dût

être employé pour asservir les provinces et frustrer le pacte fédéral par lequel était stipulée *la juridiction exclusive des provinces sur les objets mentionnés dans l'article 92*, c'est-à-dire sur tous les objets d'un intérêt local. Car qui dit fédération dit deux pouvoirs dans le même état parfaitement indépendants dans les limites de leurs attributions.

“ A federal union, dit Sullivan, p. 7, then means two perfectly independant co-ordinate powers in the same state. The powers of each are equally sovereign and neither are derived from the other.” L'honorable juge Loranger professait la même doctrine dans son rapport à la page 68, et disait : “ Dans la sphère réciproque de leur autorité ainsi “ reconnue il n'existe pas de supériorité en faveur du parlement sur les provinces, mais sujettes à la souveraineté “ impériale, ces provinces sont souveraines dans leur sphère “ respective et il y a entre eux égalité absolue.”

Comment cette indépendance et cette souveraineté peuvent-elles exister avec le désaveu tel qu'interprété et pratiqué? Impossible, M. le président. Ainsi dans mon humble interprétation le désaveu par la section 90 de l'acte de l'Amérique britannique du Nord, n'est pas le pouvoir de surveillance ou de contrôle sur les provinces qu'on en a tiré, mais uniquement un mandat de la Reine à son représentant pour exercer la suprématie impériale. Ainsi ce pouvoir doit être exercé comme la Reine l'exercerait elle-même. Par conséquent non pas pour les fins *fédérales*, mais uniquement pour les fins impériales à savoir le maintien du lien colonial. C'est ce que disait Sir Hector Langevin lui-mêmes lors des débats sur la confédération : “ Il ne faut pas d'ailleurs croire que “ l'intention des deux clauses — relatives au désaveu — soit “ que tout bill passé dans les législatures locales sera réservé “ à la sanction du gouvernement central. Cette réserve ne “ se fera que pour les mesures de la nature de celles que “ l'on soumet aujourd'hui à la sanction de Sa Majesté.”

C'était un choix malheureux, M. le président, que celui du pouvoir fédéral pour représenter dans cette fonction le gouvernement impérial. C'était une faute de choisir pour exercer une semblable autorité un pouvoir qui par la force des choses devait être placé en antagonisme avec les provinces. C'était violer une règle que l'on trouve dans toutes les législations, qu'on ne peut être juge et partie dans une cause "Nemo potest esse auctor in rem suam," C'est cette règle que l'on applique à toutes les personnes qui remplissent des fonctions fiduciaires comme les tuteurs, les curateurs, les mandataires et les administrateurs.

Aussi le chef du parti libéral d'alors, l'honorable A. A. Dorion, avait prévu le danger et disait : " Lorsque j'examine les dispositions de ce projet, j'en trouve encore une qui est parfaitement inacceptable. C'est celle qui donne au gouvernement général le contrôle sur tous les actes des législatures locales. Quelles difficultés ce système ne fera-t-il pas surgir ? Sachant que le gouvernement général sera un gouvernement de parti, ne pourra-t-il pas par esprit de parti, rejeter des lois passées par les législatures locales et réclamées par la grande majorité de ceux qu'elles devront affecter ? " Tous ceux qui se rappellent les événements qui ont suivi la confédération admettront qu'on ne pouvait mieux prophétiser.

Plus tard, lors des remarquables pourparlers entre M. Blake et lord Carnarvon au sujet du désaveu, l'un des arguments de lord Carnarvon, pour laisser le désaveu au gouverneur individuellement au lieu du gouverneur en conseil, était que *donner le désaveu au gouverneur en conseil, c'était décréter virtuellement l'abolition des provinces, à cause de la facilité d'abuser d'un semblable pouvoir.* Je cite : " Il est de plus suggéré que si on peut prétendre que le parlement fédéral ou ses membres qui sont choisis comme les aviseurs du gouverneur général, ont le pouvoir de contrôler la promulgation ou la mise en opération des actes provinciaux, la conséquence sera une abrogation virtuelle de la section de

l'acte de l'Amérique britannique du Nord de 1867, qui donne le droit exclusif de législation dans certaines matières aux législatures provinciales."

A ceci M. Blake répondait : " S'il en est ainsi, c'est un argument en faveur d'un changement dans la loi. *Dura lex sed lex*. Le changement qu'il indiquait, nous le demandons, et la conférence y a pourvu.

L'honorable député de la Beauce nous a entretenus longuement des idées adverses aux provinces émises par des libéraux éminents et par M. Blake lui-même.

Qui dit le contraire, et qu'est-ce que cela prouve ? Rien, sinon que le danger n'est que plus éminent, que les deux partis sont également coupables, que la conférence n'est pas une œuvre de parti, que nos honorables adversaires ont tort de la traiter comme telle, et d'en faire une question de parti. Ils en subiront les conséquences devant le pays qui sera certainement avec nous sur cette question.

Sir John, le partisan battu de l'union législative, vit le parti qu'il pouvait tirer de cette section de l'A. B. N. et dans un mémoire en date du 9 juin 1868, il faisait adopter ses vues dans les termes suivants :

" Dans ces dernières années le gouvernement de Sa Majesté n'est pas intervenu, règle générale, dans la législation des colonies qui jouissaient des institutions représentatives et du gouvernement responsable, sauf dans les cas spécialement pourvus dans les instructions aux gouverneurs ou dans les questions d'intérêt impérial et non purement local.

" En décidant si un acte d'une législature provinciale doit être désavoué ou sanctionné, le gouvernement doit non seulement considérer s'il touche aux intérêts de tout le pays ou non, mais aussi s'il est inconstitutionnel, s'il dépasse la juridiction conférée aux législatures locales et

“ dans les cas où il y a juridiction conjointe, s'il n'est pas “ conforme à la législation du parlement général.”

Le centralisateur parlait déjà, mais il n'osait pas encore prétendre que le pouvoir fédéral pouvait désavouer une loi ressortissant de la juridiction exclusive des provinces, et lors des débats sur la loi des écoles du Nouveau-Brunswick, il exprimait l'opinion que le parlement fédéral *ne pouvait intervenir parce que la loi était dans la juridiction exclusive de la Législature du Nouveau-Brunswick.*

C'était ce même Sir John qui plus tard disait : “ We cannot check Manitoba.” Depuis “ Quantum mutatus ab illo,” c'est lui qui désavoue par deux fois une loi sur les cours d'eaux d'Ontario et qui désavoue les chartes de chemin de fer du Manitoba.

Quel argument fait-on contre le projet de remettre le désaveu au gouvernement impérial. On évoque l'ombre du grand Papineau. C'est un hommage qui nous fait autant plaisir qu'il nous a surpris. Mais ici encore on se trompe. Si nous étions au temps de Papineau nous serions à ses côtés, combattant les bons combats de la patrie contre l'oligarchie dédaigneuse qui voulait nous étouffer dans ses bras victorieux. Nos honorables adversaires y seraient comme leurs pères y étaient à côté des nôtres. Mais nos adversaires devraient se rendre compte que si l'Angleterre est loin du temps où Jacques Ier imposait de sa propre autorité la célèbre taxe sur les navires du *ship money* et créait le “ Star chamber,” nous sommes aussi loin du temps des 92 résolutions, nous sommes aussi loin du temps où un gouverneur prenait £30,000 dans le coffre public. Nous sommes même loin du temps où Sir Hyp. Lafontaine résignait ses fonctions de premier ministre parce qu'un gouverneur nommait un clerc dans les bureaux du gouvernement sans l'Exécutif. Je n'ai pas besoin de donner d'autre preuve à part celle données par l'honorable premier ministre, que

nous n'avons plus rien à craindre du gouvernement impérial, que Sir John lui-même, qui disait : " Dans ces dernières années le gouvernement de Sa Majesté n'est pas intervenue, règle générale, dans la législation des colonies qui jouissaient des institutions représentatives et du gouvernement responsable."

Mais on dit : "donner le désaveu au gouvernement impérial, c'est le donner à un clerc de troisième classe dans Downing Street." Eh bien, je fais la distinction de l'honorable député de Gaspé entre les institutions et les hommes. Le désaveu est placé entre les mains de Notre Souveraine. Pouvait-on trouver un pouvoir plus digne de respect, plus auguste, plus sacré ? Comment lui faire l'injure de supposer que le rôle sera mal rempli. S'il en est ainsi ce ne sera pas la faute de l'institution, mais du personnage revêtu de l'autorité. Ce sera la faute du lien colonial et tant *pis pour lui*.

J'aurais borné là mes remarques, M. le président, sans l'apothéose inconsideré de Sir John Macdonald qu'a fait l'honorable député de Beauce et son appel inopportun à la paix, à l'harmonie et à l'union des races, comme si la conférence était un danger pour la paix et l'harmonie. On est évidemment loin du temps où l'ancien gouvernement faisait adopter ses résolutions sur l'autonomie provinciale, on est loin des dernières élections et du temps où nos honorables adversaires séparaient leur cause de celle de Sir John, et disaient partout : Nous n'avons rien de commun avec cet homme."

Comment l'honorable député a-t-il été conduit à évoquer l'ombre de George Brown qu'il appelle l'ennemi acharné de notre race, je ne puis le dire. Mais c'est là du charlatanisme indigne de cette assemblée. Je pourrais lui répondre par un argument souvent employé, *tu quoque*. Car l'honorable député devrait savoir que lorsqu'on habite une maison de verre on ne jette pas de pierre à ses voisins. Elle serait

longue la liste de ses amis qui nous ont insulté, à commencer par son chef Sir John.

L'honorable député devrait se rappeler que l'honorable G. Brown a été trouvé digne par ses amis d'être invité à travailler au gouvernement du pays, qu'il est devenu leur honorable *collègue* et que Sir George Etienne Cartier lui-même l'appelait son *honorable ami*, que pour obtenir son concours on lui a tout abandonné, brûlant ce qu'on avait adoré et adorant ce qu'on avait brûlé. Aussi il faut voir la joie de l'honorable G. Brown, en prenant la parole pour annoncer à la Chambre l'acte de la confédération.

Nous ne voulons pas dire que nos amis ont toujours été à l'abri de tout reproche. Qui ne se trompe pas ? Mais il y a entre l'honorable G. Brown et Sir J. Macdonald, entre les grits et les tories cette différence que les grits ont été les pères du gouvernement responsable, tandis que les tories se retranchaient dans leurs égoïstes "*family compacts*," que Sir John Macdonald, pour employer la phrase célèbre du député fédéral d'Hochelaga "a commencé sa carrière à la lueur de l'incendie du parlement" tandis que Robert Baldwin obtenait justice pour les victimes de 37-38, comme plus tard M. Blake et ses amis ont plaidé la même cause de la justice et de l'humanité contre le même Sir John.

Quant aux paroles d'union des races de l'honorable député de Brome, pour former un peuple fort bien qu'elle soit une digression, nous y applaudissons et nous y avons toujours applaudi. Mais qui est venu la troubler et la trouble encore cette paix et cette union, sinon les honorables députés par leurs fausses représentations en nous accusant d'être les ennemis des minorités.

L'honorable député de Beauce l'a dit, une race qui ne s'affirme pas n'est pas digne de vivre. Nous nous affirmons et rien de plus.

M. le président, vous connaissez ce trait de l'histoire. Lors de la prise de Rome par les Gaulois, le chef avait jeté son épée dans la balance qu'on avait apportée pour peser la rançon en disant : malheur aux vaincus, *væ victis* !

Cédés ou conquis, M. le président, nous sommes des vaincus. La malédiction pèse sur nous. Elle a pesé sur le pays d'Évangéline dans les sombres jours de Grand Pré, du Bassin des Mines et de Beauséjour, elle a pesé sur notre province durant la triste époque du régime de l'oligarchie et notre pays a été rougi du plus pur sang de ses enfants. Elle a pesé sur nos frères du Manitoba et du Nord-Ouest. M. le président, sur cette terre de liberté, dans cette époque de progrès et de civilisation, nous demandons notre part d'air et de soleil, nous demandons égale justice. Quand nous sommes prêts à traiter les autres comme nous voulons être traités, quand nous sommes prêts à travailler en commun au progrès du pays est-ce trop demander ? J'en appelle à l'honorable député de Brome.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—M. le président, je diviserai mes observations en deux parties.

En premier lieu, j'examinerai les raisons pour lesquelles la conférence interprovinciale a été convoquée ainsi que le but qu'elle paraît s'être proposé dans ses délibérations ; et, en second lieu, je discuterai le mérite intrinsèque des résolutions qu'elle a adoptées et qui nous sont maintenant soumises.

1^o Pourquoi cette conférence a-t-elle été convoquée ? Quel a été le but de ses délibérations ?

Lorsque le gouvernement de cette province a annoncé, l'an dernier, son intention de remettre à l'étude l'acte de l'Amérique britannique du Nord 1867, les conservateurs ont généralement accueilli ce projet avec défiance.

Nous croyons que dans la constitution qui nous a été donnée il y a quelques vingt ans, se trouvent toutes les libertés politiques qu'un peuple éclairé puisse ambitionner ; nous croyons que cette constitution donne au pouvoir central ce qui lui est nécessaire pour le bien général du pays, mais rien de plus, qu'elle accorde aux provinces toutes les garanties désirables pour leur autonomie, et aux minorités la protection de leurs droits. Il nous semble qu'elle a fonctionné d'une manière satisfaisante et nous n'en voulons d'autre preuve que le rapide développement de notre jeune pays.

Ce n'est donc pas sans raison que nous nous sommes étonnés d'apprendre, au commencement de la dernière session, qu'il était question de reprendre l'œuvre des pères de la Confédération. Le discours du trône disait : " L'obscurité, à certains égards, de l'acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, et l'interprétation donnée à quelques clauses de cet acte, dans certaines circonstances, *ont fait naître des craintes légitimes sur le maintien de nos institutions locales*, et rendent nécessaire une entente entre les gouvernements provinciaux et celui de la Puissance, en vue d'arriver à un état de choses plus satisfaisant pour tous, mon gouvernement croit le moment venu pour les provinces d'envisager sérieusement la situation et d'aviser ensemble aux moyens de porter remède aux difficultés du présent et d'empêcher leur retour à l'avenir."

Nous nous sommes demandé pourquoi ces craintes *sur le maintien de nos institutions locales* ? quand et en quoi ont-elles été menacées ? quelles sont ces difficultés qui nous font un devoir *d'envisager sérieusement la situation*, pourquoi ce cri d'alarme ? Nous l'avons aussi demandé au gouvernement ; mais ses déclarations n'ont jeté aucune lumière sur ce paragraphe du discours du trône.

Il a refusé de faire connaître à cette Chambre les questions qu'il entendait soumettre à la conférence.

Les conservateurs ont cru devoir protester contre ce refus en votant pour une proposition soumise par l'honorable M. Blanchet le 12 mai, (1887) laquelle se lit comme suit :

“ Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette que le gouvernement ait refusé de lui faire connaître les questions qu'il entend soumettre à la conférence annoncée dans le discours du trône, et dans les circonstances, cette Chambre est d'opinion que la conférence proposée n'est pas désirable.”

Il va sans dire que tous les partisans du gouvernement ont eu assez d'abnégation pour renoncer à leur droit d'être renseignés sur une question aussi importante, et qu'ils ont voté contre la proposition.

Ainsi, le gouvernement qui avait proclamé la nécessité d'une conférence interprovinciale *pour sauver nos institutions locales*, était incapable d'indiquer et le mal et le remède ! Il n'en fallait pas plus pour jeter du doute sur la sincérité de ses motifs. En effet, on comprend que s'il y eût eu des griefs sérieux à redresser, le gouvernement eut été en état de les signaler immédiatement, il n'eut pas eu besoin d'un délai de plusieurs mois pour en faire la découverte.

Ce n'est que le 20 octobre que notre premier ministre s'est décidé à expliquer au public ses vives appréhensions sur l'avenir des provinces.

Naturellement, ceux qui avaient répondu à son appel devaient être les premiers à recevoir ses confidences.

Dès leur première réunion, il leur a dit pourquoi il les avait convoqués. “ Cette conférence, a-t-il dit, ” est exclusivement destinée à *rechercher* et à résoudre dans l'intérêt général de tout le Canada, *les difficultés* que l'expérience a pu constater dans les relations entre le gouvernement général et ceux des provinces. ” Il ne s'agissait donc pas seulement de chercher le remède à des difficultés généralement

connues et admises, mais bien de difficultés à *rechercher*. C'était la première tâche qui s'imposait à la conférence. Après cette déclaration, les partisans de l'autonomie des provinces, et nous en sommes tous, respirent à l'aise. Ils espèrent que les chercheurs de difficultés n'en trouveront pas de sérieuses et peut-être pas du tout. Il est vrai que notre gouvernement était à cette époque, un peu plus avancé que lors de la session ; il avait fait des recherches, et il en offrait timidement le fruit à ses invités, mais les difficultés qu'il avait réussi à inventer, étaient telles qu'il ne savait pas si elles seraient jugées dignes d'être prises en considération même par les hommes politiques qui avaient eu la complaisance de se rendre à son invitation. Ecoutez notre premier ministre parlant à la conférence : " il (le gouvernement de Québec) doit se contenter de vous signaler les principaux points qui ont attiré son attention *et qui pourraient peut-être*, avec ceux que vous êtes appelés à proposer, *faire l'objet de vos délibérations*. "

Vient ensuite l'énumération de ces principaux points : ils ne forment pas moins de vingt-deux articles. Il serait trop long d'en faire ici la revue, qu'il me suffise de dire qu'à part le rajustement du subside fédéral dont notre Législature s'est déjà occupée, les questions suggérées par le premier ministre de cette province sont presque toutes nouvelles. Je le demande aux membres de cette Chambre : parmi les changements proposés par ces vingt-deux articles, combien y en a-t-il qui soient nécessaires au *maintien de nos institutions locales* ? J'en vois qui seraient un danger pour la Confédération. Il en est dont on n'aperçoit pas l'utilité, et qu'il n'est pas désirable d'introduire dans notre constitution. Aussi en est-il à peine la moitié qui n'aient pas été rejetés par la conférence. Parmi ceux qui ont été acceptés, il en est qui ont été modifiés considérablement.

Quand je lis ce discours de notre premier ministre, je me dis que s'il l'eût prononcé dans cette Chambre l'an dernier,

j'aurais voté contre le projet de conférence. Car, tout en admettant qu'il puisse y avoir dans notre constitution écrite quelques imperfections, nous pensons qu'elles ne sont, ni assez évidentes, ni assez généralement admises, ni assez graves, pour nous justifier de l'amender surtout dans ses parties essentielles. Il ne s'agit pas ici du code municipal ou de ces statuts peu importants que l'on amende quelquefois à la légère, sans qu'il en résulte de trop graves inconvénients. Il s'agit de la constitution d'un pays, et l'on me permettra de rappeler ici un conseil de Socrate : " Travaillez à maintenir la constitution présente sans soupirer après le changement."

En présence de ces faits et de ces considérations, n'ai-je pas raison de demander pourquoi cette conférence ? Le silence obstiné du premier ministre devant cette Chambre, aussi bien que ses déclarations devant les membres de la conférence nous disent assez qu'elle n'a pas été convoquée pour répondre à un besoin qui se faisait vivement sentir et sur lequel on était généralement d'accord. Le gouvernement nous a dit que son but était de *sauver nos institutions locales*, et moi, je suis d'opinion qu'elle n'a été *qu'une manœuvre de parti*.

Pour s'en convaincre, on n'a qu'à jeter un coup d'œil sur nos luttes politiques depuis quelques années.

Nos adversaires essaient de faire croire au public que les conservateurs qui sont au pouvoir à Ottawa sont hostiles à l'autonomie des provinces, et que ceux qui sont dans l'opposition à Québec ne sont que les valets de Sir John A. Macdonald et de ses collègues. Cette double accusation est fausse et nos adversaires le savent ; mais quand ils étaient dans l'opposition, ici, ils espéraient qu'elle les aiderait à arriver au pouvoir, et aujourd'hui ils s'en servent pour faire oublier leur mauvaise administration des affaires publiques.

L'autonomie des provinces ! Voilà leur cheval de bataille. Nous avons vu qu'elle a servi de prétexte à la convocation de la conférence ; le préambule des résolutions nous montre qu'elle a aussi servi de prétexte à ses délibérations. Lisons : “ attendu . . . que le maintien de l'autonomie provinciale “ est nécessaire au bien-être futur du Canada ; que si cette “ autonomie doit être maintenue, il est devenu évident que “ l'acte constitutionnel doit être révisé et amendé, etc.”

Pourtant, si l'autonomie des provinces ne court pas d'autres dangers, que ceux qui ont été signalés depuis le commencement de ce débat, il n'y a pas de quoi s'alarmer ; nos ministres auraient pu s'en tenir aux amusements dont on a dressé procès-verbal avec un soin minutieux, et la Confédération n'en aurait pas souffert.

La question des licences est celle qui a été le plus exploitée contre nous. Nos adversaires en ont profité pour accuser les conservateurs dans le parlement fédéral d'avoir empiété *intentionnellement* sur la juridiction des provinces ; en même temps ils accusaient de lâcheté les conservateurs dans la Législature de Québec qui disaient-ils, n'avaient rien fait pour empêcher cet empiétement.

On a tant de fois proféré ces accusations dans les assemblées publiques, dans les journaux en cette Chambre, que je crois devoir y répondre encore une fois, d'autant plus qu'on les a répétées dans le débat actuel. Dans l'espoir que ce sera la dernière fois, je désire que ma réponse soit assez complète, dut-elle être un peu longue. Nous allons voir que l'esprit de parti seul a pu pousser nos adversaires à tant d'injustice et de mauvaise foi.

Disons d'abord que personne n'a songé à contester aux provinces le droit de faire des lois relatives aux licences d'auberges, etc, dans le but de prélever un revenu. (Acte de l'Amérique britannique du Nord, art. 92, par. 9.) La seule question était de savoir si d'après l'acte de l'Amérique bri-

tannique du Nord le pouvoir de réglementer les auberges, etc., appartient au parlement fédéral ou aux législatures des provinces. Cette question n'est pas sans difficulté ; elle a divisé nos plus habiles jurisconsultes, et je puis ajouter que ce sont les décisions des tribunaux qui ont causé l'imbroglio, ainsi que nous allons le voir.

En septembre 1871, Sir John, qui était alors ministre de la justice faisait un rapport sur le statut de cette province, 34 Victoria, chapitre 2, intitulé :

“ Acte pour refondre et amender la loi relative aux licences, etc., ” après avoir exprimé des doutes sur la question de juridiction, Sir John ajoutait :

“ Le soussigné pense donc qu'il est de son devoir de recommander que l'attention du gouvernement provincial soit attirée sur ce point, comme méritant d'être pris en considération. Le statut est bon en lui-même et n'est qu'une refonte de la loi antérieurement en vigueur.

“ Il appartiendra aux personnes qui se trouveront molestées par l'opération de cette loi de faire décider par les tribunaux la question de savoir si elle est valide. ” (Voir réponse (No 43) à une adresse de l'Assemblée législative en date du 13 mars 1882, p. 17.)

Remarquons en passant que ce rapport de Sir John A. Macdonald est loin de manifester des tendances à la centralisation. On n'y trouve nul désir de contester aux législatures des provinces le droit de réglementer les tavernes, etc. L'honorable ministre se borne à exprimer un doute et laisse aux tribunaux le soin de décider.

On voit à la page 20 du même document (No 43) que l'honorable M. Blake a suivi la même ligne de conduite à l'égard de la loi des licences passée par la Législature de Québec en 1875.

En 1878, le gouvernement McKenzie mettait dans le discours du trône le paragraphe suivant :

“ Il est désirable qu'il y ait *une législation uniforme dans toutes les provinces relativement au trafic des liqueurs spiritueuses*. Jusqu'à présent ce trafic a été réglé par des lois provinciales ou par des lois antérieures à la confédération ; mais récemment *il y a eu conflit d'autorité relativement à la juridiction des pouvoirs locaux*. Un projet de loi contenant les dispositions nécessaires vous sera soumis.”

Conformément à cette déclaration, le parlement (fédéral) a passé une loi intitulé : “ Acte relatif à la vente des boissons enivrantes ” (41 Vict., ch. 16), laquelle a été sanctionnée le 10 mai 1878.

La préambule se lit comme suit :

“ Attendu qu'il est désirable de promouvoir la tempérance en Canada, et *d'établir*, pour toutes les provinces, *une législation uniforme relativement à la vente des boissons enivrantes*.”

Voilà le premier pas dans la voie qui a conduit le parlement (fédéral) à intervenir dans cette question que, pour abrégé, j'appellerai la question des licences.

Des doutes se sont élevés sur la constitutionnalité de cette loi. Dans la cause “ *The City of Fredericton vs. The Queen*,” la cour suprême du Nouveau-Brunswick où siégeait six juges, a décidé (le juge Palmer dissident) que le parlement fédéral avait excédé sa juridiction. Ce jugement fut infirmé par la cour suprême du Canada (le juge Henry dissident). Vient ensuite la cause “ *Charles Russell vs. The Queen* (de la même province), Dans cette cause, le conseil privé a jugé que la loi était constitutionnelle. Il a dit . . . “ it is to be observed that the power of granting licences is not assigned to the provincial legislatures *for the purpose*

of regulating trade, but in order to the *raising of a revenue* for provincial, local or municipal purposes.”

(Russell vs. The Queen’ Legal news Vol. 5, 1882, p 234 à 237).

Il n’est pas étonnant que ce jugement ait été assez généralement interprété comme signifiant que la législation sur le trafic des liqueurs spiritueuses était du ressort du parlement fédéral.

C’est pourquoi dans le discours du trône de la session qui a suivi ce jugement on trouve le paragraphe suivant :

“ On m’avise que le jugement des Lords du comité judiciaire du conseil privé, rendu au mois de juin dernier, dans la cause en appel de Russell vs. La Reine, tend à établir qu’afin d’empêcher la vente sans restriction des liqueurs enivrantes, etc., dans ce but, de régler l’émission des licences de magasins, de buvettes et d’auberges, l’inter-vention législative du parlement fédéral sera nécessaire. Cet important sujet est réservé à votre sérieuse considération.”

(Journaux des communes, Canada, 1883, p. 14).

Conformément au discours du trône, le parlement du Canada passa le statut 46 Vict., chap. 30, intitulé :

“ Acte concernant la vente des liqueurs enivrantes et la délivrance de licences à cette fin.”

Ce statut a été sanctionné le 25 mai 1883. Dans le préambule on lit ce qui suit :

“ Considérant qu’il est opportun de *réglementer* le trafic et la vente des liqueurs enivrantes, et qu’il est à propos que les lois passées à cet égard soient uniformes dans tout le Canada, etc.”

Aux libéraux qui persistent à exploiter, au profit de leur parti et contre le nôtre, les difficultés survenues dans cette

question des licences, je demande de comparer ce *considérant* avec celui du statut passé sous le gouvernement McKenzie, et de me dire si la même idée ne se trouve pas dans les deux.

Voyant la tournure que prenait l'affaire, le gouvernement Mousseau fit passer, en 1883, le statut 46 Vict., chap. 5, intitulé :

“ Acte concernant certains droits de licences imposés pour prélever des revenus pour les besoins de la province.”
Voici le préambule qui explique le but de cette loi :

“ Attendu *que des doutes se sont élevés* au sujet de la constitutionnalité de certaines dispositions contenues dans la loi des licences de Québec de 1878 et dans ses amendements ; et attendu qu'il est à propos de faire des dispositions qui assureront la perception du revenu provenant des droits imposés et payables sur les différentes licences spécifiées dans l'acte ci-dessus mentionné, tel qu'amendé.”

Plus tard, en décembre 1883, fut jugée par le conseil privé la cause *Hodge vs. The Queen*, dans laquelle les tribunaux de la province d'Ontario avaient donné des décisions contradictoires. Le conseil privé déclara constitutionnelle la loi d'Ontario intitulée *The liquor licence act of 1877*. (*Legal News*, 1884, p. 18 et *seq.*) Cette décision fut une surprise pour tous ceux qui avaient donné au jugement dans la cause Russell l'interprétation dont j'ai parlé.

En 1884, le gouvernement fédéral fit passer un statut intitulé : “ Acte modifiant “ l'acte des licences pour la vente des liqueurs, 1883.” (47 Vict., ch. 32.) L'article 26 de ce statut se lit comme suit :

“ 26. Considérant qu'il s'est élevé des doutes à l'égard du pouvoir du parlement de passer “ l'acte des licences pour la vente des liqueurs, 1883,” et les modifications qui y sont faites par le présent acte,—il est en conséquence décrété

que jusqu'à ce que la question de la compétence du parlement du Canada à passer le dit acte et le présent, soit décidée tel que ci-dessous prévu, nulle poursuite pour infraction ou violation des dits actes des licences ne sera intentée contre aucun porteur de licence pour la vente de liqueurs qui lui aura été délivrée sous l'empire de quelque statut passé dans aucune des provinces, tant que cette licence restera en vigueur sous son autorité." Les paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 26 contiennent des dispositions à l'effet de déférer à la cour suprême du Canada, la question de la compétence du parlement (fédéral) à passer ces statuts de 1883 et 1884 concernant la vente des liqueurs. Ils autorisent aussi un appel au conseil privé.

De son côté, le gouvernement de Québec avait décidé de faire exécuter la loi concernant les licences passée par la Législature de cette province. Dans le discours du trône prononcé à l'ouverture de la session de 1884, on trouve le paragraphe suivant.

" Relativement aux doutes qui se sont élevés, l'an dernier, au sujet de la constitutionnalité de l'acte des licences de Québec, je crois répondre au désir général du peuple de cette province en déclarant que cette loi devra continuer à recevoir son exécution."

Il est vrai que le cabinet Ross n'a pas jugé à propos de sévir contre les officiers nommés en vertu de la loi fédérale, ni contre les citoyens qui avaient pris leur licence sous l'autorité de cette loi ; mais je le demande, était-il juste de faire la bataille des deux gouvernements sur le dos de ces officiers et de ces citoyens ? Était-il sage de multiplier les frais pour des procès qui n'auraient pas été jugés plus tôt que la cause principale, je veux dire la question déferée à la cour suprême en vertu du statut fédéral que je viens de citer ? Ne valait-il pas mieux attendre quelques mois encore, surtout lorsque le gouvernement fédéral avait décidé de ne pas faire exécuter forcément sa loi ?

Et pourtant nos adversaires nous ont reproché avec persistance et en termes injurieux cette modération à laquelle nous amenaient les circonstances ? De telles exagérations prouvent l'esprit qui les animait. Ils ont appuyé sur le fait que les percepteurs du revenu ont reçu instruction de ne pas faire exécuter la loi de la province, et ce depuis la formation du cabinet Ross. L'honorable M. Robertson, qui était le trésorier dans ce cabinet a nié avoir donné des ordres dans ce sens. Il peut se faire, dit-il, que ces ordres aient été donnés dans le département par mon prédécesseur et qu'ils aient été exécutés après mon entrée en office, mais je n'en ai pas eu connaissance. En effet, il ne serait pas étonnant que de tels ordres eussent été donnés avant le jugement du conseil privé dans la cause Hodge, lequel n'a été rendu que le 15 décembre 1883. Et nous sommes entrés en office vers le milieu de janvier 1884.

On nous a accusés aussi d'avoir négligé la défense des droits des provinces dans la cause devant les tribunaux. Rien de plus faux. L'honorable M. Church et M. Archibald ont été chargés par notre gouvernement de nous représenter devant les tribunaux, et ils se sont acquittés de leur tâche avec un zèle et une habileté qui leur font honneur.

Voilà les faits qui ont servi de prétexte à nos adversaires pour dire que les conservateurs d'Ottawa ont empiété délibérément sur les droits des provinces, que ceux de Québec, *leurs valets*, n'ont pas osé protester, et que l'autonomie des provinces est menacée. Tenir un pareil langage, c'est afficher son peu de respect pour la vérité. Il ne s'est pas manifesté dans cette affaire de tendances centralisatrices ; il n'y a eu qu'un malentendu causé par le pouvoir judiciaire et auquel on s'est hâté de mettre fin, par respect pour la constitution.

Ce n'est pas seulement dans la question des licences que nos adversaires ont manifesté leur désir d'exploiter l'autonomie des provinces au profit de leur parti.

En 1884, l'honorable premier ministre d'aujourd'hui soumettait des résolutions par lesquelles il invitait cette Chambre à protester contre "*les empiétements fréquents du parlement fédéral sur les prérogatives des provinces.*" Cette Chambre était *justement alarmée*, etc. etc. (Journaux de l'Assemblée législative, p. 56, 60 et 61.) Bien plus exagéré était son discours à l'appui de sa proposition. Les conservateurs ne pouvaient approuver pareille exagération ; ils voulaient bien exprimer leur dévouement aux droits des provinces, mais dans un langage plus d'accord avec la vérité historique. M. Watts, poussé par le député de St. Hyacinthe, se hâta de proposer la question préalable, afin d'empêcher tout amendement et de forcer les conservateurs à prendre la responsabilité de voter contre la proposition Mercier. Après cela on les accuserait de s'être prononcés contre l'autonomie des provinces ! Quelle tactique habile ! Nos adversaires étaient dans l'admiration ! La proposition fut rejetée ; puis aussitôt après, les conservateurs proposèrent d'autres résolutions d'où était exclu l'esprit de parti. Elles n'étaient pas entachées d'exagération ; elles étaient vraies ; elles étaient dans une forme acceptable ; les libéraux eux-mêmes l'ont reconnu, et elles furent adoptées unanimement. (Journaux de l'Assemblée législative, p. 148.)

On ne s'en tint pas là, car c'était un parti pris chez nos adversaires de faire de l'agitation *pour protéger l'autonomie des provinces.*

On se rua sur Sir John A. Macdonald. Avec quelle persistance n'a-t-on pas cherché à soulever contre lui notre province, en l'accusant de tendances centralisatrices ! " Vous voyez bien qu'il est notre ennemi, disait-on, dans les débats sur la confédération, il a dit qu'il était pour l'union législative ! " Ce n'était pas loyal puisque ce n'était pas toute la vérité. Sir John a dit :

" Personnellement, *j'ai toujours été en faveur d'une*

union législative bien organisée, et, si elle pouvait suffire aux besoins actuels des colonies, je l'apprécierais encore. Telle est aussi, je crois, *l'opinion générale des populations de l'Ouest.*

“ Mais tout homme public doit soumettre ses théories aux exigences du moment ? ”

Il a dit aussi :

“ Mais en considérant ce sujet et en le discutant comme nous l'avons fait dans la conférence, avec le désir d'en venir à une solution satisfaisante, j'ai trouvé que ce système *était impraticable*. Et d'abord il ne saurait rencontrer l'assentiment du peuple du Bas-Canada qui sent que, dans la position particulière où il se trouve comme minorité, parlant un langage différent et professant une foi différente de la majorité du peuple sous la confédération, ses institutions, ses lois, ses associations nationales qu'il estime hautement pourraient avoir à en souffrir. C'est pourquoi il a été compris que toute proposition qui impliquerait l'absorption de l'individualité du Bas-Canada ne serait pas reçue avec faveur par le peuple de cette section.”

“ La conférence trouvant impraticable l'union législative pure et simple en est venue à adopter une forme de gouvernement fédéral qui pourra avoir toute la force d'une union législative et administrative, pendant qu'en même temps nous conserverons la liberté d'action en faveur des différentes sections. Je suis heureux de croire que nous avons trouvé un plan de gouvernement qui possède le double avantage de donner la puissance d'une union législative et la liberté d'une union fédérale, une protection enfin pour les intérêts locaux. ”

Le pacte a été fait, et Sir John comme tout homme d'état, comme tout bon citoyen, saura le respecter. N'est-ce pas lui qui résista à George Brown lorsque sous le régime

de l'Union, ce grand agitateur voulait nous imposer la représentation basée sur la population ? Sans doute, Sir John ne trouvait pas l'idée mauvaise en soi, mais elle aurait été une violation du pacte qui avait uni les deux provinces, et cela suffisait pour qu'il s'y opposât. Instruisons-nous de notre histoire.

Que les libéraux qui ont toujours combattu Sir John, qui se sont opposés à la confédération, aient recours à cette tactique, je puis me l'expliquer ; mais que des politiciens qui ont appartenu à notre parti, qui ont accepté la confédération après avoir suivi les débats sur ce projet ; qui ont continué de suivre Sir John jusqu'à 1885 et 1886, cherchent maintenant à exciter la défiance contre le parti, contre son chef et même contre la confédération en rappelant ce qui a été dit publiquement il y a plus de vingt ans, c'est ce que je ne puis comprendre.

Aux élections de 1886, on a vu des candidats libéraux et de soi-disant nationaux, dire dans les assemblées publiques et écrire dans leurs programmes que les conservateurs avaient fait preuve de servilisme et avaient trahi la cause des provinces dans la question des cours d'eau et dans celle des biens en déshérence (*escheats*). Il est pourtant bien connu que la première de ces questions était entre Ontario et le gouvernement fédéral, et que notre province n'avait rien à y voir, à moins que l'on ne dise qu'elle devra épouser toutes les querelles des autres provinces de la Confédération. Quant à la question des biens en déshérence, c'est aussi dans Ontario qu'elle s'est présentée ; et c'est sur un rapport de l'honorable M. Fournier, ministre de la justice dans le cabinet McKenzie, que la loi d'Ontario sur cette matière a été désavouée. Dans notre province, cette question n'a été l'occasion d'aucune difficulté en autant qu'il s'agit de l'exercice du pouvoir législatif. La lutte s'est faite devant les tribunaux dans la cause Fraser. Les minis-

tres conservateurs y ont soutenu les droits des provinces, ils ont même vu l'intérêt particulier que nous donnait cette cause Fraser, pris part dans la cause Mercer qui était conduite par la province d'Ontario. Les tribunaux ont donné gain de cause aux provinces, et en 1885 le gouvernement Ross a fait adopter un projet de loi sur cette matière.

Est-ce par ignorance ou par mauvaise foi que l'on a porté contre nous ces accusations dénuées de fondement? Quoiqu'il en soit, le chef du cabinet actuel a trouvé que cette conduite déloyale méritait récompense, et il a invité l'honorable commissaire des terres de la couronne à être son collègue.

Voilà ce que l'on a vu dans notre province depuis 1884. Ces tentatives d'asservir la constitution à l'esprit de parti ont été le prélude de la conférence interprovinciale. Et quoique l'on n'ait rien négligé pour donner à cette conférence les dehors d'une œuvre vraiment nationale, elle n'en est pas moins, au fond, une manœuvre de parti cachée sous le prétexte de protéger l'autonomie des provinces. Pour mieux surprendre l'opinion publique, on s'est appliqué à paraître modéré, mais l'on s'est oublié quelquefois. L'honorable premier ministre, dans son discours au banquet du club national, le 10 avril dernier (1888), parlant du droit de désaveu, a dit :

“ J'ajouterai qu'une question de religion, de race ou d'éducation, affectant ou pouvant affecter les droits de la minorité française ou catholique, serait résolue avec plus de justice à Londres, même par un ministère tory, qu'à Ottawa, par un ministère orangiste.” Il me semble entendre l'écho du refrain que nos adversaires chantent depuis quatre ans.

Je ne suis pas le seul à dire qu'il y a de l'esprit de parti dans cette conférence. “ L'Etendard ” du 11 novembre 1887 dit :

“ Hélas ! il est écrit, semble-t-il, que l'esprit de parti se mêlera dans toutes nos affaires publiques, au point d'y fomenter le mal, d'y paralyser le bien.” Mais dès que la conférence a laissé pénétrer chez elle l'esprit politique, et fomenter dans les esprits le *virus libéral*, elle a fait fausse route.”

Voilà l'opinion d'un *journal ministériel*, tellement sympathique à l'honorable premier ministre, qu'il trouve qu'il y a “ *beaucoup de bon, de l'excellent même*”, dans le plus grand nombre des résolutions.

J'examinerai maintenant les résolutions adoptées par la conférence.

Pour abrégér, je m'en tiendrai autant que possible aux citations que je me propose de faire.

Les trois premières résolutions sont sans contredit les plus importantes ; elles ont trait à une partie essentielle de notre constitution.

Si la division des pouvoirs entre le parlement et les législatures est d'une importance majeure ; s'il est important que les autorités fédérales et locales restent dans les limites de leurs attributions respectives, et que les unes et les autres ne fassent rien qui soit contraire aux intérêts généraux de l'Empire et du *Dominion*, il n'est pas moins important que la constitution fournisse un remède sûr, efficace, aussi prompt que possible, contre les excès de juridiction et contre ce qui pourrait nuire à ces intérêts. Sans cela, nous arriverions au désordre, et le lien fédéral de même que le lien colonial seraient rompus. Les auteurs de notre constitution ont compris ce besoin, ils ont voulu éviter ce danger, et voilà pourquoi ils ont établi le désaveu tel que nous l'avons. Nos adversaires veulent le changer. Ils nous citent souvent l'exemple des Etats-Unis, comme si les auteurs de notre constitution n'avaient pas connu celle de nos voisins et

n'avaient pas été en état de l'apprécier aussi bien que nous. Ce que nos adversaires envient à la constitution américaine, les pères de la confédération l'ont rejeté après mûre délibération.

Les circonstances dans lesquelles un peuple se donne une constitution, influent nécessairement sur cette constitution. C'est ce qui explique la différence entre la nôtre et celle des Américains. En déclarant leur indépendance, les Etats durent choisir une forme de gouvernement. Après beaucoup de discussions, on finit par s'entendre, en 1777, sur une constitution quelconque qui fut soumise aux Etats et qui ne reçut leur approbation qu'en 1781. Elle était très imparfaite. Les Etats avaient gardé un mauvais souvenir de leurs rapports avec l'Angleterre ; ils se rappelaient tous leurs griefs contre elle et particulièrement son intervention dans leurs affaires intérieures. Aussi avaient-ils donné au gouvernement central le moins de pouvoir possible. Story, dans son ouvrage intitulé : "*A familiar exposition of the constitution of the United States*," page 29, § 29, nous dit :

" The articles of Confederation had scarcely been adopted, before the defects of the plan, as a frame of national Government, began to manifest themselves. The instrument, indeed, was framed under circumstances very little favorable to a just survey of the subject in all its proper bearings. The States, while colonies, had been under the controlling authority of a foreign sovereignty, whose restrictive legislation had been severely felt, and whose prerogatives, real or assumed, had been a source of incessant jealousy and alarm. Of course, they had nourished a spirit of resistance to all external authority, and having had no experience of the inconveniences of the want of some general Government to superintend their common affairs and interests, they reluctantly yielded anything, and deemed the least practicable delegation of power quite sufficient for national purposes."

On ne tarda pas à constater les vices de cette constitution ; elle tomba dans le discrédit, et pour échapper à une dissolution, on dut la remettre sur le métier dès 1785. Après une couple d'années d'étude et de discussions, les Etats-Unis adoptèrent la constitution qui les régit maintenant. Elle est beaucoup plus parfaite que les articles de la confédération primitive ; mais elle aussi est empreinte de la défiance des Etats contre le pouvoir central. Story, même ouvrage, page 141, dit, en parlant des pouvoirs donnés au congrès :

“ At present, it may suffice to say that, with reference to due energy in the general government, to due protection the national interests, and to due security to the Union, fewer powers could scarcely have been granted, without jeopardizing the existence of the whole system. ”

Bien différentes étaient les circonstances dans lesquelles a été préparée notre confédération. Depuis de longues années les provinces jouissaient du droit de se gouverner, et la métropole ne cherchait pas à intervenir dans leurs affaires intérieures. C'est pourquoi on a trouvé ici moins de défiance contre le pouvoir central. De plus, pendant que l'on élaborait ici un projet de constitution, la guerre de sécession ravageait les Etats-Unis. Nos hommes publics trouvaient la cause de ce malheur dans la faiblesse du pouvoir central. Naturellement, ils voulurent éviter ce défaut.

Écoutons Sir John A. Macdonald : “ A part tous les pouvoirs spécialement désignés dans le 37^e et dernier article de cette partie de la constitution, se trouve conférée à la législature générale la grande législation souveraine, c'est-à-dire le pouvoir de légiférer sur toutes les matières d'un caractère général qui ne sont pas spécialement et exclusivement réservées au contrôle des législatures et des gouvernements locaux.

“ Telle est justement la disposition qui manque à la constitution des Etats-Unis, c'est là que l'on trouve ce côté vulnérable du système américain, le vide qui enlève à la constitution américaine sa force de cohésion. C'est là ce qu'on peut appeler une sage et nécessaire disposition. Par elle nous concentrons la force dans le parlement fédéral et faisons de la Confédération un seul peuple et un seul gouvernement, au lieu de cinq peuples et de cinq gouvernements à peine liés entre eux sous l'autorité de la métropole.”

Voici maintenant ce que disait M. Cauchon :

“ Que faut-il à nos besoins et à nos circonstances ? Ce qu'il nous faut, c'est une organisation générale dont la force de cohésion nous assure le salut dans l'avenir, contre l'agression étrangère ou *la dissolution intérieure des forces nationales qui se manifeste si tristement aux Etats-Unis.*”

L'honorable M. McKenzie parlant spécialement du désaveu, disait :

“ Le *veto* est nécessaire si l'on veut que dans une certaine mesure, le gouvernement général ait un contrôle sur les actes des législatures locales. *L'absence de ce pouvoir aux Etats-Unis est la grande cause de leur faiblesse*, et il est à présumer qu'avant peu il sera remédié à ce défaut par un amendement à leur constitution. Tant que chaque Etat se considère indépendant, que ces actes et lois ne peuvent être contrôlés, il est clair que l'autorité centrale est privée du pouvoir de contraindre à l'obéissance des lois générales. Si chaque province était libre d'édicter les lois qui lui plaisent, chacun serait à la merci des législatures locales, et la législature générale deviendrait de peu d'importance.”

Voilà le langage de l'expérience, voilà la pensée qui a déterminé la distribution des pouvoirs, et le choix du mode de contrôle que blâment nos adversaires. Vingt années de bon fonctionnement attestent la sagesse de notre constitution.

On nous invite à l'amender, à renoncer au certain pour l'incertain.

Par la première résolution le pouvoir de désavouer les statuts des législatures serait enlevé au gouvernement fédéral et transféré aux autorités impériales. Cette résolution ne me paraît pas très claire ; mais le premier ministre nous a dit, dans son discours au banquet du club national, le 10 avril 1888, et nous a répété ici que dans cette résolution il s'agit " du droit de désaveu à être exercé dans les intérêts " généraux de l'Empire et du *Dominion*, et nullement dans " les cas de lois provinciales qui seraient *ultra vires*, ou en " dehors de la juridiction des législatures. Ces derniers cas " qui sont les plus importants, les plus nombreux et nous " intéressent le plus, sont soumis par la 2e résolution à la " décision des tribunaux." Dans le débat actuel, l'honorable secrétaire de la province nous a dit que par ce moyen, *on supprimerait virtuellement le désaveu*. C'est la pensée dominante chez ceux qui se sont prononcés pour la conférence et son œuvre. Ils l'ont exprimée dans les journaux et dans cette Chambre. Je ne puis l'accepter parce qu'elle n'est pas d'accord avec l'idée d'une confédération.

J'ai dit que dans l'intérêt de la Confédération, le droit de désaveu doit exister, qu'il ne doit pas être lettre morte, qu'il doit être exercé dans le cas où il s'agit des intérêts généraux de l'Empire et du *Dominion*, ainsi que dans le cas d'*ultra vires* ; et j'ajoute que dans l'intérêt des provinces l'exercice en doit être réglé tel qu'il l'est actuellement par l'acte de l'Amérique britannique du Nord.

En effet ce mode donne aux provinces toutes les garanties désirables. Le gouverneur général agit d'après l'avis de ses ministres responsables. Si ceux-ci conseillent le désaveu contrairement à la lettre et à l'esprit de la constitution, les membres du Sénat et de la Chambre des communes, qui représentent les provinces les en blâmeront. Les provinces

ont donc, par la constitution, le moyen de se protéger contre l'abus du désaveu. C'est pourquoi je dis que le pouvoir donné au gouverneur général n'est pas arbitraire.

Todd, dans son estimable ouvrage intitulé : *Parliamentary government in the British Colonies*, p. 345-4 dit :

" In deciding upon the validity or expediency of provincial enactments, the governor general in Council has no arbitrary discretion. The decision of the Dominion Government upon all such questions must be in conformity with the letter and spirit of the British North America Act.

That statute has been correctly termed " the great charter of our constitution." It recognizes and guaranties to every province in the confederation the right of local self-government, in all cases within the competency of the provincial authorities. And it does not contemplate or justify any interference with the exclusive powers which it entrusts to the legislatures of the several provinces ; except in regard to acts which assert a principle, or prefer a claim, that might injuriously affect the interests of any other portions of the Dominion

," These principles must be studiously kept in view, and steadily maintained, whenever the legislation of any province is submitted to the constitutional criticism of the governor in Council."

Le 6 septembre 1876, l'honorable M. Blake répondant à une dépêche du ministre des colonies disait :

" Le parlement du Canada est composé des représentants de sept provinces dont chacune a dans son caractère provincial des droits politiques égaux. Il n'est pas vraisemblable que des ministres, qui ne restent en fonctions qu'autant qu'ils retiennent la confiance d'un parlement ainsi composé, abuseront d'un pouvoir, dont l'exercice sera attentivement surveillé par des représentants de toutes les pro-

vinces, attendu que chacune est intéressée au même titre au maintien des droits provinciaux, et en conséquence des principes sur lesquels s'exerce le pouvoir du désaveu.

“ Pour la même raison tout abus de ce pouvoir par les ministres serait promptement suivi de l'application du remède constitutionnel par le parlement. L'expérience de près de dix années durant lesquelles on a exercé ce pouvoir n'indique pas que les abus que l'on appréhende se feront sentir.”

(Voir documents de la session, Canada, an 1877, vol. X, No. 9 ; document No. 89, page 455. On trouve dans ce document une étude tout-à-fait intéressante sur le sujet qui nous occupe.)

Le premier ministre lui-même nous disait dans cette Chambre, en 1884 :

“ Le pouvoir central a le droit de désavouer les lois passées par les législatures locales ; mais cette prérogative étant exercée par le gouverneur général, d'après l'avis de ses ministres, et ceux-ci étant responsables aux communes, comme celles-ci le sont au peuple, tout exercice indu de ce droit de désavouer disparaîtrait devant le contrôle du corps électoral sagement sollicité et énergiquement appliqué....

“ Je suis entré dans ces détails pour démontrer que l'autonomie des provinces est parfaite sous ce chef des désaveux, et que s'ils sont faits injustement, la province attaquée dans ses droits peut trouver une protection dans la Chambre des communes, et dans la nôtre qui censurerait les ministres locaux, refusant de faire, par la voix du lieutenant gouverneur, des représentations assez énergiques auprès des autorités fédérales. Cette responsabilité ministérielle met de fait la question du désaveu des lois locales sous le contrôle des communes et des assemblées législatives.”

• (Voir *Débats* de la Législature de Québec, par Desjardins, an 1884, p. 377-8-9.)

Et, qu'on le remarque bien, cette opinion de l'honorable premier ministre n'a pas été exprimée incidemment dans un débat étranger à la question du désaveu ; mais je la trouve dans un discours préparé avec soin sur l'autonomie des provinces, c'est-à-dire sur le sujet qui nous occupe aujourd'hui.

Si le système actuel donne des garanties aux provinces, ainsi que je viens de le démontrer, on ne peut pas en dire autant de celui que la conférence propose par sa première résolution.

Les lois passées par les législatures seraient sujettes *au désaveu de Sa Majesté en conseil*, d'après cette résolution, c'est-à-dire qu'elles pourraient être désavouées par une autorité qui échapperait à notre contrôle, car les provinces n'ont et ne pourraient avoir aucun moyen constitutionnel de se protéger en pareil cas. Les aviseurs de Sa Majesté ne sont pas responsables aux représentants des provinces ; ils en sont tout à fait indépendants. Il suffit de comparer pour se convaincre que le système actuel vaudrait mieux que le système proposé.

Les habitants de ce pays ont demandé le droit de se gouverner eux-mêmes, ils l'ont obtenu, ils ont demandé le gouvernement responsable, ils l'ont obtenu ; M. Blake, ayant l'approbation et l'appui de nos principaux hommes politiques, je devrais plutôt dire, de tous nos hommes politiques et de la population de notre pays, a insisté pour étendre le principe de la responsabilité à l'exercice du désaveu, et le désaveu ne s'exerce que sur l'avis des ministres responsables aux chambres et au peuple, le Canada a obtenu ces libertés et ces droits politiques plus tôt, et il en jouit dans une plus grande mesure, que n'importe quelle autre colonie anglaise ; et quand il nous semble que nous devrions en être heureux et fiers, on nous invite à y renoncer, à déclarer à l'Angleterre que nous ne savons pas nous en servir, et à solliciter son intervention dans nos propres affaires ! Je me sens incapa-

ble de tant d'humilité, et j'ai une trop bonne opinion de mes concitoyens pour croire qu'ils se soumettront à pareille humiliation.

L'honorable premier ministre a dit, au banquet du club national, le 10 avril 1888, que la fédération impériale est un projet "*destiné à détruire l'autonomie des provinces et à nous lancer d'une façon déguisée dans l'union législative*" ; et après avoir affirmé que Sir John est "l'âme et l'inspirateur de ce mouvement anti-provincial," et qu'il associe à son projet "*les hommes politiques influents de l'Angleterre,*" il a ajouté : "Car remarquons le bien *c'est en Angleterre qu'il faut chercher le centre d'action où se dressent les plans destinés à nous ravir les institutions que nous chérissons,* à si juste titre. Les partisans de cette fédération impériale sont de plus en plus audacieux. Ils viennent de s'affirmer d'une manière éclatante et de faire entrer leur rêve dans le domaine de la politique actuelle par la nomination du nouveau gouverneur général qui est partisan avoué de la fédération impériale." Quoi ! il y a en Angleterre des hommes influents qui conspirent contre nous, contre l'autonomie des provinces, et l'honorable premier ministre veut leur confier l'exercice d'un pouvoir dangereux comme celui du désaveu ! C'est incroyable. Supposons que Sir John veuille nous imposer l'union législative et la fédération impériale, et qu'il soit disposé à exercer le désaveu de manière à atteindre son but, les provinces peuvent se protéger par leurs représentants dans le parlement et dans les législatures ; elles peuvent le réduire à l'impuissance en lui refusant leur confiance, en le chassant du pouvoir. Mais par quel moyen pourrions-nous nous protéger contre les hommes influents de l'Angleterre, c'est-à-dire contre les ministres actuels *qui nous ont envoyé notre gouverneur général ?* De pareilles contradictions sont certainement de nature à inspirer la défiance ; elles dénotent un manque de sincérité bien déplorable, c'est le moins qu'on en puisse dire.

Dernièrement, à la Chambre des communes, l'honorable M. McKenzie n'a-t-il pas dit (c'était dans le débat sur le traité des pêcheries, si j'ai bonne mémoire) que le gouvernement du Canada devait éviter avec soin de faire intervenir le gouvernement impérial dans nos affaires ?

Et le journal *La Patrie* prônait la même idée le 19 août 1887. Lisons :

“ L'organe de M. Norquay, à Winnipeg, le “ *Call* ” a donné à entendre que le gouvernement provincial de Manitoba préparait des papiers pour s'adresser directement au cabinet anglais afin d'obtenir une restriction du droit de désaveu dans l'affaire du chemin de la Rivière Rouge.

“ Il ne s'agit pas d'une plainte devant le conseil privé, il s'agit d'une demande d'intervention directe de la couronne en opposition à la position prise par le gouvernement fédéral.

“ C'est, paraît-il, sur les conseils du professeur Goldwin Smith, un des partisans fanatiques de la fédération impériale, que ce plan a été conçu.

“ Nous ne pouvons que protester contre cette démarche et contre l'esprit qui l'a dictée. Sa réussite serait à coup sûr, un événement fatal pour nous, et c'est la plus triste idée qui ait jamais pu poindre dans un cerveau canadien.

“ *La demande d'intervention de la couronne britannique est le coup le plus fatal qui puisse être porté à notre organisation politique.*

“ Nous avons conquis le gouvernement responsable au prix du sang de nos ancêtres. Nous sommes fiers de ce régime et nous devons protester contre toute tentative de mettre en péril cette conquête sacrée.

“ Laisser la couronne introduire le doigt dans notre organisme politique, ce serait sacrifier de gaieté de cœur le travail de longues années.

“ Il est évident que le parti libéral demande la restriction du pouvoir de désaveu. C'est un des articles sur lesquels notre chef s'est exprimé avec la plus grande énergie dans son discours programme de Somerset, *mais, si jamais nous devons obtenir ce bienfait au prix des privilèges du gouvernement responsable*, nous préférierions ne jamais obtenir cette réforme à laquelle pourtant nous tenons tant.

“ Le Manitoba n'a pas le droit de compromettre le sort de notre constitution par cette démarche inconsidérée que créerait le précédent le plus désastreux.”

Je le demande à tout homme de bonne foi : restreindre le pouvoir de désavouer en le transférant aux autorités impériales sur lesquelles nous n'avons aucun contrôle, n'est-ce pas provoquer l'intervention de la métropole dans nos affaires ? une telle restriction ne serait-elle pas au prix du gouvernement responsable et du *self-government* ?

Les partisans du mode proposé par la première résolution croient avoir répondu à nos objections quand ils ont dit qu'il ne s'agit ici que des cas où les intérêts généraux de l'Empire et ceux du *Dominion* sont en jeu. Ces cas sont les moins fréquents, il est vrai ; mais à un certain point de vue, ils sont les plus importants, car ils n'admettent point l'intervention des tribunaux judiciaires. Il n'y a pas de remède contre l'action du pouvoir politique. Au contraire, dans les cas d'*ultra vires*, on peut généralement arriver à soumettre aux tribunaux les points contestés, c'est ce qui est arrivé dans la question des biens en déshérence, dans celle des cours d'eau, dans celle des licences, etc. Par ce moyen, les erreurs commises dans le désaveu peuvent être corrigées, et le pouvoir législatif s'exerce suivant les décisions du pouvoir judiciaire.

On nous dit encore : le désaveu de Sa Majesté en conseil s'exercerait *comme avant la confédération*.

D'abord, il n'y a pas parfaite similitude entre le régime de l'union et le régime de la confédération. Sous celui-là, il n'y avait qu'un gouvernement, qu'un parlement pour le Bas et le Haut-Canada ; c'était la province du Canada. Par conséquent le cas ne pouvait pas se présenter où une province aurait légiféré contre une autre ou contrairement aux intérêts généraux du Canada, et les occasions d'exercer le pouvoir de désavouer se trouvaient d'autant moins nombreuses que sous le régime de la confédération. Cependant Todd (*Parliamentary Government in the British colonies*, pages 140 et suivantes) mentionne six bills réservés pour être soumis à la considération du gouvernement impérial, et qui n'ont pas été sanctionnés, sous le régime de l'union. En outre, il y en a eu quatre qui, après avoir été sanctionnés par le gouvernement du Canada, ont été désavoués par Sa Majesté. Voilà donc dix cas où le gouvernement impérial a privé de leur effet des statuts passés par le parlement du Canada sous l'union. En autant que notre province est concernée, l'intervention du gouvernement impérial sous l'union a été plus fréquente que celle du gouvernement fédéral sous la confédération.

Si l'on parcourt ces pages de l'auteur, on se rendra compte des motifs pour lesquels la sanction royale a été refusée, et l'on verra que les pouvoirs ne gagneraient rien au changement proposé. En 1843, la sanction royale fut refusée à un *bill* contre les sociétés secrètes. "*because the Queen cannot be advised to concur in an enactment placing any class of Her Majesty's subjects beyond the protection of the law, and depriving them, without a previous conviction for crime, of the privileges to which all British subjects have a common title.*"

En 1846, la sanction royale fut refusée à un *bill* de divorce en faveur d'un M. Harris, sur le rapport des officiers en loi de la couronne "*that whereas the parties were not domiciled in Canada at the time of the passing of the*

“ Act, the courts of law could not consider the act adequate to effect a valid divorce, even if it were to receive the sanction of the crown. ”

Dans la même année, la sanction royale fut aussi refusée à un *bill* pour autoriser la créance d'un officier public à saisir une partie du salaire attaché à la charge de cet officier, en exécution d'un jugement prononcé contre lui, “ because, “ *this bill was liable to grave objections, on grounds of public policy, and because no similar law exists in England.* ”

Dans deux autres cas, le gouvernement impérial n'a pas jugé à propos de faire connaître les raisons pour lesquelles la sanction royale a été refusée.

D'ailleurs nos adversaires se font illusion s'ils croient que le gouvernement impérial n'aurait aucun souci de la Confédération, qu'il n'exercerait pas une stricte surveillance sur la législation des provinces afin d'empêcher tout ce qui pourrait nuire aux intérêts généraux du *Dominion*. Il est certain que la métropole n'abandonnerait pas aux passions politiques le sort de cette colonie que l'on appelle le plus beau fleuron de la couronne britannique. Le pouvoir de désavouer s'exercerait dans l'intérêt général du *Dominion*, à Londres comme à Ottawa, avec la différence que j'ai déjà signalée quant aux garanties qu'auraient les provinces. Il est même probable que le bureau colonial consulterait notre gouverneur général, et que celui-ci se consulterait avec ses ministres, mais aucune responsabilité ne s'attacherait à leur avis et après avoir renoncé à la garantie qu'elles trouvent dans le mode actuel, les provinces courraient un double danger.

La première résolution se termine par les mots : “ le pouvoir de désavouer devant être exercé à l'égard des provinces d'après les mêmes principes que ceux suivis pour le désaveu des lois fédérales. ”

Quelques soient ces principes, il y a eu depuis la confédération des cas où la sanction royale a été refusée à des *bills* passés par le parlement du Canada et réservés par le gouverneur général ; il y a même eu des *bills* qui après avoir été sanctionnés par le gouverneur général ont été dévoués par le gouvernement impérial.

En présence de ces faits, de toutes ces considérations, pourquoi adopterions-nous le changement proposé ?

Que ceux qui veulent amender la constitution en démontrent la nécessité. Nous avons entendu le premier ministre et le secrétaire de la province ; nous avons entendu tous les principaux hommes du parti ministériel en cette Chambre, nous avons lu leurs journaux, et ils sont loin d'avoir accompli la tâche qui leur incombe.

J'ai essayé de démontrer qu'en théorie le mode de désaveu actuellement suivi offre aux provinces plus de garantie que celui proposé par la conférence. En pratique, nous ne pouvons pas faire de comparaison, puisque celui-ci n'est encore qu'à l'état de projet. Mais, je le demande, le rouage actuel fonctionne-t-il si mal que l'on puisse dire avec raison qu'en changeant on ne risquerait rien ? Non, loin de là. Vingt ans d'expérience nous apprennent qu'il a fonctionné d'une manière satisfaisante.

C'est pourquoi je dis que nous aurions tort de changer, lors même que les vices et les dangers du système proposé ne seraient pas apparents, car on sait que la perfection n'est pas de ce monde et que le temps nous ferait connaître des difficultés que nous ne prévoyons pas aujourd'hui.

En disant que l'expérience est en faveur du système actuel, je ne parle pas en optimiste. Voyons un peu.

Quelle est la règle que le conseil privé (Ottawa) a faite et a décidé de suivre, dès le début de la confédération, pour le désaveu ? La voici telle que nous la trouvons dans les documents officiels. (Voir documents de la session, 1869, vol. II, N^o 5.)

DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE.

Ottawa, 8 juin, 1868.

“ Le soussigné a l'honneur de soumettre, pour la considération de Votre Excellence, qu'il est expédient de déterminer la ligne de conduite que l'on doit suivre relativement aux actes passés par les législatures provinciales.

“ Les mêmes pouvoirs de désaveu qui ont toujours appartenu au gouvernement impérial, à l'égard des actes passés par les législatures coloniales, ont été conférés par l'acte d'union au gouvernement du Canada. Dans ces dernières années, le gouvernement de Sa Majesté ne s'est pas, comme règle générale, immiscé dans la législation des colonies ayant des institutions représentatives et un gouvernement responsable, si ce n'est dans les cas dont il est fait mention spéciale dans les instructions aux gouverneurs, ou dans les affaires qui concernent les intérêts de l'Empire, et qui ne sont pas d'un intérêt purement local.

“ Sous la constitution actuelle du Canada, le gouvernement général sera appelé à juger de l'opportunité d'approuver ou de désapprouver les actes provinciaux bien plus souvent que ne l'a été le gouvernement de Sa Majesté, par rapport aux actes législatifs des colonies.

“ En décidant si un acte d'une législature provinciale devrait être désavoué ou sanctionné, le gouvernement ne doit pas seulement considérer si cet acte affecte les intérêts de toute la Puissance ou non, mais de plus s'il est inconstitutionnel, s'il dépasse la juridiction conférée aux législatures locales, et dans les cas d'égalité de juridiction, s'il n'est pas contraire à la législation du parlement fédéral.

“ Comme il est important que l'action de la législature locale soit entravée le moins possible, et que la prérogative de désaveu soit exercée avec la plus grande prudence, et unique-

ment dans les cas où la loi et les intérêts généraux de la Puissance l'exigent absolument, le soussigné, recommande l'adoption de la ligne de conduite suivante :

“ Que sur la réception par Votre Excellence des actes passés dans aucune des provinces, ils soient renvoyés au ministre de la justice, pour qu'il en fasse son rapport, lequel rapport il devra faire le plus tôt possible sur les actes contre lesquels il n'existe aucune objection quelconque, et que si ce rapport est approuvé par *Votre Excellence en conseil*, que cette approbation soit immédiatement communiquée au gouvernement provincial.

“ Qu'il fasse un rapport séparé, ou des rapports séparés sur les actes qu'il aura ainsi considérés :

1. Comme étant entièrement illégaux ou inconstitutionnels.
2. Comme étant illégaux en partie.
3. En cas d'égalité de juridiction comme contraire à la législation du parlement général.
4. Comme affectant les intérêts de la Puissance en général.

“ Et que dans ce rapport ou ces rapports il *motive ses opinions*.

“ Que lorsqu'une mesure n'est considérée que partiellement défectueuse, ou que l'objection qui y est apportée n'est basée que sur le fait qu'elle est préjudiciable aux intérêts généraux de la Puissance, on devrait communiquer avec le gouvernement provincial au sujet de cette mesure, et qu'en pareil cas, l'acte ne devrait pas être désavoué, si les intérêts généraux peuvent le permettre, jusqu'à ce que le gouvernement local ait eu l'occasion d'examiner et de discuter les objections apportées, et que la législature locale ait eu l'occasion de remédier aux défauts qui s'y trouvent.

“ Le tout respectueusement soumis,

Signé : JOHN A. MACDONALD.

“ Rapport du comité de l'honorable conseil privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur Général en conseil, le 9 juin 1868.

“ Le comité a pris en considération le mémoire ci-joint de l'honorable ministre de la justice et procureur général, sur la question des pouvoirs de désaveu des actes des législatures locales dont est revêtu le gouvernement général de la Puissance, et contenant ses vues et ses recommandations sur la ligne de conduite qui devrait être suivie chaque fois que les actes des législatures locales seront transmis au gouverneur général, et il recommande respectueusement qu'il soit approuvé et adopté.

“ Pour copie conforme,

(Signé,)

WM. H. LEE.

La règle est sage ; et l'on peut dire qu'elle a été suivie. Todd, dans l'ouvrage que j'ai déjà cité, pages 363 et suiv. dit :

“ For the most part, this power (of disallowance) has been resorted to only in cases wherein the provincial legislatures have passed acts which were unconstitutional, or beyond their legal competency to enact. But it has been sometimes invoked in respect to acts which contained provisions that were deemed to be contrary to sound principles of legislation and therefore likely to prove injurious to the interests or welfare of the Dominion.

“ On the other hand the dominion minister of justice has, in repeated instances declined to advise the positive disallowance of provincial acts although they contained provisions that he regarded as “ *ultra vires*.” Instead of a resort to the exercise of this statutory power, he has sometimes recommended confirmatory legislation by the Dominion Parliament ; or he has merely called attention to the objectionable clauses, with a view to their being amended by the

local legislature, or he has proposed to leave it to the courts of law to decide upon the validity of the particular statute, in the event of any question arising thereupon for judicial determination.

“ It has occasionally happened, in the case of a provincial bill reserved for the consideration of the governor-general, that simply “ no action was taken thereon.” This course leaves the local government free to re-introduce the measure, at their discretion, with any suitable amendments.

“ As a rule, the Dominion government refrains from any interference with provincial legislation, so long as the acts passed are clearly within the competency of the local authorities ; unless they contain provisions which are open to objection upon general grounds of public policy, as being calculated to affect injuriously the interests of the Dominion, or of any particular portion thereof.”

Ces passages de Todd nous donnent une juste appréciation de la conduite du gouvernement fédéral en matière de désaveu.

Pour ce qui concerne notre province, sur quinze à seize cents lois qui ont été passées par cette Législature, trois seulement ont été désavouées. Et pourtant, c'est notre gouvernement qui a convoqué cette conférence pour protéger les droits, l'autonomie des provinces contre l'intervention du pouvoir central ! La position est à peu près la même dans tout le *Dominion*, surtout dans les vieilles provinces.

Si le nombre des cas de désaveu est bien peu considérable, je puis ajouter que les raisons pour lesquelles ce pouvoir a été exercé ont généralement été reconnues valides par les provinces. Il n'y a presque jamais eu de difficultés sérieuses ; et parmi les quelques-unes qui ont surgi, il en est qui ont été réglées par les tribunaux ; les autres ont trouvé une solution pacifique dans l'esprit de conciliation des gouvernants.

J'admettrai que dans certains cas où le désaveu a été exercé pour excès de juridiction, les tribunaux ont donné raison aux provinces ; mais ces cas sont très rares. Comme preuve des bonnes dispositions du gouvernement fédéral envers les provinces dans l'exercice de ce pouvoir, je dis qu'il y a bon nombre de lois qui n'ont pas été désavouées quoique les autorités fédérales eussent des doutes sérieux sur leur constitutionnalité, et qui ont ensuite été jugées inconstitutionnelles par les tribunaux. Pour ne parler que de notre province et du district de Montréal, je rappellerai la cause du procureur général contre "*The Queen's Insurance Company*, jugée par le conseil privé ; la cause entre " *The Reverend Robert Dobie* " et " *The board of management of the temporalities fund of the Presbyterian Church of Canada in connection with the church of Scotland, et al.,*" jugée par le conseil privé ; et la cause *Reed* contre *Roy* dans laquelle a été déclarée inconstitutionnelle la loi imposant l'obligation de mettre un timbre de dix *cents* sur certaines pièces à produire devant les cours de justice (*exhibit*.)

Un membre de cette Chambre a dit hier que lors même qu'il n'y aurait qu'un exemple d'erreur commise par le gouvernement fédéral dans l'exercice du pouvoir de désaveu, cela serait assez pour justifier l'amendement proposé. On ne discute pas de telles exagérations.

Soyons de bon compte et disons, comme M. Blake en 1876 et comme le premier ministre en 1884, que la constitution offre aux provinces toute les garanties désirables quant au désaveu. M. W. McDougall disait dans une lettre ouverte adressée à l'honorable premier ministre à l'occasion de cette conférence interprovinciale :

" Après une expérience de bientôt vingt ans des limites posées par cet arrêté du conseil," (celui que j'ai cité) " dont je suis responsable en ma qualité de membre du gouvernement qui l'a passé, *je me déclare incapable de proposer aucun*

amendement. Jusqu'à la tentative qui vient d'être faite contre la province de Manitoba en désavouant un statut local ressortant à la juridiction de cette province et pas du tout sujet à objections pour aucune des raisons mentionnées dans l'arrêté du conseil de 1868, aucune plainte sérieuse n'est parvenue à mes oreilles." Il est vrai que M. McDougall se dit très effrayé de cette affaire du Manitoba ; mais il nous permettra de ne pas partager ses craintes et de dire encore aujourd'hui comme il disait il y a quelques mois : "*je me déclare incapable de proposer aucun amendement.*" J'ajouterai : Je me déclare incapable d'accepter l'amendement proposé par ces résolutions.

Quant à la deuxième résolution, je n'ajouterai qu'un mot à ce que j'ai déjà dit. Puisque le pouvoir de désaveu ne s'exerce que d'après l'avis des ministres responsables aux chambres et au peuple, puisque vingt ans d'expérience nous apprennent que cette règle est une protection contre tout abus de ce pouvoir, il n'y a pas d'inconvénient à ce que le gouvernement fédéral l'exerce dans les cas d'*ultra vires*. Et si l'on pense un peu aux cas où il est clair qu'une loi est inconstitutionnelle, on devra admettre qu'il est mieux que le gouvernement fédéral la prive immédiatement de son effet, car l'action des tribunaux est quelquefois un peu lente. Dans les cas où il y a l'ombre d'un doute sur la constitutionnalité d'une loi passée soit par le parlement, soit par la législature, on peut s'entendre pour obtenir l'opinion de la cour suprême. Mais il n'est pas besoin pour cela d'amender la constitution.

J'ai déjà retenu la Chambre trop longtemps pour que j'ose parler au long des autres résolutions, aussi je me bornerai à quelques observations.

Je ne saurais trop dire combien le système proposé par la conférence dans ses trois premières résolutions me paraît dangereux pour la Confédération.

Par la première résolution, on enlève au gouvernement fédéral le pouvoir de désavouer les lois contraires aux intérêts généraux du *Dominion* et de l'Empire, pour le transférer au gouvernement impérial. Ceux qui ont pris part à la conférence nous disent que c'est l'abolition virtuelle du désaveu, parce qu'ils espèrent que le gouvernement impérial n'exercera pas ce pouvoir. S'il devait en être ainsi, je dirais tant pis pour le *Dominion*, pour la Confédération ; dans le cas contraire, je dirais tant pis pour les provinces. J'ai déjà exprimé ma manière de voir sur ce sujet.

Par la deuxième résolution, on enlève au gouvernement fédéral le pouvoir de désavouer les lois *ultra vires* pour les déferer *exclusivement* aux tribunaux. Cela résulte encore plus clairement de ce que l'on nous a dit depuis la conférence, que de la résolution elle-même. J'ai dit et je répète que si ce pouvoir est exercé sagement, comme il l'a été depuis la confédération, il n'est aucunement dangereux pour l'autonomie des provinces, et il peut être très utile.

Voyez le grand nombre de lois—inconstitutionnelles en tout ou en partie—passées par des législatures, qui ont été révoquées ou amendées par ces législatures, sur de simples représentations faites par les autorités fédérales. Par exemple, la Législature de Québec a passé en 1876, un statut (chap. 27) qui amende ou abroge une quinzaine de statuts des sessions précédentes. Il couvre six pages. Dans chacun de ces cas, avec le mode proposé, il aurait fallu s'adresser aux tribunaux.

Dans ces deux résolutions, tout tend à l'affaiblissement du pouvoir central. On veut faire prévaloir une idée, un système que les pères de la Confédération ont rejeté après mur examen, et ce changement, on veut nous l'imposer sous le faux prétexte de protéger l'autonomie des provinces.

Par la troisième résolution, on veut enlever aux individus, aux plaideurs privés, le droit de mettre en question la cons-

titutionnalité des lois fédérales ou provinciales après un certain temps, “ *disons deux ans à compter de la passation de ces lois*,” après l’expiration de ce délai, la constitutionnalité des lois ne pourrait être mise en question qu’à l’instance d’un gouvernement, celui du Canada ou d’une province.

Pourquoi ce changement ? La conférence nous dit que c’est dans l’intérêt public, pour éviter l’incertitude, les litiges et les dépenses. Je ferai remarquer en passant que pour la même raison la conférence devrait laisser au gouvernement fédéral le pouvoir de désavouer les lois qui sont manifestement inconstitutionnelles, *ultra vires*.

D’abord, il répugne qu’une loi inconstitutionnelle, radicalement nulle, puisse avoir effet par le laps de temps.

Pourquoi un individu poursuivi en vertu d’une loi inique, que l’autorité compétente n’aurait probablement jamais passée, et qu’elle révoquera sans doute dès qu’elle aura été signalée à son attention, serait-il privé du droit d’attaquer cette loi, en défense, et d’en démontrer l’inconstitutionnalité ?

Comment cet amendement fonctionnera-t-il ? L’intérêt étant la mesure des actions, les individus n’attaqueront une loi devant les tribunaux qu’en autant qu’on voudra les contraindre à l’exécuter. Si le gouvernement juge à propos d’attendre deux ans pour mettre une loi à exécution, comme cela est arrivé pour le statut concernant les manufactures, à quoi se réduira le droit accordé aux *plaideurs privés* ? Il sera illusoire.

Le gouvernement fédéral exercerait-il une surveillance sévère sur les lois passées par les législatures ? Si l’on me répond dans la négative, je dirai que le mode proposé favoriserait les excès de juridiction ; si l’on me répond dans l’affirmative, je dirai qu’il n’améliorerait guère les rapports entre le gouvernement fédéral et ceux des provinces.

La sixième résolution est dirigée contre le statut fédéral 46 Victoria (1883) chap. 24, par lequel certaines lignes de

chemins de fer sont déclarées des travaux pour l'avantage général du Canada.

Les citations suivantes feront comprendre l'esprit de cette loi.

Considérant que dans et par "l'acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867" il est entre autres choses statué que l'autorité législative exclusive du parlement du Canada s'étend aux travaux et entreprises d'une nature locale qui bien qu'entièrement situés dans une province sont avant ou après leur exécution déclarés par le parlement du Canada être pour l'avantage général du Canada, ou pour l'avantage de deux provinces ou plus ; et considérant que non-seulement les lignes-mère du chemin de fer Intercolonial, du Grand Tronc de chemin de fer, du chemin de fer de la rive Nord, du chemin de fer du Nord, du chemin de fer d'Hamilton au Nord-Ouest, du chemin de fer du Sud du Canada, du chemin de fer Grand Occidental, du chemin de fer de Credit-Valley, du chemin de fer d'Ontario et Québec et du chemin de fer Canadien du Pacifique, mais aussi toutes les lignes d'embranchement ou tous les chemins de fer qui s'y raccordent ou croisent ces chemins de fer ou quelqu'un d'entre eux, sont tous et chacun des travaux et entreprises pour l'avantage général du Canada ; et considérant que, *pour la meilleure et plus uniforme gestion de tous ces travaux, et pour la plus grande sûreté, commodité et utilité du public*, il est à propos que le parlement le déclare ainsi

" 2 Rien dans la présente section ne sera interprété de manière à modifier en quoi que ce soit ou rendre inopératives les dispositions d'aucun acte d'une législature locale passé jusqu'ici, autorisant la construction et l'exploitation d'aucune de ces lignes de chemin de fer ou d'embranchement, ni aucun acte qui le modifie, mais à l'avenir elles seront soumises à l'autorité législative du parlement du Canada.

“ 13.2.—Toute compagnie de chemin de fer accordera, dans les limites de ses pouvoirs, toutes les facilités raisonnables à toutes autres compagnies de chemin de fer pour leur permettre de recevoir, expédier et transmettre le trafic à destination ou venant des différents chemins de fer appartenant à ces compagnies ou exploitées par ces compagnies respectivement, et pour permettre le retour des voitures, plateformes et autres wagons, et nulle compagnie ne donnera aucune préférence ou aucun avantage illégitime ou déraisonnable à aucune personne ou compagnie en particulier, ou à aucune espèce particulière de trafic sous aucun rapport quelconque ; et nulle compagnie n'exposera non plus aucune personne ou compagnie en particulier, ni aucune espèce particulière de trafic, à aucun préjudice ou désavantage illégitime ou déraisonnable sous aucun rapport que ce soit. Et toute compagnie de chemin de fer possédant ou exploitant des chemins de fer qui forment partie d'une ligne continue de chemin de fer, ou qui croisent un autre chemin de fer, ou dont la gare ou le quai de tête de ligne est à proximité de la gare ou du quai de tête de ligne d'une autre, accordera toutes les facilités légitimes et raisonnables pour permettre de recevoir et expédier par l'un de ces chemins de fer tout le trafic apporté par l'autre, sans retards inutiles, et sans préférence ou avantage, ni préjudice ou désavantage comme susdit, de manière à ne pas créer d'obstacles au public qui désirera utiliser ces chemins de fer comme ligne continue de communication et de manière que toutes les facilités raisonnables puissent en tout temps, au moyen des chemins de fer des différentes compagnies, être offertes au public sous ce rapport ; et toute convention faite entre deux compagnies de chemins de fer ou plus, contrairement aux dispositions ci-dessus, sera illégale, nulle et non avenue.”

En passant cette loi, le parlement a-t-il excédé ses pouvoirs ? Si l'on prétend que oui, on trouvera facilement un

moyen de soumettre la question aux tribunaux ; et si les tribunaux se prononcent dans le même sens, le point se trouvera réglé.

Si, au contraire, la loi est constitutionnelle, il ne s'agit plus que de savoir si elle est sage ou non. Ceux qui prétendent qu'elle ne l'est pas ont pu la combattre lorsqu'elle était soumise aux chambres ; ils peuvent encore la discuter, proposer de l'amender, etc. Si ces moyens ne suffisent pas, il y a les électeurs qui ont le droit de juger en dernier ressort. Je ne sache pas qu'il en ait été beaucoup question dans les élections générales de 1887, et dans les élections partielles qui ont eu lieu depuis.

Ne semble-t-il pas qu'au lieu de s'attaquer à la constitution, on devrait plutôt employer les moyens qu'elle met à notre disposition ? S'il fallait enlever au parlement tous les pouvoirs dont un parti croit qu'il a abusé, où irions-nous ? Et si le parlement lui-même allait user de représailles contre les législatures, en demandant qu'on leur fasse subir la même opération, pour la même raison ou sous le même prétexte !

Avec le système de raccordement, on voyage par chemin de fer d'une province à l'autre, en passant d'une ligne sur une autre, d'une ligne locale sur une ligne fédérale, et tout cela sans que l'on s'en aperçoive. N'est-il pas désirable que tous ces chemins soient soumis à la même autorité, afin que le public qui se sert des lignes d'une importance moindre, purement locales au point de vue du territoire où elles passent, puisse se rendre facilement dans n'importe quel centre d'affaires, en continuant son voyage sur les grandes lignes qui traversent plusieurs provinces, afin que cela se fasse sans nuire à l'exploitation de ces lignes qui sont *fédérales* (qu'on me permette le mot) par leur nature, c'est-à-dire par les dispositions même de l'acte de l'Amérique britannique du Nord, afin que le voyageur qui se rend

de la Colombie Anglaise à la Nouvelle-Ecosse soit partout soumis à la même loi concernant les chemins de fer.

Certaines résolutions adoptées par la conférence demandent l'assimilation des lois des diverses provinces quant au recouvrement de créances, aux préférences accordées par les débiteurs, à l'interrogatoire des débiteurs, à la prise de possession des biens d'un insolvable, aux vérifications des testaments et lettres d'administration ; croit-on que la similitude des lois soit plus à propos dans toutes ces matières qu'en matière de chemins de fer ?

Voilà bien des choses à considérer, et j'aimerais à entendre une discussion complète sur le sujet avant que de me prononcer sur l'opportunité de changer même la loi de 1883. C'est assez dire que je ne suis pas prêt à amender la constitution.

Septième résolution, les listes électorales. On propose d'enlever au parlement le droit de régler le sens électoral en ce qui le concerne, " parce que la préparation séparée des " listes des électeurs pour les élections fédérales occasionne " un surcroît d'ouvrage et de la confusion, puis entraîne " une grande perte de temps et une dépense inutile pour " toutes les personnes concernées dans la préparation et la " révision des listes électorales en vertu de la loi fédérale etc."

Le gouvernement devrait offrir une récompense libérale à quiconque démontrera que l'adoption de cette résolution est nécessaire à l'autonomie des provinces.

Toujours la même idée qui se poursuit ; enlever au parlement les pouvoirs que lui donne clairement la constitution parce qu'un parti politique n'est pas satisfait de l'usage qu'il en fait. Ici encore, je dirai : ne touchons pas à la constitution ; mais servons-nous du remède qu'elle nous offre. Discutons devant les chambres et devant les électeurs. Cette question des listes électorales a été très agitée dans les élections générales de 1887, et le gouvernement qui a

fait passer la loi blâmée par cette septième résolution a obtenu la majorité. Allons-nous réviser ou réformer le verdict populaire ?

Dans le débat sur cette loi, l'honorable Peter Mitchell a dit :

“ Je disais alors, et je n'ai pas trouvé de raison pour changer d'idée, que le devoir du parlement du Canada était de proposer lui-même un *bill* concernant le cens électoral. Il n'est pas logique que ce parlement, le premier pouvoir du pays, soit soumis aux idées et aux vœux, aux préjugés et aux exigences politiques des différentes provinces ; que les provinces aient le droit de dicter des ordres à ce parlement, de décider quelles devront être les qualifications de ceux qui élisent les représentants, et aussi les qualifications de ceux qui seront élus à ce parlement.

“ Je croyais alors, comme je le crois aujourd'hui, que le parlement fédéral devait définir lui-même ce que sera le cens électoral ”.

M. Mitchell n'est pas un ami du cabinet Macdonald ; on peut en juger par son journal le *Herald*.

Voilà pourquoi le parlement a le droit de faire la législation que bon lui semblera sur le cens électoral. C'est aux électeurs qu'il appartient de se prononcer sur l'usage que le parlement fait de ce droit.

Si je comprends bien la neuvième résolution, elle propose un changement bien radicale. Par l'acte de l'Amérique britannique du Nord, les législatures des provinces ne peuvent pas imposer la taxe *indirecte*, elles ne peuvent imposer que la taxe directe. On voudrait amender cet acte de manière à donner expressément aux provinces le droit constitutionnel de légiférer dans le but d'appropriier à des fins provinciales généralement, le revenu des honoraires payés ou payables sur toutes les procédures judiciaires dans les

cours provinciales. C'est-à-dire que sous le prétexte de rencontrer les frais d'administration de la justice, on voudrait, en prélevant plus que ces frais, se faire un revenu que l'on emploierait à d'autres fins.

Celui qui a soumis ces résolutions à la Chambre est le même premier ministre qui, dans un discours au banquet du club national, 10 avril 1888, disait, en parlant des conservateurs et de la taxe directe : " Cette politique draconienne, ils " l'ont déjà appliquée à la province de Québec; *ils ont* " *imposé la taxe sur les exhibits*, etc. . . ." Les tribunaux ont jugé que la loi imposant cette taxe n'était pas constitutionnelle ; et l'honorable premier ministre qui dit que c'était une loi draconienne voudrait se faire autoriser à en passer une semblable ; il y tient tellement qu'il voudrait même amender la constitution pour y arriver. La manière dont le cabinet actuel administre les affaires de la province nous fait comprendre quels seraient les dangers d'un amendement qui leur donnerait plus de facilité de prélever des revenus.

La douzième résolution a pour but de faciliter l'abolition du Conseil législatif.

Il est assez difficile de savoir quelles sont les dispositions de notre premier ministre à l'égard de la chambre haute. Naguère encore, il disait qu'elle était non-seulement inutile, mais même *nuisible et dangereuse*. Pour arriver à son abolition, il était prêt à faire tous les sacrifices ; il se serait faufilé au pouvoir au moyen d'une coalition avec les conservateurs ; il aurait supprimé le Conseil législatif, puis il serait aussitôt retourné aux froides régions de l'opposition ? Enfin, le voici au pouvoir avec ceux des conservateurs qu'il méprisait le plus. Dès la première session, il déclare à cette Chambre qu'il a renoncé à son projet favori d'abolir le Conseil. Mais arrive la deuxième session, et nous trouvons que l'honorable premier ministre a souscrit à un projet d'abolition

qui est extrêmement injurieux aux honorables conseillers. Il y attache tant d'importance qu'il va jusqu'à proposer d'amender la constitution pour atteindre son but. La 12^e résolution dit : " que l'acte de confédération devrait être amendé de manière à pourvoir à ce que, sur une adresse de l'Assemblée législative, composée des représentants élus du peuple, Sa Majesté la Reine pourrait, par proclamation, abolir le Conseil législatif ou changer sa constitution, pourvu que cette adresse fût adoptée par le concours d'au moins les deux tiers des membres de l'Assemblée législative."

Toute législation, même sur les sujets les plus insignifiants, a besoin du concours des trois branches de la Législature,—mais quand il s'agira d'un amendement important à la constitution de la province, savoir : la suppression de la chambre haute, on n'y mettra pas tant de façon,—Il suffira que la chambre basse le veuille. C'est une manière de dire que les membres du Conseil législatif restent là malgré la volonté du peuple. En ce qui concerne notre province, l'injure est gratuite, car cette province est conservatrice, et presque toujours depuis la confédération la majorité dans l'Assemblée législative a été conservatrice. Le maintien du Conseil étant une idée conservatrice, on ne peut dire qu'il ait été maintenu contre la volonté du peuple. Pour ma part, je suis partisan du Conseil, quoique le gouvernement actuel se soit appliqué à le discréditer en se faisant le complice d'un trafic honteux... mais je ne veux pas faire d'observations sur un sujet qui appartient plus à l'autre Chambre qu'à celle-ci. S'il est une province où une chambre haute soit utile c'est la nôtre. J'ai hâte de voir quelle attitude vont prendre, à l'égard de cette question, les *conservateurs nationaux*, eux qui prétendent que nous ne savons plus être conservateurs et qu'ils sont les seuls dépositaires des traditions du parti. Je ne crois pas me tromper en prédisant qu'ils vont accepter cette résolution avec les autres.

La quatorzième résolution qui a rapport aux faillites n'est pas la moins étrange. La conférence nous dit : c'est le parlement fédéral qui a juridiction sur cette matière ; mais on devrait amender la constitution de manière à permettre aux législatures des provinces de légiférer quand le parlement jugera à propos de ne pas le faire. Ainsi, nous avons eu une loi sur la faillite ; le parlement fédéral qui a passé cette loi a ensuite jugé à propos de la révoquer. Depuis, il n'a pas cru devoir en faire une autre, quoique le sujet ait été discuté plusieurs fois. Les législatures des diverses provinces pourraient suppléer. Mais pourquoi ne dirait-on pas la même chose d'autres pouvoirs que le parlement ne trouverait pas opportun d'exercer ?

La conférence de Québec (1864), par sa 44^e résolution, voulait que la prérogative du pardon fût exercée par les lieutenants gouverneurs en conseil ; mais l'acte de l'Amérique britannique du Nord ne contient aucune disposition sur le sujet et les instructions royales données au gouverneur général depuis la confédération l'autorisent à accorder le pardon. La question a été discutée à fond lorsque l'on a préparé notre constitution. Sir John A. Macdonald, que l'on accuse de tendances centralisatrices, a plaidé pour que ce pouvoir fût accordé aux lieutenants gouverneurs. Son opinion n'a pas triomphé. A moins que l'on puisse offrir des arguments nouveaux, je ne vois pas qu'il soit utile de rouvrir le débat.

On trouve ce qui suit dans les documents de la session, 1869, vol. 2, No. 5 (Ottawa) document No. 16.

(TRADUCTION.)

Rapport d'un comité du Conseil Privé du Canada, approuvé par Son Excellence l'Administrateur du gouvernement en conseil, le 24 décembre 1868.

Le comité ayant pris en considération le mémoire ci joint, en date du 21 décembre courant, de l'honorable Ministre

de la Justice, au sujet de l'exercice de la prérogative de pardon, et approuvant les vues qui y sont émises, recommande humblement qu'il soit transmis par Votre Excellence au très honorable Secrétaire d'Etat pour les colonies, pour la considération du gouvernement de Sa Majesté.

Pour copie conforme,

WM. H. LEE,
Greffier, C. P.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE,

Ottawa, 21 décembre 1868.

Le soussigné, auquel a été renvoyée la dépêche du lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Ecosse du 25 août dernier, au sujet de l'exercice de la prérogative de pardon, l'ayant examinée, ainsi que les lettres du procureur général de la Nouvelle-Ecosse qui l'accompagnaient, a l'honneur de faire rapport :—

Que depuis la réception de cette dépêche, le droit de grâce a été exercé par le gouvernement local d'Ontario jusqu'à un certain point, et il est en conséquence nécessaire d'obtenir une décision formelle sur cette question.

Avant l'union des provinces, les commissions du gouverneur général du Canada et des lieutenants gouverneurs de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick contenaient l'autorisation formelle, donnée par Sa Majesté, d'accorder des pardons, et l'on croit que sans une pareille autorisation le droit de grâce n'aurait pas pu être exercé par ces fonctionnaires.

A la conférence des délégués chargés de préparer les conditions de l'union, tenue à Québec le 10 octobre 1864, ce

sujet fut mûrement considéré, et la résolution suivante (qui était la 44^e de la série) fut adoptée :—

“ Le pouvoir de pardonner aux criminels, de commuer
“ ou de remettre en tout ou en partie leurs sentences, ou
“ de surseoir à leur exécution, lequel pouvoir appartient de
“ droit à la couronne, résidera dans la personne des lieutenants
“ gouverneurs en conseil ; mais ceux-ci devront se
“ conformer aux instructions qui pourront leur être adressées,
“ de temps à autre, à cet égard par le gouvernement
“ général, ainsi qu’aux lois du parlement général.”

Toutes les résolutions adoptées à cette conférence furent transmises par Son Excellence lord Monck au Secrétaire d’Etat pour les colonies.

Le 3 décembre 1864, M. Cardwell (alors Secrétaire d’Etat pour les colonies) transmet une dépêche communiquant l’approbation générale des délibérations de la conférence par Sa Majesté, mais dans laquelle il disait :—

“ Il y a, néanmoins, deux dispositions d’une grande
“ importance qu’il semble nécessaire de reviser. La première
“ est contenue dans la 44^e résolution, qui a trait à l’exercice
“ de prérogative du pardon. Il semble au gouvernement de Sa
“ Majesté que ce droit appartient au représentant de la Souveraine,
“ et ne saurait être convenablement dévolu aux lieutenants
“ gouverneurs, qui seront, d’après le projet actuel, nommés
“ non directement par la couronne, mais par le gouvernement
“ central des provinces-unies.”—

Nonobstant cette réserve, toutes les résolutions arrêtées à la conférence furent ensuite adoptées sans modification, et soumises à Sa Majesté dans une adresse comme base de l’union.

Les motifs du gouvernement canadien pour adhérer à la 44^e résolution sont brièvement exposés dans le discours

prononcé par le soussigné, en proposant les résolutions dans la Chambre d'Assemblée comme suit :—

“ On a objecté que c'était empiéter sur la prérogative
“ royale de conférer aux gouverneurs locaux le pouvoir de
“ gracier, pour la raison qu'ils n'étaient pas directement
“ nommés par la couronne, mais indirectement par l'officier
“ exécutif de la confédération. Cette disposition a trouvé
“ place dans la constitution à cause de la difficulté qu'il y
“ aurait si ce pouvoir n'était confié qu'au gouverneur gé-
“ ral. Par exemple, s'il s'élève une question au sujet de la
“ délibération d'un prisonnier convaincu d'offense mineure,
“ disons à la Nouvelle-Ecosse—et en danger imminent de
“ perdre la vie s'il reste emprisonné, le pardon pourrait
“ arriver trop tard s'il fallait l'attendre du gouverneur gé-
“ ral. Il faut se rappeler que le pouvoir de gracier ne s'appli-
“ que pas qu'à la peine capitale, mais bien à tous les cas
“ de condamnation, quelque minimes qu'ils soient, même à
“ celui d'une amende imposée comme pénalité sur convic-
“ tion criminelle. Il s'applique à des cas innombrables, et
“ si la responsabilité de son exercice ne devait reposer que
“ sur l'exécutif général, il ne pourrait être exercé d'une
“ manière satisfaisante. Il va sans dire que dans chaque
“ province il devra y avoir un jurisconsulte de la couronne
“ occupant la position de procureur-général, comme dans
“ tout Etat de l'Union Américaine. Cet officier apparti-
“ dra au gouvernement local ; mais si le pouvoir de par-
“ donner est réservé à l'exécutif général, dans chaque cas
“ où le pouvoir de gracier sera invoqué, il faudra que le
“ jurisconsulte en question en fasse directement rapport au
“ gouverneur général. Cette difficulté pratique fut reconnue
“ si grande que l'on jugea à propos d'en venir à cette déter-
“ mination, sans intention aucune d'enfreindre les préroga-
“ tives de la couronne, car tout ce qu'a fait la conférence
“ démontre qu'elle était mue par le plus grand désir de
“ veiller avec sollicitude à leur maintien. Cette question,

“ d'ailleurs, intéresse l'empire, et si les gouvernement et
“ parlement impériaux ne se rendent pas aux raisons que
“ nous pourrions faire valoir pour maintenir cet article,
“ alors, comme puissance dominante, ils pourront le faire
“ disparaître.”

En 1866, une seconde conférence eut lieu à Londres, composée de délégués du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, et ces délégués eurent de fréquentes entrevues avec lord Carnarvon (successeur de M. Caldwell), et il fut vivement sollicité d'accepter la 44e résolution. Le gouvernement de Sa Majesté ne fut cependant pas convaincu par leurs arguments, et il décida de retrancher la clause basée sur cette résolution, de l'acte de l'Amérique britannique du Nord. Cette omission fut faite dans le but avoué de limiter l'exercice du droit de grâce au représentant de Sa Majesté directement autorisé à l'exercer par Sa Majesté, et si l'on prétend maintenant que ce pouvoir est conféré aux lieutenants gouverneurs nommés depuis l'union, l'intention du gouvernement de Sa Majesté sera contrecarrée.

NOUVELLE-ECOSSE.

Dans la Nouvelle-Ecosse, jusqu'au 1er juillet 1867, lorsque les quatre provinces furent unies par l'acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, le droit de grâce avait été exercé seulement en vertu de la commission du lieutenant gouverneur et des instructions qui l'accompagnaient.

NOUVEAU-BRUNSWICK.

Dans le Nouveau-Brunswick, la section 5 du chapitre 160 des statuts refondus, volume 1, décrète ce qui suit :—

“ Lorsque le gouverneur étendra sa clémence à quelque
“ condamné à mort, en commuant sa peine en un emprisonnement aux travaux forcés dans le pénitencier provincial, à perpétuité ou pour un certain nombre d'années,

‘ la cour devant laquelle le délinquant aura été condamné, ‘
“ ou tout juge de la cour suprême, lui accordera le bénéfice
“ d’un pardon conditionnel, aux termes de la commutation,
“ et décernera un ordre en conséquence pour l’emprisonne-
“ ment immédiat de ce délinquant.”

HAUT-CANADA AVANT L’UNION AVEC LE BAS-CANADA.

Dans le Haut-Canada, par un acte passé dans la 7^e Guillaume IV, chap. 6 (avant l’union de cette province avec le Bas-Canada en 1840), lequel acte forme maintenant partie des statuts refondus du Haut-Canada, chap. 115, il est décrété que :—

“ Le gouverneur pourra commuer la sentence de mort
“ prononcée contre toute personne convaincue d’un crime
“ capital, autre que la haute trahison et le meurtre, et, sur
“ l’autorisation de Sa Majesté, contre toute personne con-
“ vaincue de haute trahison ou de meurtre, en un empri-
“ sonnement cellulaire, ou en un emprisonnement aux
“ travaux forcés dans la prison commune ou la maison de
“ correction, pour toute période de moins de deux ans, ou
“ dans le pénitencier, soit à perpétuité, soit pour un nombre
“ d’années de pas moins de deux ans, et un instrum ent sous
“ le seing et sceau du gouverneur, déclarant cette commu-
“ tation de peine, sera une autorité suffisante pour permettre
“ à tout juge de Sa Majesté ou juge de paix du Haut-
“ Canada, ayant juridiction dans pareilles causes, de décer-
“ ner les ordres nécessaires, sous son seing et sceau, pour
“ faire opérer le changement d’incarcération de ce délin-
“ quant, et pour le faire conduire et livrer à telle prison,
“ maison de correction ou pénitencier, et l’y faire détenir,
“ suivant les termes de la commutation de sa peine.”

BAS-CANADA AVANT L’UNION AVEC LE HAUT-CANADA.

^ Dans le Bas-Canada, avant 1840, il n’existait pas de loi
passée par sa législature relativement aux pardons.

PROVINCE DU CANADA.

La législature des provinces unies du Haut et du Bas-Canada passa les dispositifs suivants, formant les sections 112 et 113 des statuts refondus du Canada, 22 Victoria, chap. 99.

“ 112. Sa Majesté la Reine, ou le gouverneur, pourra
“ étendre la clémence royale à toute personne condamnée
“ à l'emprisonnement en vertu d'aucun des actes criminels
“ précédents, bien qu'elle soit emprisonnée pour non-paiement de deniers à quelque partie autre que la couronne.

“ 113. Toute et chaque fois qu'il plaît à Sa Majesté la
“ Reine, ou au gouverneur, d'étendre la clémence royale à
“ un délinquant convaincu d'une félonie punissable de mort
“ ou autrement, et de lui accorder par warrant sous le seing
“ manuel royal, contresigné par un des principaux secrétaires d'Etat, ou par warrant sous le seing, le sceau et les
“ armes de tel gouverneur, un pardon, soit absolu, soit conditionnel,—sa mise en liberté dans le cas de pardon absolu,
“ et l'exécution de la condition dans le cas de pardon conditionnel, auront l'effet d'un pardon accordé au dit délinquant sous le grand sceau, quant à la félonie pour laquelle
“ le pardon a été accordé ; mais nul pardon absolu, nulle mise en liberté par suite d'icelui, nul pardon conditionnel,
“ et nulle exécution de la condition attachée à icelui, n'arrêteront ni ne mitigeront, dans aucun des dits cas, la punition à laquelle le dit délinquant pourrait être autrement
“ légalement condamné, sur conviction subséquente pour
“ toute félonie commise après tel pardon.”

Telle était la loi relative au droit de grâce dans les différentes provinces de la Puissance au 1^{er} juillet 1867, époque à laquelle elles furent unies.

A cette date, la commission de lord Monck, comme pre

mier gouverneur général de la Puissance, devint en vigueur. Cette commission contient la clause suivante :—

“ V. Et par les présentes, nous vous donnons et accordons plein pouvoir et autorité, lorsque vous le jugerez nécessaire, en notre nom et pour nous, d'accorder à tous criminel trouvé coupable d'une offense quelconque, en toute cour de justice, ou devant tout juge de paix ou magistrat dans les limites de notre dite Puissance, un pardon, avec ou sans conditions, ou tout sursis de l'exécution de la sentence prononcée contre telle coupable pour le temps que vous jugerez convenable, et de remettre toutes amendes, pénalités ou confiscations qui deviendront dues et payables à nous. ”

PUISSANCE DU CANADA.

Le parlement fédéral n'a pas encore légiféré sur le sujet.

NOUVELLE-ECOSSE.

Le procureur-général de la Nouvelle-Ecosse a exprimé l'opinion que, bien que le droit de grâce ait toujours été exercé dans cette province comme partie inhérente à la prérogative royale, et non pas en vertu d'un statut, la 129^e section de l'acte de l'Amérique britannique du Nord conserve au lieutenant gouverneur le droit de pardonner.

Le soussigné ne peut s'accorder avec M. Wilkins dans cette opinion.

La commission du lieutenant gouverneur qui était en charge à l'époque de l'union expira au 1^{er} juillet 1867, et une nouvelle commission fut émise par le gouverneur général de la Puissance en vertu de la 58^e section de l'acte d'union.

Cette commission ne contient aucune clause conférant le droit de grâce, et le soussigné est d'opinion que, même

si elle eût contenu une pareille clause, elle n'eût pu avoir aucun effet, puisque le gouverneur général n'avait pas le droit de conférer ce pouvoir.

NOUVEAU-BRUNSWICK.

Quant au Nouveau-Brunswick, il semblerait que le statut ci-dessus mentionné ne conférait au lieutenant gouverneur de la province aucun pouvoir qu'il ne possédait pas auparavant, mais qu'il pourvoit simplement, dans les cas où le droit de grâce a été exercé conditionnellement, à la mise à exécution de la condition par les autorités locales.

HAUT-CANADA.

Le statut du Haut-Canada ci-dessus cité offre le plus de difficulté. Là, une disposition législative expresse confère au gouverneur le droit de commuer la sentence de mort, dans certains cas, sans l'autorisation de Sa Majesté, et dans d'autres, avec cette autorisation, en un emprisonnement ; et l'on prétend que ce pouvoir ayant été conféré par acte du parlement, cessa de faire partie de la prérogative et appartenait à l'administration de la justice criminelle.

Or, l'administration de la justice criminelle est, par le 14^e paragraphe de sa 92^e section de l'acte d'union, exclusivement transférée à la législature de chaque province, et la 65^e section décrète que tous les pouvoirs conférés par statut aux lieutenants gouverneurs du Haut et du Bas-Canada respectivement, avant l'union, seront continués à leurs successeurs après l'union, " en tant qu'ils pourront être exercés après l'union. "

La difficulté est cependant plus apparente que réelle. Il faut se rappeler que lorsque l'acte provincial en question (7 Guillaume IV, chap, 6,) fut passé, le lieutenant gouverneur, par sa commission, avait déjà le droit d'accorder des pardons, absolument ou conditionnellement, et par consé-

quent il n'y avait aucune nécessité de passer un acte lui conférant ce pouvoir.

Le statut en question ne prétend pas toucher au pouvoir de pardonner, mais il décrète simplement que lorsqu'un pardon n'a pas été accordé d'une manière absolue, mais seulement à condition que le criminel subisse une peine moindre que la peine capitale, le gouverneur pourra commuer cette peine à un emprisonnement dans la prison commune, la maison de correction ou le pénitencier, le but de la clause n'étant pas de conférer de nouveaux pouvoirs au gouverneur, mais d'autoriser les juges et les autorités de la prison à mettre à exécution la condition attachée au pardon.

PROVINCE DU CANADA.

L'on peut se convaincre que telle est la véritable interprétation à donner à cet acte en consultant le statut du Canada subséquent, 22 Victoria, chap. 99, cité plus haut. Cet acte s'applique à tous les crimes couverts par le statut précédent du Haut-Canada, et les sections 112 et 113 (déjà citées) parlent du droit de grâce comme étant l'exercice de la "clémence royale," la 112^e étendant le droit de prérogative aux cas où une personne est emprisonnée pour non-paiement de deniers à un particulier, et la 113^e donne le même effet à un pardon donné sous le seing manuel que s'il était donné sous le grand sceau, et toutes deux présupposent l'existence de ce droit chez la couronne.

Le soussigné, après avoir mûrement examiné l'état de la loi dans les différentes provinces, est d'opinion—

1. Que depuis l'union et maintenant le droit de grâce appartient à Sa Majesté comme prérogative, et ne peut être exercé que directement ou par l'intermédiaire de son représentant, le gouverneur général, en vertu du pouvoir explicite conféré par sa commission.

2 Que les lieutenants gouverneurs des provinces nommés par le gouverneur-général en conseil, bien que leurs commissions, étant sous le grand sceau, soient au nom de Sa Majesté, n'ont pas ce droit ; leurs commissions ne le leur confère pas, et s'ils cherchaient à l'exercer, ce serait, comme il a déjà été dit, outrepasser leurs pouvoirs à cet égard, le gouverneur général n'étant pas autorisé par sa commission à déléguer son droit de grâce à qui que ce soit.

Le soussigné a de plus l'honneur de faire rapport que la question ayant été soulevée, et que ce droit ayant été pris ou réclamé, il est nécessaire, à son avis, que cette question soit réglée sans délai.

Il recommande donc que Votre Excellence fasse soumettre le sujet au gouvernement de Sa Majesté, afin d'obtenir l'opinion de jurisconsultes de la couronne, la décision de Sa Majesté à cet égard, et des instructions positives à Votre Excellence sur la ligne de conduite que vous devrez tenir à l'avenir dans cette matière.

Le tout respectueusement soumis,

(Signé,) JOHN A. MACDONALD.

Le Comte de Granville à Sir John Young.

(Canada. No. 38.)

DOWNING STREET,

24 février 1869.

MONSIEUR.—J'ai l'honneur d'accuser réception de votre dépêche No. 7, en date du 24 décembre dernier, contenant une minute de votre conseil exécutif au sujet du droit de grâce réclamé par le procureur général d'Ontario au nom du lieutenant gouverneur de cette province.

J'ai fait soumettre copie de votre dépêche et de ses incluses aux jurisconsultes de la couronne, et je suis informé

que la prérogative du pardon n'est réellement conférée qu'au gouverneur général du Canada par sa commission.

Le Canada doit, en vertu de la section 3 de l'acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, former une seule Puissance avec quatre provinces, et par la section 9, le gouvernement et le pouvoir exécutif sont déclarés appartenir et être attribués à la Reine ; comme le pouvoir de pardonner est, par la loi de l'Angleterre et de ses établissements, l'une des prérogatives royales, le droit de grâce se trouve, depuis et après la passation de l'acte de l'Amérique britannique du Nord, entre les mains de la Reine ou de ceux à qui la Reine le délègue, excepté lorsque ce pouvoir de délégation est contrôlé par un statut. Il est vrai qu'avant la passation de cet acte, le droit de grâce était conféré aux lieutenants gouverneurs des différentes provinces ; mais ce droit fut retiré, non-seulement par la révocation des lettres-patentes qui le conféraient, mais aussi, me dit-on, par l'acte de la Reine en sanctionnant l'acte de l'Amérique britannique du Nord, par lequel les autorisations données aux différents lieutenants gouverneurs provinciaux furent abrogées, excepté en ce qu'il y est autrement prescrit. Entre autres pouvoirs révoqués, celui de faire grâce l'a été, à moins qu'il se soit spécialement excepté.

Or, les lieutenants gouverneurs des provinces, sous le nouveau système, doivent être nommés, non pas directement par la Reine, mais bien par le gouverneur-général en conseil, et les nouveaux lieutenants gouverneurs ne pourraient s'arroger le droit de grâce *virtute officii*, s'il ne leur était conféré par l'acte.

Toute la constitution des provinces a été changée par l'acte d'union, et les pouvoirs de gouvernement délégués ont nécessairement cessé d'exister.

Aucun pouvoir de cette nature ne leur est conféré ou maintenu dans cette partie de l'acte intitulé : " Constitutions

provinciales," et l'on ne peut dire, non plus, que le droit de grâce fait partie de l'administration de la justice ; l'on peut encore moins prétendre que les lieutenants gouverneurs possèdent le pouvoir de pardonner parce que l'administration de la justice dans la province est réservée à la législature provinciale.

J'ai l'honneur d'être, etc.,

GRANVILLE

Au Gouverneur Général,

le Très Hon. Sir John Young, Bar., G. C. B.

Quant au subside fédéral, on n'a pas oublié que lorsque les conservateurs étaient au pouvoir dans cette province, la Législature a demandé un rajustement du subside en 1883 et en 1884. Les circonstances ont un peu changé depuis. Nous avions alors des *déficits* chaque année, et aujourd'hui notre gouvernement se vante d'un surplus d'environ \$600,000. Je suis d'opinion qu'il n'y a pas de surplus réel ; mais en même temps je crois que par une sage administration, nous pouvons maintenir l'équilibre dans nos finances avec les ressources que nous avons à notre disposition. Et, j'aime à le rappeler, si, en 1885, le cabinet Ross a pu annoncer que l'ère des *déficits* avait cessé, c'est dû en grande partie aux arrangements qu'il avait faits avec le gouvernement fédéral, lesquels arrangements donnent \$247,000 par an.

D'un autre côté, le gouvernement fédéral a augmenté sa dette considérablement pour des améliorations d'une utilité générale. Il a encouragé par des octrois généreux la construction de chemins de fer dans notre province et dans les autres : bref, Sir Charles Tupper a déclaré, dans la dernière session, qu'il fallait cesser d'augmenter la dette du Canada.

Quoiqu'il en soit, je suis disposé à m'en tenir à la position que nous avons prise en 1883 et en 1884. Mais je comprends que c'est une question difficile à résoudre. Qu'il

me soit permis de dire que la plus grande objection me paraît venir de la politique de mes adversaires.

Ils nous parlent sans cesse de changements dans la politique fiscale de notre pays ; ils veulent le libre échange, tantôt c'est l'union commerciale, tantôt c'est la réciprocité illimitée avec les Etats-Unis. Chacun de ces systèmes causerait une diminution considérable dans le revenu du *Dominion*. On a dit que la réciprocité illimitée avec nos voisins le diminuerait probablement de quatorze millions. Le seul moyen de combler ce vide serait la taxe directe. Les partisans de la réciprocité illimitée n'ont pu nier que leur politique nécessiterait la taxe directe. On admet généralement que ce mode de prélever un revenu est beaucoup plus gênant pour les gouvernants que la taxe indirecte. Sur le tout il me semble que la conférence interprovinciale aurait pu se dispenser de demander la réciprocité illimitée avec les Etats-Unis, c'est-à-dire *une diminution des revenus* du gouvernement central, lorsqu'elle demandait un rajustement du subside accordé aux provinces, c'est-à-dire *un surcroît de dépenses* pour le gouvernement central.

Le premier ministre a déclaré que ces résolutions doivent être acceptées, toutes et chacune d'elles ; par conséquent, ceux qui, étant dans la minorité en cette Chambre, acceptent l'idée d'un rajustement du subside fédéral, mais sont opposés à d'autres résolutions, n'ont guère autre chose à faire que de voter contre les résolutions comme un tout, sauf à exprimer leur opinion sur cette question particulière.

Je sens que j'abuse de la patience de cette Chambre, aussi je renonce à exprimer mon opinion sur les résolutions 4^e, 5^e, 8^e, 10^e, 11^e, 13^e et 16^e. En conclusion, je lirai la proposition que je vais remettre entre vos mains, M. le président. Je propose que tous les mots après " que " dans

la proposition principale soient retranchés, et remplacés par les suivants :

“ L'acte de l'Amérique britannique du Nord a jusqu'à présent donné satisfaction à tous les intéressés, et que notamment cet acte assure aux provinces leur autonomie et le droit de se gouverner elles-mêmes ;

“ Que cette Chambre est d'opinion qu'il ne faut amender la constitution que dans les circonstances les plus urgentes ;

“ Qu'il n'existe actuellement aucune raison qui puisse engager cette Chambre à modifier la constitution surtout dans ses parties essentielles.”

Nos adversaires se moquent de notre répugnance à amender la constitution. Je les invite à méditer ce passage d'un auteur qui a étudié la constitution américaine. Story, dans l'ouvrage que j'ai déjà cité, p. 268, dit :

“ Whatever has been found to work well by experience, “ should rarely be hasarded upon conjectural improvements. “ Time, and long and steady operation are indispensable to “ the perfection of all social institutions. To be of any “ value, these institutions must become cemented with the “ habits, the feelings, and the pursuits of the people. Every “ change discomposes for a while the whole arrangements “ of the system. What is safe is not always expedient ; what “ is new is often pregnant with unforeseen evils, or attracts “ only by imaginary good.”

On nous dit que la constitution américaine a été amendée. En effet, il y a des amendements qui sont contenus dans quinze articles. Mais voyons les de près, et nos adversaires n'y trouveront pas un fort argument à l'appui de leurs prétentions.

Les dix premiers articles sont plutôt de la nature d'une déclaration de droits, (*Bill of Rights*) nous dit Story. Pour donner une idée exacte des circonstances dans lesquelles ils

ont été proposés, je ne puis mieux faire que de citer textuellement le préambule :

“ The conventions of a number of the States having, at the time of their adopting the constitution, expressed a desire, in order to prevent misconstruction or abuse of its powers, that further declaratory and restrictive clauses should be added, and as extending the ground of public confidence in the government will best insure the beneficent ends of its institution.”

Voilà pourquoi ces amendements ont été proposés dès la première session du premier congrès. Story dit : “ They are “ mainly clauses in the nature of a bill of rights, which “ more affectually guard certain rights, already provided for “ in the constitution, &c.” En voici quelques-uns :

“ Article I. “ Congress shall make no law respecting an establishment of religion, or prohibiting the free exercise thereof ; or abridging the freedom of speech or of the press ; or the right of the people peaceably to assemble, and to petition the government for a redress of grievances.

Article II. A well regulated militia being necessary to the security of a free state, the right of the people to keep and bear arms shall not be infringed.

Article III. No soldier shall, in time of peace, be quartered in any house without the consent of the owner, nor in time of war but in a manner to be prescribed by law.”

A part les dix premiers articles dont je viens de parler, il y a le 13^e qui a été proposé par le congrès le 1^{er} février 1865, le 14^e qui a été proposé par le congrès le 16 juin 1866, le 15^e qui a été proposé par le congrès le 27 février 1869. Tous trois se rattachent à l'abolition de l'esclavage et à la guerre de sécession.

Mais des amendements offrant quelque ressemblance avec ceux que l'on nous propose, il n'y en a que deux : le

11^e qui a été proposé à la deuxième session du 3^e congrès, et le 12^e à la première session du 8^e congrès. Ce dernier a trait à l'élection du président et du vice-président des Etats-Unis. Quand même je mettrais avec ceux-ci les articles IX et X, cela ferait en cent ans, quatre amendements du genre de ceux demandés par les résolutions de la conférence.

Je ne prétends pas que l'on ne doit jamais amender la constitution d'un pays ; mais je crois qu'on ne doit le faire que lorsque la nécessité en est assez évidente pour être généralement admise par le peuple. Il n'en est pas ainsi des amendements proposés par la conférence interprovinciale. Le besoin ne s'en est jamais beaucoup fait sentir ; ils n'ont jamais excité l'attention publique à un haut degré. Dans ces résolutions se trouvent des idées tout à fait nouvelles, dont il n'a jamais été question ni dans notre Législature, ni parmi le peuple. Le gouvernement fédéral, la Colombie Anglaise, l'Ile du Prince Edouard ne se sont pas fait représenter à cette conférence. Dans deux législatures auxquelles ces résolutions ont été soumises, la Chambre haute les a rejetées, et pourtant, dans l'une d'elles, cette Chambre était composée en majorité de libéraux nommés par un gouvernement libéral. Ici, à Québec, on ne sera pas plus heureux au Conseil législatif.

Le *Hamilton Times*, journal libéral, désapprouve la résolution qui demande le rajustement du subside fédéral ; l'*Ottawa journal*, indépendant, désapprouve aussi cette résolution, ainsi que celles qui concernent le désaveu et les listes électorales. L'*Etendard*, qui appuie le cabinet Mercier, disait, le 11 novembre 1887, que sur plusieurs points, les membres de la conférence ont paru perdre de vue le but principal de leur réunion, *pour s'aventurer sur un terrain dangereux où ils ont fait plus d'un faux pas*. Après avoir dit qu'il y a beaucoup de bon, de l'excellent même, dans le plus grand nombre des résolutions, il ajoutait qu'il y a de

l'inutile, de l'inopportun, du risqué, du très risqué, et même quelques résolutions déplorables.

La Vérité a tenu à peu près le même langage. Et l'on nous demande d'adopter ces résolutions en leur entier, comme un tout, c'est-à-dire, d'approuver ce qui est inopportun, risqué, très risqué et même déplorable ! Ces amendements n'ont pas été demandés par le peuple, mais seulement par un parti politique, et ils n'ont pas même l'approbation unanime des principaux hommes de ce parti. Les accepter dans ces circonstances serait exposer la constitution aux exigences et aux caprices des partis politiques, à tous les hasards de nos luttes de parti. Notre constitution, comme toute constitution écrite, est inévitablement imparfaite ; on trouvera plus sûrement le remède à ses défauts dans l'esprit public de notre population. Donnons au peuple une bonne éducation politique ; efforçons-nous de l'approprier en quelque sorte à la constitution. Que nos adversaires mettent dans cette œuvre louable la moitié de l'énergie qu'ils consacrent à propager une agitation malsaine, et ils rendront à leur pays un service véritable. Alors ils auront droit de se dire des *patriotes*, des *nationaux*. M. Thiers a dit : " une constitution, quelle qu'elle soit, donne toujours des résultats conformes à l'état présent des esprits." Avant lui, Mirabeau avait dit : " tracer une constitution, c'est peu de chose, le grand art est d'approprier les hommes à la loi qu'ils doivent chérir."

Pendant que le cri de sécession se fait entendre dans la Nouvelle-Ecosse ; lorsque ceux qui travaillent ainsi à ébranler l'édifice de la Confédération sont accueillis à bras ouverts par la conférence, même s'ils y arrivent avec leur bagage d'idées subversives ; pendant que dans d'autres provinces on cherche à familiariser le peuple de ce pays avec l'idée de l'annexion au pays voisin ; pendant que nos adversaires politiques sont toujours à la recherche de changements inconsidérés, pendant qu'un trop grand nombre d'entr'eux

s'appliquent à raviver les antipathies de races jadis rivales, et qu'ils abusent du sentiment religieux et du sentiment national en les prostituant à leur fin de parti ; nous, conservateurs, nous croyons être dans notre rôle en prêchant l'attachement à nos institutions, en travaillant à leur bon fonctionnement, en apprenant au peuple à les chérir, en invitant à la bonne entente tous les habitants de ce pays, et en cherchant la prospérité et le bonheur dans la paix et la stabilité.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation*—M. le président, je désire être très court dans ma réplique.

Mon premier devoir est de protester respectueusement mais avec énergie contre quelques insinuations qui sont tombées des lèvres de l'honorable député de Brome. Il a fait allusion à la composition du cabinet et il a attiré l'attention de la Chambre sur le fait qu'il n'y avait pas ni de ministre irlandais, ni de ministre protestant. Il a ajouté que mon honorable ami le député de Montréal centre avait été mis à la porte du gouvernement.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome*.—J'ai dit que telle était la rumeur.

L'honorable M. **Mercier**.—Je désire qu'il n'y ait pas de malentendu sur ce point. J'ai déjà répondu à une interpellation qui m'a été posée par l'honorable député de Chateauguay, relativement à la démission de l'honorable député de Montréal centre comme ministre de l'agriculture et des travaux publics. Ma réponse est inscrite dans les journaux de cette Chambre et on peut la lire autant de fois que l'on voudra. Je répète, pour le bénéfice de ceux qui ne l'ont pas comprise, que l'honorable député de Montréal centre a démissionné volontairement et j'ajoute, pour rassurer

l'opposition, qu'il continue à appuyer le gouvernement comme il le faisait auparavant.

L'honorable député de Brome a exprimé l'espoir de voir bientôt un représentant de l'élément protestant dans le cabinet, avec la direction d'un département. Cet espoir se réalisera aussitôt que les Anglais me mettront en position de le faire. Mais en attendant, je ne sache pas qu'il existe une obligation morale ou autre de leur accorder un département, quand les Anglais n'envoient ici qu'un ou deux députés qui appuient le cabinet. Ce n'est pas moi qui ai dit à ces messieurs de repousser les candidats de mon parti, ce sont mes adversaires, c'est-à-dire, ceux là même qui m'en font aujourd'hui le reproche. Tant que cette minorité ne voudra pas appuyer le gouvernement, elle n'a rien à lui demander.

Si la situation est telle, c'est dû à la lutte que l'on nous a faite, et l'honorable député de Brome est un de ceux qui a le plus contribué à ce résultat. Il a combattu le gouvernement de toutes ses forces, et partout il a dit à la minorité anglaise que les protestants ne devaient pas nous accorder leur confiance. Il ne peut nier que ce soit là le langage qu'il a tenu dans le collège électoral de Missisquoi quand je demandais là aux protestants de m'envoyer un député pour appuyer le gouvernement et par là même, me mettre en position de leur rendre justice.

N'est-il pas vrai que ceux qui combattaient M. Whyte avec le plus d'acharnement, sont ceux qui lui reprochaient de ne pas avoir voté pour approuver la mort de Riel ?

Pour toutes ces raisons, ces messieurs ont maintenant bien mauvaise grâce de nous reprocher l'absence d'un ministre protestant.

Si les Anglais protestants ne jugent pas à propos de nous donner un nombre suffisant des leurs pour nous appuyer en

Chambre, s'ils ne veulent pas nous rendre justice, ils doivent être modestes dans leurs demandes.

L'honorable député de Brome s'est scandalisé parce que l'un de mes collègues a dit que Sir John Macdonald est orangiste et franc-maçon. Pourquoi se scandaliser ainsi ? Est ce un crime d'être franc-maçon ou orangiste, aux yeux de l'honorable député, alors qu'il dénonce Sir John, il est les deux. Si un Anglais protestant juge à propos d'être franc-maçon, c'est son affaire. Mais ce qui est vilain, c'est d'être orangiste. Les orangistes sont nos ennemis et les ennemis de l'ordre. Nous ne leur vouons pas de haine, car un chrétien ne doit nourrir de haine contre personne, nous nous contentons de les mépriser et ce mépris, nous le leur accordons largement.

Quoiqu'il en soit des préjugés que l'on répand sur notre compte, la minorité n'en sera pas moins respectée. Nous lui donnerons sa part légitime. Les Anglais ne sont qu'un septième de la population totale de la province et malgré cela nous leur accordons un tiers dans presque toutes les faveurs publiques. Qu'ils ne viennent donc pas se plaindre, quand les Canadiens-français ne sont pas aussi bien traités dans les autres provinces où ces messieurs ont la majorité.

Dans Ontario, est-ce que l'on a jamais songé à combattre le gouvernement parce qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y a pas encore de Canadien-français dans le gouvernement ? Jamais nos compatriotes de là-bas, qui sont au nombre de cent mille, qui tiennent la balance dans un bon nombre de comtés, n'ont fait la lutte sur ce terrain. Peut-être cependant que le jour arrive où Ontario devra avoir un ministre canadien-français. Ici nous allons plus loin et nous disons : " nous sommes prêts à prendre l'un des vôtres comme ministre, mais à la simple condition que vous nous donniez des sujets parmi lesquels nous pourrions choisir." Peut-on être moins exigeants.

L'honorable chef de l'opposition a discuté les résolutions adoptées à la conférence interprovinciale avec calme et modération. Ses remarques ont été évidemment faites dans un esprit qui plaide éloquemment en sa faveur et qui lui mérite des éloges. Grâce à Dieu, je le vois avec plaisir, nous ne sommes plus des ennemis acharnés à la perte les uns des autres, mais des adversaires loyaux et sincères, défendant chacun à sa manière, de profondes et puissantes convictions. Nous vivons dans un pays libre. L'air même que nous respirons est tout imprégné de cette bienfaisante liberté qui fait les peuples grands et prospères. Nous sommes des citoyens libres et nous discutons comme des citoyens qui savent apprécier les bienfaits de la liberté. C'est de ce beau spectacle dont nous avons été les heureux témoins depuis le commencement de ce grand et mémorable débat.

Ayant ainsi exprimé la vive satisfaction que me procure la manière dont cette discussion a été faite par les différents orateurs qui y ont pris part, je me permettrai de relever quelques-unes des assertions de l'honorable chef de l'opposition. Il a prétendu que j'avais refusé l'année dernière de donner des renseignements sur les travaux de cette conférence. L'honorable chef de l'opposition n'a pas été juste en formulant ce reproche. Nous n'avons pas refusé d'éclairer la Chambre sur le but que nous nous proposons d'atteindre en invitant les gouvernements des autres provinces à venir s'entendre avec nous sur les meilleurs moyens à prendre pour nous prémunir contre les éventualités de l'avenir. Nous avons exposé notre pensée aussi clairement que les circonstances nous le permettaient. La Chambre a compris ce que nous voulions et elle a approuvé notre projet.

Si nous n'avons pas donné des renseignements suffisants, comment se fait-il donc que l'honorable député de Montmorency ait soumis une proposition motivée dans laquelle il

invitait la Chambre à repousser ce projet de conférence parce qu'il était dangereux. La majorité a refusé d'approuver cette proposition et mes honorables amis de l'autre côté de la Chambre ont voté pour. Comment auraient-ils pu proclamer par leur vote que cette conférence était dangereuse s'ils n'avaient pas été renseignés d'une manière générale sur la nature de ses futurs travaux.

Mes honorables amis de l'opposition sont trop intelligents pour se prononcer en aveugles, et malgré nos divergences d'opinions sur la politique la plus avantageuse à la province, je ne puis m'empêcher de leur rendre ce témoignage. Donc, ce premier reproche n'a pas sa raison d'être, et je passe au suivant.

L'honorable chef de l'opposition a dit que, pendant qu'il était procureur général, il avait protesté contre la loi des licences passée par le gouvernement fédéral. Mon honorable ami a oublié de nous parler du point important que voici : Il ne nous a pas expliqué comment il se fait qu'ayant été assermenté comme ministre le 24 ou le 25 janvier 1884, une circulaire signée par l'assistant-trésorier, M. Machin, était adressée le 31 janvier de la même année, c'est-à-dire six ou sept jours après que l'honorable chef de l'opposition eût été assermenté comme procureur général, à tous les percepteurs du revenu, leur disant qu'il fallait faire exécuter la loi fédérale ? S'il a protesté, comme il le dit, sa protestation n'a pas été bien forte, puisque ses propres officiers ne l'ont pas entendue. Pourtant il a coutume d'avoir la voix assez sonore ! . . .

L'honorable **M. Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—J'ai déjà dit que cette lettre circulaire avait été lancée d'après les instructions données par le gouvernement précédent.

L'honorable **M. Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisa*

tion.—J'accepte l'explication de mon honorable ami, mais cette explication ne vaut rien quand on se rappelle, que dans le gouvernement formé en janvier 1884, se trouvaient trois ou quatre ministres qui avaient fait partie du cabinet précédent, et que de plus, cet ordre du 31 janvier, n'a été rescindé que le 29 mars suivant.

L'honorable chef de l'opposition s'est aussi scandalisé parce que nous ne nous sommes pas déclarés ouvertement pour ou contre le maintien du Conseil législatif. Il s'est demandé ce que pense l'honorable M. Garneau de notre silence à l'égard d'une question qui affecte l'existence de la Chambre dont il fait partie. Mon honorable ami a encore été plus loin, et il a dit que j'avais changé d'opinion à l'égard du Conseil, puisque je ne craignais pas autrefois de demander l'abolition de cette branche de la Législature.

Il est possible que je sois devenu plus prudent au contact des affaires publiques, et que je ne sois pas à l'heure qu'il est, en mesure de donner une opinion définitive comme chef du gouvernement. En cela j'imité la conduite de l'honorable chef de l'opposition quand il était au pouvoir. Au reste, je renouvellerai, si cela peut lui faire plaisir, la déclaration que j'ai faite l'année dernière. Je n'ai absolument aucune objection à dire que le gouvernement attendra que le peuple se prononce avant de prendre une initiative officielle à ce sujet. De plus, je déclare que je ne suis pas disposé à provoquer une expression d'opinion relativement à l'abolition du Conseil. Mais si le Conseil législatif veut voter son abolition lui-même, je demanderai à mes amis de ratifier sa décision.

L'honorable M. **Taillon.**—Vous dites que vous n'êtes pas disposé à provoquer une expression d'opinion, d'un autre côté vous déclarez que vous attendrez que le peuple se prononce, alors quand se prononcera-t-il, puisque ce n'est pas non plus notre politique d'abolir le Conseil ?

L'honorable M. **Mercier**. — L'honorable chef de l'opposition m'interrompt pour dire que ce n'est pas la politique de son parti de demander l'abolition du Conseil. Cela m'étonne, car, si j'ai bonne mémoire, ces messieurs ont soumis l'année dernière une proposition pour engager la Chambre à nous blâmer parce que nous ne proposons pas l'abolition du Conseil législatif. Pour nous faire un tel reproche, il fallait que ces messieurs fussent d'opinion que la Chambre haute était devenue une institution au moins inutile. Maintenant l'honorable chef de l'opposition assure la Chambre que sa politique n'est pas favorable à une telle mesure. Il lui convient, comme de raison, de faire connaître la politique de son parti, mais il me permettra bien de lui dire que cette politique me paraît en contradiction avec celle qu'il professait l'année dernière. Pour un homme qui ne cesse de nous reprocher ce qu'il appelle nos contradictions, ce n'est guère prêcher d'exemple.

La résolution qui se rapporte au Conseil législatif a été l'objet d'une assez vive critique de la part de nos adversaires. Je n'ai pas l'intention de relever chacune des raisons qu'ils ont fait valoir à l'encontre de cette résolution, ce serait prolonger ce débat sans espoir d'un résultat pratique. Néanmoins je ferai remarquer que la résolution en question ne dit pas que le Conseil sera aboli dès que nous l'aurons adoptée. Elle déclare simplement que, quand les deux tiers de cette Chambre auront passé une résolution décrétant la suppression de l'autre branche de la Législature, et sur une proclamation de la Reine, le Conseil alors, et alors seulement, cessera d'exister.

Si je suis bien informé, mes honorables amis de l'opposition n'ont plus la majorité dans l'autre Chambre. En demandant cette modification à la constitution, je suis loin de me montrer hostile à mes collègues du Conseil. Au lieu de la combattre il me semble que ceux qui sont en faveur du

maintien du Conseil, devraient s'empressez de l'approuver. En effet, à quoi tient l'existence du Conseil aujourd'hui? D'après la constitution, nous avons le droit de décréter son abolition, quand bien même il n'y aurait qu'une voix de majorité. C'est-à-dire qu'il suffirait d'une voix de majorité ici et au Conseil pour l'abolir. La proposition soumise entoure l'existence du Conseil de plus grandes garanties, puisqu'elle demande que son abolition ne puisse être décrétée qu'aux deux tiers des voix de la branche populaire. Et je ne suppose pas qu'aucun des messieurs qui composent l'autre Chambre voudrait se maintenir dans leur position en dépit de la volonté populaire clairement exprimée. Ce serait un malheur pour la province et surtout pour les membres du Conseil.

Maintenant je désire offrir quelques remarques sur l'amendement.

Ceux qui vont voter pour cet amendement vont repousser toutes les résolutions, car il s'attaque à l'ensemble du travail de la conférence, et non pas seulement à la question de désaveu et à celle du Conseil législatif. Cet amendement s'attaque aussi bien à l'augmentation du subside fédéral qu'au reste des résolutions. L'honorable chef de l'opposition met dans une fausse position son collègue le député de Gaspé, qui s'est prononcé pour l'augmentation du subside. La résolution qui a trait à cette question se trouve condamnée comme les autres, et cependant elle est semblable, quant au fond, à celle que l'honorable chef de l'opposition proposait lui-même en 1884, et qu'il est allé présenter aux ministres d'Ottawa. Qu'il ne soit donc pas surpris si, nos démarches aboutissant à un insuccès, comme la chose est possible, nous disions que c'est sa faute, car nous pourrions réussir si nous étions tous unanimes à réclamer la même mesure de justice. Le peuple demandera un compte sévère à ceux qui auront pris la responsabilité de faire échouer nos

démarches. C'est une question de la plus haute importance car nous cherchons à donner à la province un revenu considérable, qui nous permettra de faire beaucoup pour l'éducation, l'agriculture et la colonisation, trois branches du service public qui réclament toute notre sollicitude.

L'honorable chef de l'opposition a traité longuement la question du désaveu et celle des empiétements du parlement fédéral sur les attributions des législatures provinciales. J'avais pris quelques notes sur ce qu'a dit mon honorable ami en 1884 sur cette même question des empiétements, mais, réflexion faite, je crois qu'il serait inutile de m'en servir. La question qui intéresse par dessus tout le pays n'est pas de savoir ce que nous avons pensé il y a trois ou quatre ans, ni, si nous avons fait dans le passé des luttes stériles. Si nous commençons cet examen de notre conduite passée, peut-être trouverions-nous tous ensemble, que nous n'avons pas été justes envers la province. Je l'avoue franchement, je n'ai pas toujours fait ce que j'aurais dû faire pour le bien public, mais aussi, que mes adversaires y mettent la même franchise et ils diront à leur tour qu'en repoussant certaines de nos mesures, ils ne faisaient pas ce qu'ils devaient faire. Aujourd'hui, me plaçant à un point de vue élevé, considérant de haut les questions qui intéressent le présent et surtout l'avenir de la population, je leur demande de s'associer avec mes amis et moi pour faire le bien du pays. Il ne s'agit plus de nous chicaner sur des sujets d'importance secondaire, de nous convaincre réciproquement de contradictions en confrontant nos paroles du passé avec notre conduite du présent. Qu'est-ce que cela fait à la province ? Quel bien peut-il en résulter pour les électeurs qui nous ont envoyés ici pour prendre leurs intérêts et les protéger au meilleur de notre connaissance et de notre jugement ? Serons-nous plus avancés lorsque nous aurons perdu notre temps en luttes stériles, en récriminations inutiles ? Non. Et le peuple qui

attend de nous des délibérations sages, des mesures prudentes, en un mot un travail efficace et consciencieux, sera-t-il plus heureux, plus prospère et plus riche lorsque nous aurons réussi à nous convaincre de contradictions? Non. Les questions qui l'intéressent si vivement seront toujours là, réclamant nos soins et une décision sage et énergique de notre part.

Je demande donc avec instance à mes honorables collègues de voter ces résolutions, et par conséquent de repousser cet amendement qui est contraire aux intérêts de la province.

Mes honorables amis de l'opposition refusent de modifier la constitution, et cependant ils ont reconnu qu'elle devait l'être, puisqu'ils l'ont modifiée eux-mêmes et ils reconnaissent aussi, comme le prouve leur conduite en 1884, que cette constitution est appliquée de manière à nuire aux intérêts de la province. S'ils veulent être logiques avec eux-mêmes, s'ils désirent réellement et sincèrement le maintien de l'autonomie provinciale, ils doivent se joindre à nous pour obtenir des modifications à l'acte fédéral.

Pourquoi, —je m'adresse à l'honorable chef de l'opposition non plus comme à un adversaire, mais comme à un collègue, comme à un patriote aimant son pays, pourquoi, demande-t-il à ses partisans de ne pas voter ces résolutions? Serait-ce parce qu'elles ne sont pas rédigées comme elles devraient l'être? Alors pourquoi ne nous fait-il pas ses suggestions et je lui déclare, au nom du gouvernement, qu'elles seront acceptées avec reconnaissance, si elles sont meilleures que ce que nous proposons. Mais de grâce, ne nous divisons donc pas quand il s'agit de l'avenir et du bonheur de toute la province !. .

Ceux qui voteront pour l'amendement, diront non-seulement qu'ils sont satisfaits de la constitution, mais aussi de la manière dont les autorités centrales l'ont appliquée jus-

qu'à présent, c'est-à-dire, qu'ils déclareront du coup que nous n'avons jamais eu raison de nous plaindre ni de la loi, ni de son application. Si nos adversaires écoutait leur patriotisme, et les revendications du peuple, ils ne s'engageront pas, j'en suis certain, dans une voie aussi dangereuse pour l'avenir, qu'elle est fausse au point de vue de l'histoire de ces dernières années. Si la grande voix du patriotisme parvient à dominer les clameurs de l'esprit de parti, il ne se trouvera pas un homme pour oser dire qu'il ne faut pas amender la constitution.

Ce qui me surprend le plus c'est d'entendre ceux qui demandaient, en 1883, de modifier la constitution dans une de ses parties essentielles, dire maintenant qu'il ne faut pas y toucher ! Ne sont-ce pas ces messieurs qui faisaient voter une proposition pour demander au gouvernement fédéral d'augmenter le subside, c'est-à-dire, ce que nous sollicitons nous-mêmes dans ces résolutions ? Si cette demande est mauvaise, inacceptable aujourd'hui, elle l'était en 1883. Si ces messieurs avaient raison d'inviter la Chambre à réclamer une augmentation du subside fédéral, il y a cinq ans, pourquoi aurions-nous tort de faire la même chose maintenant ? Les hommes qui repoussent le travail de la conférence interprovinciale sont les mêmes qui disaient il y a cinq ans, que la base sur laquelle est fixé le subside aux provinces devait être changée dans le sens que nous proposons.

On se scandalise parce que nous voulons modifier la constitution. Pourquoi jouer ainsi sur les mots, car après tout, c'est cela. Est-ce que le gouvernement Ross, en 1884, ne nous a pas proposé ici même, de déclarer que des amendements devaient être faits à l'acte fédéral dans le but d'accorder un subside d'une piastre par tête de la population, et cela suivant le recensement fait tous les dix ans ? De plus, ne sont-ce pas ces messieurs, qui voient avec horreur toute tentative de modifier la constitution, qui ont changé cette même constitution pour déclarer qu'à

l'avenir la durée du mandat législatif pour la province serait de cinq ans au lieu de quatre ?

Je ne veux pas m'étendre plus longuement sur ce sujet. Seulement, constatons bien qu'on nous refuse, de l'autre côté de la Chambre, de voter des résolutions que nous avons en substance adoptées en 1883 et en 1884, quant à ce qui concerne la principale partie, j'entends l'augmentation du subside fédéral. L'opposition fera ce qu'elle voudra, mais comme je suis certain d'être du côté des intérêts de la province, je persiste à demander à la Chambre d'adopter ma proposition.

Depuis quelques jours, nous avons suivi une discussion vraiment intéressante. Elle a été soutenue de part et d'autre par des hommes de talents qui ont prouvé que leur cause était servie par une véritable éloquence. Quant au fond même de la question je dois dire ceci à ceux qui se sont opposés à l'adoption des résolutions, qu'ils étaient dans leur droit d'en agir ainsi, mais je crois qu'ils ont agi contre leur devoir et les intérêts publics.

Ces résolutions sont devant le pays depuis plusieurs mois. Elles ont été publiées et commentées dans la province pendant des semaines et des semaines. Chacun a pu en prendre connaissance et en apprécier les bons comme les mauvais côtés. Depuis ce temps, il y a eu des élections partielles et nous les avons toutes gagnées.

Nos adversaires ont dénoncé ces résolutions, mais le peuple a déclaré qu'il les approuvait. Avec ce résultat en notre faveur, nous pouvons attendre sans anxiété les assauts de l'ennemi. L'opposition peut continuer sa lutte, nous l'attendons de pied ferme surtout en face des triomphes électoraux que nous avons remportés, couronnés comme ils l'ont été aujourd'hui par l'éclatante victoire de mon honorable collègue et ami d'enfance, le procureur général. Après cela je puis dire que le peuple est avec nous. Le peuple,

qui est généreux et bon, est décidé à nous donner franc-jeu et il acceptera nos mesures lorsqu'elles seront dans l'intérêt public.

L'honorable M. **Taillon**.—Je demande la permission de dire quelques mots en réponse à l'honorable premier ministre. Il nous a dit que par l'amendement nous repoussions l'idée de réclamer l'augmentation du subside fédéral. Désirant faire connaître nos vues sur l'ensemble de ces résolutions nous ne pouvions suivre une autre procédure que celle que nous avons adoptée, car nous ne pouvions pas signaler comme acceptable, telle ou telle résolution en particulier.

L'honorable M. **Mercier**.—Vous pouviez faire cette procédure sur le concours.

L'honorable M. **Taillon**.—Je le sais, mais pour le moment, il s'agit tout simplement de nous prononcer sur la question de principe. Or, nous ne pouvons admettre qu'il y ait nécessité de modifier la constitution.

Suivant l'honorable premier ministre, il n'y aurait à vrai dire qu'une seule résolution à laquelle il tienne par-dessus toutes les autres, c'est celle qui a trait au subside. Nous n'avons pas cru qu'en faisant cette proposition, nous nuirions en quoi que ce soit au succès des démarches que le gouvernement pourra prendre pour obtenir cette augmentation de subside. Et voici pourquoi : Chaque province peut faire connaître son opinion sur ce sujet sans qu'il soit nécessaire pour cela de tenir une conférence. Quant à nous, nous l'avons déjà fait et l'on sait à quoi s'en tenir. Ces remarques prouvent que nous ne renions pas notre politique sur cette question.

Pour ce qui regarde l'amendement, l'honorable premier ministre devrait être le dernier homme à le critiquer, car nous en avons pris tous les éléments dans des propositions

pour lesquelles il a voté, et dans les discours qu'il a prononcés. Ainsi en 1880, l'honorable premier ministre disait :
" Je n'ignore pas qu'il est extrêmement délicat et dangereux
" de toucher à la constitution. Je sais qu'il faut avoir pour
" elle le plus grand respect, et qu'il ne faut la modifier
" qu'après mûre réflexion et que dans les circonstances
" les plus urgentes. "

C'est ce que nous disons dans l'amendement. Or il serait bien étonnant qu'étant d'accord, comme le prouve les paroles que je viens de lire, nous ne voterions pas tous du même côté.

L'amendement est mis aux voix :

Ont voté pour :—MM. Baldwin, Blanchet, Cameron, Casgrain, Desjardins, Dorais, Duplessis, Flynn, Johnson, LeBlanc, Lynch, Martin (de Bonaventure), McIntosh, Owens, Picard, Spencer et Taillon.—17.

Ont voté contre :—MM. Bazinet, Bernatchez, Boyer, Cardin, Champagne, David, Déchêne (de l'Islet); de Grosbois, Duhamel, Forest, Gagnon, Gladu, Goyette, Lafontaine, Laliberté, Larochelle, Lemieux, Legris, Lussier, Martin (de Rimouski), Mercier, Morin, Pilon, Rinfret, Robidoux, Rocheleau, Shehyn, Sylvestre, Tessier, Trudel et Turcotte—31.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

La proposition de l'honorable M. Mercier est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Bazinet, Bernatchez, Boyer, Cardin, Champagne, David, Déchêne (de l'Islet), de Grosbois, Duhamel, Forest, Gagnon, Gladu, Goyette, Lafontaine, Laliberté, Larochelle, Lemieux, Legris, Lussier, Martin (de Rimouski), Mercier, Morin, Pilon, Rinfret, Robidoux, Rocheleau, Shehyn, Sylvestre, Tessier, Trudel et Turcotte—31.

Ont voté contre :—MM. Baldwin, Blanchet, Cameron, Casgrain, Desjardins, Dorais, Duplessis, Flynn, Johnson,

LeBlanc, Lynch, Martin (de Bonaventure), McIntosh, Owens, Picard, Spencer et Taillon.—17.

L'Assemblée législative a adopté :

Les résolutions sont adoptées en comité général.

Rapport de ces résolutions est fait à la Chambre, et elles sont adoptées en première délibération.

La deuxième délibération est renvoyée à la prochaine séance.

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE

Séance du lundi, le 28 mai 1888.

SOMMAIRE :—Délibération sur les résolutions de la conférence inter-provinciale.—Amendement de l'honorable M. Flynn.—Proposition de M. Faucher de Saint-Maurice au sujet des lots achetés de la couronne depuis 1882-83 à 1887-88 et au sujet des documents en la possession de la Société littéraire et historique de Québec : MM. Faucher de Saint-Maurice, Gagnon et Blanchet.—proposition de l'honorable M. Flynn, relative à la cause des corporations commerciales.—Proposition de l'honorable M. Flynn, au sujet du règlement des réclamations du gouvernement contre la cité de Montréal : MM. Flynn, Mercier et Taillon.—Proposition de l'honorable M. Flynn, au sujet de la destitution et de la réinstallation de M. A. Dugas, garde-forestier : MM. Flynn, Duhamel, Taillon, Mercier et Casgrain.—Proposition de l'honorable M. Flynn, relative aux requêtes au sujet de l'octroi de nouveaux subsides à des entreprises de voies ferrées : MM. Flynn et Mercier.—Proposition de l'honorable M. Flynn, au sujet des nominations au Conseil législatif : MM. Flynn, Mercier, Gagnon et Taillon.—Proposition de M. Casgrain, demandant le dépôt de la commission nommant l'honorable Sir A. A. Dorion, pour faire une enquête sur les faits relatifs à la démission de l'honorable M. Lavallée, comme conseiller législatif. Amendement de l'honorable M. Mercier, demandant le dépôt de toutes les pièces relatives à cette démission : MM. Casgrain, Mercier, Taillon et Flynn.—Délibération sur le projet de loi concernant la procédure quant à certaines matières commerciales et autres requérant célérité : MM. Mercier, Flynn, Lareau, Casgrain, Tessier, Hall et Lemieux.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND

La séance est ouverte à trois heures et demie.

LES RÉSOLUTIONS DE LA CONFÉRENCE INTERPROVINCIALE.

L'honorable M. **Mercier** — *député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.* — J'ai l'honneur de proposer que les résolutions

concernant les amendements proposés à l'acte de l'Amérique britannique du Nord, rapportées du comité de toute la Chambre, vendredi, le 25 du courant, soient maintenant lues la deuxième fois.

L'honorable M. **Flynn** — *député de Gaspé*.—Suivant l'entente intervenue, j'ai l'honneur de proposer en amendement que tous les mots après “ que ” soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants :

“ Parmi les résolutions maintenant soumises à cette Chambre, il en est qui présentent un grand danger, attendu qu'elles s'attaquent à des principes fondamentaux de notre constitution, et qu'elles tendent à nous priver en certains cas des avantages du gouvernement responsable ;

Que, quant à quelques autres de ces résolutions qui ne sont pas en tout ou en partie intrinsèquement sujettes à objection sérieuse, elles ne portent pas sur des matières assez importantes et leur utilité n'est pas assez évidente pour justifier les amendements à notre constitution ;

Que cette Chambre, sans abandonner la position prise par la Législature de cette province en 1883 et 1884 quant au rajustement du subside payé aux provinces par le gouvernement fédéral, ne saurait approuver ces résolutions dans leur ensemble.

L'amendement est mis aux voix :

Ont voté pour :—MM. Baldwin, Blanchet, Casgrain, Desjardins, Duplessis, Faucher de St. Maurice, Flynn, Hall, Lapointe, LeBlanc, Martin (de Bonaventure), McIntosh, Nantel, Owens, Poupore, Robertson, Spencer et Taillon.
—18.

Ont voté contre :—MM. Bazinet, Bernatchez, Bisson, Cardin, Champagne, Déchéne, (de l'Islet), de Grosbois, Duhamel, Forest, Gagnon, Gladu, Goyette, Lafontaine, Lareau, Larochelle, Martin (de Rimouski). Mercier, Morin,

Murphy, Pilon, Rinfret, Robidoux, Rocheleau, Shehyn, Sylvestre, Tessier et Turcotte.—27.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

Les résolutions sont définitivement adoptées dans les formes réglementaires.

LA COLONISATION DE LA PROVINCE.

M. Faucher de Saint-Maurice — *député de Bellechasse*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, un état des lots pris dans chaque comté, dans chaque district, et dans toute la province de Québec, depuis l'année 1882, 1883 jusqu'à l'année 1887-88 inclusivement.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la province*.— Je fais imprimer maintenant un rapport général des opérations de mon département depuis la confédération jusqu'à la clôture du dernier exercice. La Chambre trouvera là de très intéressants renseignements sur les archives de la province et l'honorable député trouvera également dans ce rapport ce qu'il demande par sa proposition.

M. Faucher de Saint-Maurice. — Que la Chambre me permette de faire une seule remarque. J'ai eu occasion, pendant la vacance, de visiter les bureaux des archives, sous la direction de l'honorable ministre, et je suis heureux de dire que j'ai rarement vu un bureau aussi bien tenu. Il y a là des richesses historiques dont on ne se fait pas une idée.

La proposition est adoptée.

LES RÉGISTRES DE LA PRÉVOSTÉ DE QUÉBEC, ET LA SOCIÉTÉ
LITTÉRAIRE ET HISTORIQUE DE QUÉBEC.

M. Faucher de Saint-Maurice — *député de Bellechasse*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé

sur le bureau de la Chambre, copie de la lettre en date du 12 avril 1878, adressée à l'honorable M. D. Ross, alors procureur général, par M. L. J. C. Fiset, protonotaire, au sujet des registres de la Prévosté de Québec, qui sont en la possession de la société littéraire et historique de Québec.

M. le président, la société historique de Québec possède, à titre de dépôt, des archives très précieuses pour notre histoire. En 1886 la Chambre a émis un ordre pour avoir copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et la société historique.

Mon honorable ami le député de Beauce, alors secrétaire de la province, réclama ces documents. Voici la réponse qu'il reçut de M. Robertson, secrétaire du conseil de cette société :

" Monsieur,

" En réponse à votre lettre du 30 juillet dernier, (1885)
" j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'une résolution a été
" passée à une assemblée de la société, qui a été tenue
" dernièrement, exposant que les documents et les manus-
" crits que la société a maintenant en sa possession, ont été
" achetés ou acquis par dons, et que la société ne croit pas
" devoir les livrer. "

Voici en deux mots, comment cette association est devenue la dépositaire des archives en question. Après l'incendie de l'ancienne bâtisse du parlement, ces manuscrits, qui avaient été sauvés par M. George Faribault, furent déposés par ce monsieur dans les voûtes de la Société historique de Québec, et depuis ils n'en ont pas été retirés. Le temps s'est écoulé et finalement les autorités de la société oubliant ces faits, ont cru avoir un droit réel à la possession de ces documents.

Si nous réussissons à les avoir, nous posséderons la plus belle correspondance que l'on puisse trouver en Amérique sur l'histoire des origines de la colonie du Canada.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la province.*—Si je comprends bien, ces documents sont des originaux, par conséquent la propriété ne peut nous en être contestée raisonnablement.

Depuis que je suis au secrétariat, je me suis occupé de cette question, et il paraîtrait, car je ne veux rien affirmer, mais enfin, il paraîtrait d'après les renseignements que l'on m'a donnés, que mon prédécesseur l'honorable député de Beauce, est l'un de ceux qui s'opposent le plus énergiquement à ce que ces documents nous soient remis.

Cependant, nous avons le droit de forcer la Société historique à nous rendre notre propriété, le statut refondu nous donne pleine autorité à cet égard.

L'honorable député de Bellechasse acquiert beaucoup de mérite en s'occupant aussi activement de nos richesses historiques. La Chambre se rappelle sans doute qu'il a été le premier à soulever cette question en 1886.

J'espère que l'honorable député de Beauce ne laissera pas échapper cette occasion, pour me dire qu'il m'aidera à obtenir ces documents pour la province.

L'honorable M. **Blanchet** — *député de Beauce.*—M. le président, à maintes reprises, pendant que j'ai eu l'honneur d'être ministre, j'ai réclamé ces documents au nom de la province, et à chaque fois je me suis heurté à un refus formel. Cependant malgré toutes ces difficultés, je n'ai jamais voulu consentir à amoindrir en quoi que ce soit, par des admissions indiscretes, les droits de la province, et je n'ai jamais laissé même entendre que je pourrais transiger pour permettre à cette société de garder ces documents. Officiellement et privément, j'ai dit à la Société historique qu'elle n'était pas propriétaire de ces archives et que son devoir était de les rendre au gouvernement de la province. Celui qui a informé l'honorable secrétaire provincial que je m'op-

posais aux prétentions du département a commis une erreur grave, pour ne pas dire plus. J'ai demandé aux autorités de cette société de me montrer les titres qu'elles avaient à la possession de ces papiers et je n'ai rien eu.

Je me suis même informé auprès de M. Brymner, archiviste à Ottawa, et je lui ai demandé s'il connaissait un titre quelconque donnant la propriété de ces manuscrits à la Société historique. Ce monsieur m'a répondu qu'il n'en connaissait pas.

Je suis bien aise que l'honorable secrétaire de la province ait pris la résolution de réclamer à son tour ces documents. Il est évident qu'ils ne peuvent appartenir à une société privée, car ils forment partie de nos archives publiques.

L'honorable M. **Gagnon**.—Je suis heureux que l'honorable député ait bien voulu faire la déclaration que nous venons d'entendre, bien que je fusse d'avance certain que mes renseignements devaient être ou grandement exagérés, ou complètement erronés.

Il suffit de lire les titres seuls de ces documents pour se convaincre de leur valeur. Je n'ai pas le moindre doute qu'ils sont la propriété de la province.

La proposition est adoptée.

LES CAUSES CONTRE LES CORPORATIONS COMMERCIALES.

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre, copie du jugement du comité judiciaire du conseil privé, touchant la validité de l'acte 45 Vict., chap. 22 (taxe sur les corporations commerciales.)

M. le président, quelques journaux ont dit que le gouvernement Ross avait arrêté la poursuite dans ces causes devant

le conseil privé. La chose m'a fort étonné, aussi je me suis empressé de prendre des informations à source certaine. Par respect pour la vérité je suis obligé de dire que rien n'a été fait dans ce sens par l'ancien gouvernement, du moins rien n'a été porté à la connaissance des membres de ce cabinet.

La proposition est adoptée.

LES RÉCLAMATIONS CONTRE LA CITÉ DE MONTRÉAL.

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, copie de tous les arrêtés du conseil et de la correspondance, depuis le 29 janvier 1887, au sujet du règlement des réclamations du gouvernement contre la cité de Montréal.

J'espère, M. le président, que l'honorable premier ministre pourra nous donner certains renseignements autres que ceux déjà fournis par les journaux.

Ces réclamations se composaient de différents items ; un entr'autres de \$122,000 pour le prolongement de la voie ferrée. Il y avait aussi un certain montant pour l'entretien des aliénés. Je crois que le total s'élevait à \$190,000. Je crois aussi qu'il y avait une certaine somme de due par Montréal en rapport avec le fonds de bâtisses et de jurés. Mais il peut se faire qu'il y ait erreur dans l'état imprimé. Si tel est le cas, cette erreur devrait être corrigée.

Maintenant je voudrais savoir si toutes les réclamations contre la cité de Montréal ont été réglées, et si cette ville de son côté a fait abandon de toutes ses réclamations contre le gouvernement en rapport avec le fonds d'emprunt municipal.

L'honorable M. **Mercier** — *député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.*—M. le président, en effet nous avons reçu \$125,000 pour acquit de comptes assez considérables.

Ce compte de \$225,000 dont parle l'honorable député, comprend non-seulement les intérêts et le capital, mais aussi l'intérêt de l'intérêt. Quand nous avons négocié avec les représentants de Montréal, nous avons traité comme des hommes d'affaires désireux d'en venir à un arrangement également avantageux à la province et à cette grande ville, qui contribue tant au revenu public. La première chose qu'il y avait à faire était d'établir les comptes. Nous avons dit aux représentants de Montréal : "vous nous devez tant pour telles et telles choses." Le total était de \$225,000 je crois, car je parle de mémoire. "Combien nous donnez-vous pour en finir avec cette créance ?" Ils nous ont offert d'abord \$75,000 comme montant d'un règlement final. Nous avons refusé, car nous ne nous croyions pas justifiables de faire un sacrifice aussi considérable. Nous avons demandé une somme plus élevée. Là dessus ces messieurs qui, soit dit entre nous, sont fort habiles et parfaitement dévoués aux intérêts municipaux de Montréal, nous ont fait la preuve en autant que peut se faire une telle preuve dans les circonstances, que l'ancien gouvernement aurait accepté \$100,000 si on avait voulu les donner. Comme de raison je ne suis pas en position de dire si leur prétention était oui ou non bien fondée, mais il m'a paru qu'ils n'étaient pas loin d'avoir raison, à moins qu'il y ait eu un malentendu considérable que je ne pourrais guère m'expliquer.

Finalement, pour arriver à une entente nous avons consenti à retrancher les intérêts et d'accepter \$125,000 en règlement de tous comptes entre le gouvernement de la province et la cité de Montréal.

Cette question se compliquait d'une autre question sur

laquelle je désire attirer l'attention de mes honorables collègues.

On se rappelle qu'en 1881 un règlement de ce genre avait été fait par le cabinet Chapleau avec Montréal, à propos de la dette de cette ville au fonds d'emprunt municipal et des autres créances de la province. Dans l'acte qui contient cet arrangement, les autorités municipales de Montréal avaient fait insérer une clause par laquelle le gouvernement s'engageait à ne pas changer la loi de manière à accorder aux autres municipalités endettées au fonds d'emprunt municipal, des conditions plus favorables que celles faites à Montréal. Toute anodine qu'elle paraisse à première vue, cette disposition devait avoir en pratique une portée très considérable. A-t-on jamais calculé la conséquence de cette clause ? Mon devoir m'imposait l'obligation de m'en rendre compte, et c'est ce que j'ai fait.

Par cette clause le gouvernement Chapleau avait engagé la Chambre à ne jamais changer la loi quelque bonnes raisons qu'elle eût de le faire. Et si la Législature avait un jour jugé à propos de modifier cette loi relative au fonds d'emprunt municipal, pour accorder des conditions plus avantageuses à certaines municipalités, Montréal aurait eu le droit de se faire rembourser la différence ou la totalité, suivant le cas, de ce qu'elle avait payé en plus que ces municipalités plus favorisées qu'elle. C'était une situation des plus sérieuses pour la province, en ce qui regarde sa liberté d'action pour traiter avec les autres municipalités endettées au fonds d'emprunt municipal. J'ai cru que nous devions faire un sacrifice pour débarrasser la Législature de l'opération de cette clause.

Nous ne sommes pas les seuls de cette opinion. Je me rappelle, qu'un jour, l'honorable député de Sherbrooke manifesta sa surprise de ce qu'une telle disposition existât. Comme je viens de le dire, nous avons cru l'occasion bonne pour la faire disparaître.

Toutes ces raisons sont exposées au long dans l'arrêté du conseil mentionné dans la proposition. Nous avons tout mis, même les arguments de part et d'autre, et je suis convaincu que mes adversaires, après qu'ils auront pris connaissance de cet arrêté du conseil, seront satisfaits de la manière dont nous avons réglé cette affaire.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*. — M. l'échevin Grenier a parfaitement rapporté les faits tels qu'il les a compris, je n'en doute pas, mais cette version n'est pas absolument exacte. Le gouvernement n'avait pas accepté aucune somme en particulier, de cela je m'en rappelle très bien. Nous nous étions séparés sur l'entente que l'avocat de la corporation nous enverrait un mémoire donnant toutes les raisons que la ville de Montréal pourrait alléguer à l'appui de sa cause. C'était en janvier 1886, que cela se passait, et ces messieurs pensaient que nous pourrions en finir immédiatement après la session, alors pendante. Mais après la session sont venues les élections, et après les élections un changement de gouvernement. Tout cela explique pourquoi les négociations que nous avions entamées n'ont pas abouti.

Quant à la clause insérée en 1881 dans le règlement au sujet de la dette de Montréal, au fonds d'emprunt municipal, voici ce qui en est. Je me rappelle très bien ce qui s'est passé, car j'ai été intimement lié à ces négociations, étant alors commissaire du fonds d'emprunt municipal.

Il avait été parfaitement entendu avec la ville de Montréal, malgré l'insertion de cette clause, que le gouvernement aurait toujours le droit de faire certaines réductions aux autres municipalités s'il le jugeait à propos, et tout ce qui avait été entendu c'est que nous ne changerions pas la loi elle-même. Quant à la question de réduction elle ne pouvait pas se poser, puisque Montréal elle-même en avait eu

une ; on ne pouvait donc pas être très exigeant sous ce rapport.

Je me rappelle avoir dit au représentant de la ville de Montréal, que le gouvernement dans tout le cours des négociations qu'il aurait à faire au sujet du fonds d'emprunt municipal, devrait traiter les municipalités comme un homme d'affaire les traiterait, s'il était dans la même position. Donc tout ce qui a été convenu c'est que la position générale créée par la loi, ne serait pas changée. Lorsque M. Grenier m'a proposé de retirer cette clause, je lui ai dit que c'était là la meilleure garantie pour le gouvernement de se faire payer par ceux qui en auraient le moyen.

La proposition est adoptée.

LA DESTITUTION ET LA RÉINSTALLATION DE
M. ALBERT DUGAS.

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie des requêtes, lettres ou correspondances au sujet de la destitution et de la réinstallation de M. Albert Dugas, comme garde-forestier.

M. le président, M. Dugas était employé comme garde-forestier depuis plusieurs années. Quelque temps après l'arrivée au pouvoir du gouvernement, il reçut une lettre lui enjoignant de ne pas se mêler des élections. Quelque temps après encore il fut démis, pour cause politique. Il est venu à Québec exposer sa cause devant le commissaire des terres de la couronne, et il lui a dit qu'il ne s'était pas mêlé de politique. L'honorable commissaire lui a demandé de lui en donner la preuve ; c'est ce que M. Dugas s'est empressé de faire.

Le conseil municipal a passé une résolution en sa faveur, et une requête, signée par les trois-quarts des habitants de

la paroisse de Sainte-Anne des Monts, l'exonérant de tout blâme, furent transmises au département. Quelque temps avant son départ pour l'Europe, l'honorable M. Garneau, alors commissaire des terres de la couronne, donnait l'assurance à M. Dugas qu'il serait réinstallé.

Maintenant ce monsieur croit que le gouvernement ne veut plus s'occuper de lui. Je ne veux pas être sévère pour personne, mais je crois qu'on ne l'a pas traité avec justice.

J'espère que l'honorable commissaire des terres de la couronne voudra bien s'enquérir de ces faits, et voir à ce que la promesse de l'honorable M. Garneau soit remplie.

L'honorable M. **Duhamel** — *député d'Iberville, commissaire des terres de la couronne.*— Cette question est venue à ma connaissance il y a quelque temps. J'ai cru qu'ordre avait été donné de réinstaller ce monsieur.

Quoiqu'il en dise, monsieur Dugas s'est bel et bien mêlé de politique. Ceux qui ont transmis cette information au département n'ont dit que la vérité.

Au reste, ce n'est pas là le seul motif qui l'a fait destituer. Il a été aussi démontré qu'il lui était complètement impossible de faire son ouvrage, vu son âge avancé.

L'honorable M. **Taillon** — *député de Montcalm, chef de l'opposition.*— Est-ce que les employés publics ne doivent pas se mêler de politique ?

L'honorable M. **Mercier** — *député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.*— Nous avons décidé que les employés publics ne doivent pas s'occuper de politique, mais nous ne leur avons jamais défendu de voter. Nous ne faisons qu'appliquer le principe posé dans l'arrêté du conseil passé du temps de M. Chapleau.

L'honorable M. **Taillon**.—Alors nous aurons l'occasion d'attirer l'attention du gouvernement sur la conduite de certains de ses employés.

M. **Casgrain**—*député de Québec*.—Il est parfaitement connu, c'est de notoriété publique, que des employés se sont mêlés activement des élections de Laval et de Maskinongé. Ces employés ont laissé leur place à Québec, place qu'ils occupaient en remplacement de ceux qui avaient été démis pour s'être mêlés de politique.

M. le **Premier ministre**.—Je ne connais pas ces employés, mais ce que je puis dire, c'est que quand un certain employé a voulu se présenter contre le ministre de la milice, dans le comté de l'honorable député, je lui ai écrit immédiatement, pour l'informer que s'il voulait être candidat, il devait d'abord se démettre ; et que s'il persistait quand même à se présenter, je le destituerais.

La proposition est adoptée.

LES NOUVEAUX SUBSIDES AUX CHEMINS DE FER.

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre, copie de toutes requêtes et correspondances, depuis le 29 janvier 1887, au sujet de l'octroi de nouveaux subsides à des entreprises de voies ferrées.

Je serais bien aise, M. le président, d'avoir ces renseignements, avant que la politique du gouvernement soit soumise à la Chambre.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation*.—Je vais donner ordre immédiatement, qu'on les copie, et je m'empresserai de les déposer sur le bureau de la Chambre aussitôt que la copie sera prête.

La proposition est adoptée.

NOMINATIONS DES CONSEILLERS LÉGISLATIFS DEPUIS LE
29 JANVIER 1887.

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre, copie de toute correspondance échangée entre les personnes qui ont été nommées conseillers législatifs, depuis le 29 janvier 1887, et le gouvernement ou aucun des ministres, au sujet de ces nouvelles nominations de conseillers.

M. le président, des journaux ont annoncé que certains conseillers avaient été nommés en s'engageant à voter l'abolition du Conseil quand la chose leur serait demandée. D'un autre côté, deux de ces nouveaux conseillers ont déclaré récemment qu'il n'y avait rien de vrai dans ces dires. Il me semble que le public et cette Chambre, ont intérêt à être exactement renseignés sur un sujet aussi important.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation*.—M. le président, je ne suis pas prêt à rapporter ici les conversations particulières que j'ai pu avoir avec les honorables conseillers législatifs. Cela est privé. Néanmoins je n'ai pas d'objection à dire que je n'ai nommé personne sans m'assurer qu'il appuierait le gouvernement et qu'il ne serait pas hostile à la réforme du Conseil, ou en d'autres termes, que dans chaque cas, l'élu de l'exécutif ne serait pas un obstacle aux mesures qui pourraient être prises en vue d'améliorer la Chambre haute.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—Si on avait demandé la correspondance échangée entre celui qui s'est démis et celui qui l'a remplacé, on aurait peut-être découvert des choses étonnantes....

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la province.*—Nous n'avons pas de telle correspondance.

L'honorable M. **Tailou**.—Pendant que nous sommes sur ce sujet, est-ce que nous ne pourrions pas avoir des nouvelles du gouvernement sur ses intentions relativement à l'abolition du Conseil ? . . .

La proposition est adoptée.

L'HONORABLE M. LAVALLÉE.

M. **Casgrain** — *député de Québec.*—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, copie de la commission nommant l'honorable Sir A. A. Dorion, commissaire pour s'enquérir de certains faits relatifs à la démission de l'honorable M. Lavallée, comme conseiller législatif et à la lettre écrite par le dit M. Lavallée retirant la dite démission ; aussi copie de toutes instructions, lettres ou documents accompagnant cette commission.

L'honorable M. **Mercier** — *député de Saint Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.*—L'honorable député devrait amender sa proposition de manière à comprendre tous les documents ainsi que les actes d'accusation contre M. Lavallée.

M. **Casgrain**.—Ceci ne serait pas juste pour M. Lavallée. Mettre les actes d'accusation, sans sa défense, ne serait pas le traiter avec justice.

M. le **Premier ministre**.—Il me semble pourtant, que si la Chambre veut être bien renseignée, il lui faut tous les documents.

M. **Casgrain**.—Je ne puis accepter cette suggestion, et en cela je suis un précédent fort respectable aux yeux de

l'honorable premier ministre. L'honorable M. Dorion n'a pas voulu admettre la preuve que des poursuites criminelles avaient été prises contre M. Lavallée. Maintenant on veut faire mettre devant la Chambre, c'est-à-dire devant le public, des documents que le commissaire a refusé de laisser produire dans le cours de l'enquête.

M. le **Premier ministre**.—Puisque l'honorable député refuse ma suggestion, j'en suis forcé de proposer moi-même un amendement.

Le voici : Que les mots suivants soient ajoutés à la dite proposition ; de l'arrêté du conseil autorisant cette commission, du rapport de l'honorable commissaire, documents y annexés, plaintes, indictement, mandats d'arrestation, témoignages et de toutes pièces de procédures criminelles contre le dit Lavallée.

L'honorable M. **Taillo** —*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—Cette demande n'est certainement pas juste à l'égard de M. Lavallée. La proposition de l'honorable député de Québec est complète par elle-même, tandis que l'honorable premier ministre, par son amendement, demande que la Chambre soit saisie des éléments d'une cause incomplète.

M. Lavallée a accusé quelqu'un, et ce quelqu'un il ne l'a pas nommé, d'avoir travaillé par intimidation à lui arracher sa démission comme conseiller législatif. Là-dessus une enquête a eu lieu. Voilà donc une cause complète par elle-même. Maintenant si le juge qui a présidé cette enquête a refusé de laisser faire telle ou telle preuve, parce qu'il considérait qu'elle était en dehors de sa compétence, et s'il a eu raison dans son refus, nous avons droit de dire maintenant que vous avez tort de demander des renseignements que le commissaire n'a pas voulu laisser produire devant lui.

Ce procédé est d'autant plus étonnant et d'autant plus injuste qu'il est fort possible que le procès de M. Lavallée, sur ces actes d'accusation criminelle, n'ait pas lieu avant que ces documents soient distribués par toute la province. Dans ces imprimés faits aux frais de la province, on trouvera des accusations de la plus haute gravité sans que l'inculpé ait eu occasion de faire sa défense.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.*—M. le président, je ne veux pas faire d'injustice à personne, mais il faut être logique. Que demande-t-on par la proposition de l'honorable député de Québec ? On demande simplement copie de la commission qui nomme "l'honorable juge Sir A. A. Dorion commissaire pour s'enquérir de certains faits relatifs à la démission de l'honorable M. Lavallée, comme conseiller législatif et à la lettre écrite par le dit M. Lavallée, retirant la dite démission ; aussi copie de toutes instructions, lettres ou documents accompagnant cette commission."

L'honorable député ne demande pas même le rapport de l'honorable commissaire...

M. **Casgrain**—*député de Québec.*—J'avais l'intention de le demander, et si je ne l'ai pas inclus dans ma proposition c'est parce que j'ignorais que ce rapport existât.

L'honorable M. **Mercier**.—Ce n'est pas là une raison, car on savait bien qu'il y aurait un rapport de fait.

Dans un cas comme celui-ci, la commission n'est pas la pièce la plus importante à connaître, mais bien tous les documents qui se rapportent à cette malheureuse affaire.

Ce que la Chambre veut savoir, c'est tout ce qui s'est fait au sujet de cette démission de M. Lavallée.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.*—Au moment où nous nous sommes séparés pour la suspension de la séance à six heures, je disais que la Chambre voulait être aussi complètement renseignée que possible sur cette affaire, et que partant, la proposition de l'honorable député de Québec ne demandait pas assez. Je crois que cela n'est pas discutable.

Je regrette que l'on me force à parler de cette question, car je n'aime pas à la discuter. Je regrette aussi que l'on ait fait cette proposition. Je ne sais quels sont les motifs qui ont engagé l'opposition à soulever ce débat. Ces motifs peuvent être bons, seulement en demandant tous les documents qui se rapportent à cette affaire, ou en ne demandant rien du tout, on aurait évité le soupçon.

Je désire faire connaître en quelques mots les circonstances dans lesquelles la démission de M. Lavallée s'est produite, et pourquoi nous avons jugé à propos d'émaner la commission chargeant l'honorable juge en chef Dorion, de faire une enquête sur tous ces faits.

La démission a été donnée pendant mon absence. Si je signale le fait que cette démission a été donnée pendant mon absence, ce n'est pas parce qu'il me répugne de prendre la responsabilité de l'action du gouvernement. Au contraire cette responsabilité je la prends toute entière....

L'honorable M. **Tailon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition.*—Comme j'ai l'intention de soulever une question d'ordre sur l'amendement, je crois qu'il serait préférable de le faire dès maintenant, afin de raccourcir le débat. Je comprends que la discussion doit porter plus sur l'amendement que sur la proposition principale. Or si l'amendement n'est pas régulier, le débat devra être plus court que dans le cas contraire.

L'honorable M. **Mercier**.—Très bien. Quelle est la question d'ordre ?....

L'honorable M. **Taillon**.— Je suis d'opinion que l'amendement n'est pas dans l'ordre parce qu'il ne relève pas de la proposition principale. Voilà mon objection. Dans la proposition principale on ne demande que les documents relatifs à une certaine enquête. On ne va pas au-delà, tandis que dans l'amendement on demande copie des procédures pendantes devant les tribunaux à propos de certaines accusations. Ce n'est donc plus le même sujet, et par conséquent mon objection de défaut de corrélation est bien fondée. Je ne désire pas prendre inutilement le temps de la Chambre pour lui citer les auteurs sur cette question. J'ai ces citations sous la main, et je pourrai les communiquer à M. le président s'il en a besoin pour s'éclairer dans la décision qu'il va rendre. Bourinot et May, nos deux principales autorités sont très explicites sur ce point, et je crois que l'application que je fais de la règle qu'ils posent, est conforme à la pratique parlementaire.

D'ailleurs, il serait profondément injuste pour l'un des membres de cette Législature de faire mettre devant la Chambre et par conséquent devant le public, des actes d'accusations aussi graves que celles qui sont pendantes devant les tribunaux, avant que M. Lavallée ait eu l'occasion de faire sa défense.

L'honorable M. **Mercier**.— L'objection soulevée ne me paraît pas fondée, et je ne crois pas, M. le président, que vous ayez la moindre hésitation à la repousser immédiatement. Il s'agit en effet de la démission de M. Lavallée, et parmi les causes qui ont engagé ce monsieur à donner sa démission, se trouvent les accusations dont l'honorable chef de l'opposition a parlé. Le tout ne forme donc qu'une seule et même question, et l'amendement est parfaitement dans l'ordre.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la province.*—Un mot seulement, car je ne considère pas qu'il doive y avoir beaucoup d'incertitude à décider une telle question d'ordre.

L'honorable chef de l'opposition prétend que l'amendement n'est pas régulier parce qu'il ne relève pas de la proposition principale. Je ne vois pas sur quoi on peut baser une telle objection. L'amendement ne s'écarte nullement de ce qui forme le sujet de la proposition de l'honorable député de Québec. Les deux sont si intimement liés qu'on ne peut les séparer sans désir prémédité. Dans l'un comme dans l'autre cas, il ne s'agit que de la démission de M. Lavallée et des circonstances dans lesquelles elle s'est produite. Or les renseignements que l'honorable premier ministre veut faire mettre devant la Chambre, se rapportent directement à cette démission et par conséquent relèvent du sujet de la proposition principale. Le fait est que l'amendement n'a pas d'autre objet que de compléter la demande de l'honorable député de Québec, et par conséquent, la règle posée par les autorités parlementaires invoquées par l'honorable chef de l'opposition, ne s'applique pas au cas actuel. Je pourrais, M. le président, vous citer de nombreux précédents, mais je ne crois pas que la chose soit nécessaire.

M. **Casgrain** — *député de Québec.*—Je ne puis partager la conviction de l'honorable secrétaire de la province, car l'amendement ne s'en tient pas seulement à l'enquête faite devant le commissaire royal nommé par le gouvernement, mais il va beaucoup plus loin, et il tend à faire mettre devant la Chambre les pièces et tous les dossiers qui appartiennent à des causes pendantes devant les tribunaux et dans lesquelles M. Lavallée est accusé criminellement. Ce n'est plus le même sujet. C'est entrer sur un terrain entièrement différent de celui de ma proposition, et je ne comprends pas que l'on puisse s'obstiner à ne pas voir la différence énorme qui existe entre les deux cas.

De plus, il y a une question de justice. On veut faire mettre devant la Chambre des actes d'accusations criminelles auxquels M. Lavallée n'a pas encore pu répondre, c'est-à-dire, que l'on cherche à préjuger l'opinion publique contre cet homme avant qu'il ait eu occasion de se faire entendre. Ce n'est pas juste, ce n'est pas le *fair play* que l'on doit attendre d'un gouvernement qui ne veut pas faire de la persécution.

L'honorable M. **Marchand** — *député de Saint-Jean, président de l'Assemblée législative.*—La règle 12 établit que, "tous les amendements, excepté les amendements aux propositions demandant que la Chambre se forme en comité des subsides et des voies et moyens, doivent être relatifs à la motion principale et essentiellement analogues à la matière en question."

Il y a eu jusqu'à récemment, dans la pratique suivie aux communes fédérales et aux communes impériales, une différence marquée à l'égard du rapport que peut avoir un amendement à la motion principale, la pratique canadienne ayant été plus rigoureuse que la pratique suivie en Angleterre. Cependant, celle-ci s'est graduellement transformée jusqu'à ce qu'elle se soit assimilée à la pratique du parlement canadien. May, dans son édition de 1883, l'établit comme suit : *The law on the relevancy of amendments seems now to be that, if they are on the same subject matter with the original motion, they are admissible but not when foreign thereto.* Ce précepte paraît identique à celui établi dans la règle 12 plus haut citée.

La question se résume donc de savoir si l'amendement se rapporte à la matière en question "*if they are on the same subject matter,*" ou s'il ne s'y rapporte pas.

La motion principale demande la production de certains documents relatifs à un événement politique ; l'amendement propose de faire produire plusieurs autres documents relatifs au même événement.

Par l'adoption de la première proposition, la Chambre est partiellement renseignée, en adoptant la seconde elle tend à se renseigner plus complètement ; ce qui, abstraction faite du mérite intrinsèque de la question et comme simple matière de procédure, est son droit.

Je crois donc que l'amendement doit être maintenu.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.*—M. le président, la question maintenant est de savoir si la Chambre doit demander tous les documents que comprend l'amendement. Je crois qu'elle doit le faire si elle veut se renseigner. Je demande qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie de tous les mandats, plaintes ou autres procédures faites contre le dit Lavallée. Je regrette, je l'ai déjà dit et je le répète avec toute la sincérité dont je suis capable, je regrette, dis-je, d'être forcé de faire une procédure destinée à mettre toutes ces choses devant la Chambre, surtout en ce moment, mais j'y suis contraint par la conduite de mes honorables amis de l'opposition.

Les faits sont ceux-ci : Le 24 janvier dernier, M. Lavallée se démettait comme conseiller législatif et à cette fin, il signait une lettre devant MM. Magnan et Bazinet. La lettre dit qu'il démissionne librement et à la sollicitation de personne. Cette lettre a été enregistrée au bureau du secrétaire provincial, le 3 février. Le 6 février, une nouvelle lettre est reçue au bureau de Son Honneur le Lieutenant Gouverneur. Cette lettre est datée du 4 février, c'est-à-dire un jour après l'enregistrement de la première au bureau du secrétaire provincial. J'insiste sur les dates, car elles sont importantes. Dans cette deuxième lettre, M. Lavallée dit qu'il n'a donné sa démission que parce qu'il était menacé de poursuites criminelles déshonorantes pour lui et sa famille, que par conséquent cette démission n'est pas volontaire

mais qu'au contraire, elle lui a été arrachée par des menaces. Il déclare retirer sa démission et demande que l'on procède contre lui devant les tribunaux.

La première lettre, celle du 24 janvier, est adressée au lieutenant gouverneur en conseil, c'est-à-dire au gouvernement, tandis que la seconde l'était à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur. Je ne puis pas dire qu'est-ce qui a pu, dans l'esprit de M. Lavallée, motiver cette différence dans l'adresse. Dans tous les cas, les choses étaient dans cet état, lorsque je suis arrivé d'Europe. On m'a soumis ces deux documents. En présence de ces faits, quel était mon devoir ? M. le président, mon devoir était de ne pas permettre qu'on arrache impunément ainsi la démission d'un homme occupant une position aussi élevée que celle de M. Lavallée. Sans attendre que la demande m'en fut faite, je pris l'initiative de nommer une commission royale pour s'enquérir de la vérité des allégués contenus dans la deuxième lettre de M. Lavallée.

On paraît croire que la démission n'est pas valable de plein droit si elle n'a pas été donnée librement. C'est une erreur. La violence ne rend pas l'acte nul, mais seulement annulable. J'étais d'opinion que la démission était valable, mais qu'elle pouvait être annulée s'il y avait cause, et dans ce cas, c'est le devoir du tribunal de prononcer la nullité.

M. le président, il fallait faire une enquête, car il y avait des affirmations contradictoires sur des matières d'une grande gravité. Pour faire cette enquête, si délicate dans les circonstances, à qui devais-je m'adresser ? Pas à un homme politique, assurément. Il fallait une personne au-dessus de tout soupçon de partialité. Je m'en fus trouver l'ancien juge Meredith, un homme dont l'éloge n'est plus à faire, et qui jouit, dans une honorable retraite, de l'estime et de la

confiance publiques, et qui de plus, a toujours appartenu au parti de mes adversaires. Par cette démarche j'ai prouvé mon entière sincérité et le désir que j'ava's d'apporter dans tous mes actes la plus stricte impartialité. L'honorable M. Meredith jouit d'une retraite bien gagnée par une longue vie de labeurs et d'études. De plus sa santé, depuis quelques années laisse à désirer. Quand je me suis adressé à lui, il m'a répondu qu'il ne pouvait accepter, vu l'état de sa santé. En face d'un refus aussi bien motivé, il ne m'était pas permis d'insister. Alors je me suis adressé à un homme vraiment supérieur, et qui jouit sans conteste de la confiance de tous les citoyens de cette province sans distinction ; je me suis adressé au juge en chef, au président du premier tribunal de la province, Sir Antoine-Aimé Dorion. C'est un ancien libéral, mais la haute réputation d'intégrité et d'impartialité qu'il a su acquérir, le met à l'abri de tout soupçon. D'ailleurs, à n'importe quel point de vue, personne ne peut me blâmer d'avoir choisi un homme aussi distingué par son caractère que par sa science profonde et son expérience.

L'honorable juge en chef consentit, non sans beaucoup d'hésitations, à accepter la mission que je lui proposais, et l'enquête s'est faite. Elle a constaté que non-seulement M. Lavallée n'avait pas été violenté pour l'amener à donner sa démission comme conseiller législatif, mais qu'au contraire, il avait prié et supplié mes amis pour engager mon collègue, l'honorable solliciteur général, à arrêter les poursuites. M. Lavallée a même offert, pour détourner ces poursuites instituées contre lui, de s'engager à appuyer le gouvernement, et même à se démettre. Ces offres ne furent pas acceptées, et elles ne pouvaient l'être en honneur pour la Législature et pour le gouvernement. De plus il s'agissait de l'administration de la justice criminelle, chose sacrée qui plane bien au-dessus des ministères et des partis.

Sept jours après avoir donné sa démission, il écrit : “ Mes amis politiques veulent me faire retirer ma démission, mais je ne le ferai pas.”

Où est la violence, où est l'intimidation en tout ceci ? Dans le cours des incidents qui précèdent cette démission, il veut signer une lettre écrite par un autre, par laquelle il remettait son mandat de conseiller législatif, et les témoins invités à signer avec lui, disent ; “ non, écrivez vous-même et nous signerons.” Ici encore où est la violence ?

Le 4 février, il retire sa démission. Dans cet état de la question, mon devoir était de prendre les moyens de savoir exactement la vérité. C'est ce qui a été fait.

Par sa deuxième lettre, M. Lavallée demandait que des poursuites criminelles fussent instituées contre lui afin de lui donner l'occasion de se disculper. C'était encore mon devoir d'acquiescer à sa demande, persuadé que s'il était innocent de ce dont on l'accusait, il lui serait facile de le prouver. J'ai donc donné ordre que des poursuites fussent prises contre lui.

Après cet exposé bien sommaire des principaux faits de cette cause, la Chambre comprend comme moi, la nécessité à ce que tous ces papiers soient mis devant elle.

M. le président, s'il est vrai que l'on a usé de violence à l'égard de M. Lavallée, je le traiterai avec justice, et je demanderai qu'il soit réinstallé dans sa charge, car il ne faut pas qu'un seul membre de cette Législature soit intimidé, soit dans l'exercice de son devoir, soit dans les décisions qu'il peut prendre, quant à ce qui regarde son mandat.

Je ne dirai qu'un mot du mérite des poursuites criminelles qui sont pendantes devant les tribunaux. Il est regrettable que ces poursuites se rapportent encore à

l'argent dépensé pour la colonisation. La preuve constate que pendant deux années, des sommes considérables ont été payées à ce conseiller législatif pour des travaux qui n'ont jamais été faits. Elle établit que pendant toute une année, il a fait des rôles de paie pour des travaux qui n'ont jamais existé. La preuve constate encore que les signatures ont été faites par M. Lavallée et que les personnes dont les noms apparaissent n'ont jamais reçu un seul sou. Plus que cela ; la preuve établit que le juge de paix dont le nom apparaît comme certifiant la signature de ceux qui auraient touché l'argent, d'après ces rôles de paie, a fait un faux puisque jamais ces personnes n'ont comparu.

Si ces faits peuvent être contredits, tant mieux pour M. Lavallée, surtout tant mieux pour la moralité publique, et tant mieux pour le pays.

M. le président, il m'est pénible de parler de cette question, mais ce n'est pas moi qui ai soulevé ce débat. Ce sont les amis de M. Lavallée qui paraissent avoir entrepris sa ruine.

Bien loin de faire du bruit autour de son nom et de ses actes, ils auraient dû plutôt lui conseiller de faire en sorte que sa conduite reste dans l'oublie, car elle n'est certainement pas digne. Au moment où nous accordons une enquête pour savoir si la démission qu'il avait donnée était valable oui ou non, que fait M. Lavallée ? Il va prendre son siège, au mépris de toutes les notions de convenance. Cet homme là se croit capable de se démettre et de se " remettre " de sa propre volonté ! . . .

Il ne m'appartient pas de dire maintenant ce qui va être fait si on continue ce système là. Mais enfin, il faut bien appeler les choses par leur nom, et ne pas se gêner de dire que quand un homme prend possession d'un siège auquel il n'a pas droit, que cet homme là doit être mis à la porte. Le siège de M. Lavallée est vacant jusqu'à ce qu'il

plaise à Son Honneur le lieutenant gouverneur de le remplir, en la manière ordinaire, par la nomination d'un autre conseiller législatif.

Si la preuve établit que M. Lavallée n'a pas agi librement, qu'il a été violenté, notre devoir sera d'annuler sa démission et de le renommer. Mais s'il ne fait pas cette preuve, notre devoir sera de nommer pour lui succéder un honnête homme.

L'honorable M. **Flynn** — *député de Gaspé*. — Dans l'amendement il y a deux choses bien distinctes. L'honorable premier ministre désire compléter la demande faite par l'honorable député de Québec. Pour ce qui regarde le rapport du commissaire enquêteur, je crois pouvoir dire que l'honorable député avait l'intention d'en demander le dépôt

Mais l'honorable premier ministre ne se contente pas de cela. Il demande de plus, copie des actes d'accusation criminelle qui ont été soumis aux cours de justice. C'est donc entrer sur un nouveau terrain.

Je ne prétends pas que la Chambre n'a point le droit de demander ces documents, mais la coutume suivie en Angleterre dans ces dernières années nous engage à agir avec la plus grande prudence. Ainsi nous voyons que le parlement impérial lui-même s'est arrêté quelques fois dans son désir de se renseigner quand il s'agissait de questions soumises à la décision des tribunaux de justice.

Si ces documents sont mis devant nous, nous n'aurons après tout, qu'une partie des renseignements que la Chambre désire, puisque nous n'aurons pas la défense faite par M. Lavallée. Or, la Chambre en adoptant cet amendement courrait le risque de préjuger énormément la question. Le public serait porté à juger faussement M. Lavallée, et cela en vertu de documents émanant de cette Chambre.

D'un autre côté il ne faut pas oublier le principe qui veut qu'un homme soit innocent jusqu'à ce qu'il soit trouvé coupable. Il y a donc quelque chose dans ce procédé qu'on nous demande d'adopter, qui blesse la justice. C'est pourquoi je propose en sous amendement, que les mots après "documents annexés" dans la proposition à l'amendement, soient retranchés.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—Je ne saurais donner une meilleure preuve des graves inconvénients qui résultent de la procédure faite par l'honorable premier ministre; que ce qui vient de se passer. Ainsi, l'honorable premier ministre a pu parler assez longuement de certains faits dont nous n'avons pas officiellement la moindre connaissance. Si au moins l'honorable premier ministre avait donné avis de sa proposition, nous aurions peut-être pu nous renseigner ailleurs.

Si l'amendement est adopté, on mettra devant le public tout ce qui tend à faire croire que M. Lavallée est coupable des accusations portées contre lui, tandis qu'il n'y aura pas un mot pour sa défense. J'ai bien le droit de demander au premier ministre s'il se croit justifiable de prendre une position comme celle-là. Quant à moi, quand bien même je devrais être seul, je voterai contre l'amendement.

Le sous-amendement est mis aux voix :

Ont voté pour :—MM. Baldwin, Casgrain, Desjardins, Duplessis, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Hall, Lapointe, LeBlanc, Martin, (Bonaventure), McIntosh, Nantel, Owens, Poupore, Spencer et Taillon.—16.

Ont voté contre :—MM. Bazinet, Bernatchez, Bisson, Cameron, Cardin, Champagne, Déchène, (L'Islet), de Grosbois, Duhamel, Forest, Gagnon, Gladu, Goyette, Lafontaine, Laliberté, Lareau, Larochelle, Martin, (Rimouski),

Mercier, Morin, Pilon, Rinfret, Robidoux, Rocheleau, Shehyn, Sylvestre et Tessier.—27,

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

La proposition de M. Casgrain, telle que modifiée par l'amendement de l'honorable M. Mercier, est ensuite adoptée.

LA PROCÉDURE EN MATIÈRES COMMERCIALES.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi concernant la procédure quant à certaines matières commerciales et autres, requérant célérité.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation*.—M. le président, je propose que ce projet de loi soit adopté en deuxième délibération.

J'avoue que je n'ai pas le mérite des réformes bienfaites que contient ce projet de loi. Il a été préparé par des juges et un certain nombre d'avocats qui, à ma demande, ont bien voulu se charger de ce travail.

C'est le commencement de la réforme que j'ai promise ; j'espère la continuer et la mener à bonne fin.

Par ce projet de loi on propose de déclarer que les matières suivantes seront l'objet d'une procédure sommaire :

Premièrement, “ les actions en résiliation ou rescission de bail, ou en recouvrement de dommages provenant de l'infraction à quelques-unes des conventions du bail, ou pour l'inexécution des obligations qui en découlent d'après la loi, ou qui résultent des rapports entre locateur et locataire.”

Deuxièmement, “ les actions fondées sur lettres de change, billets à ordre ou au porteur, chèques ou mandats de paiement, bons ou reconnaissances de dettes.”

Troisièmement, “ les demandes de commerçants pour
“ prix et valeur de marchandises ou articles vendus dans le
“ cours ordinaire de leurs opérations commerciales.”

Quatrièmement, “ les réclamations pour salaires ou gages
“ des commis, employés, ouvriers, journaliers ou domesti-
“ ques, payables à la journée, à la semaine ou au mois ;
“ ainsi que les réclamations pouvant résulter des rapports
“ entre ces derniers et leurs patrons ; et

Cinquièmement, “ les réclamations pour pension et loge-
“ ment par les hôteliers et maîtres de pension.”

On connaît, M. le président, les délais de la procédure actuelle. On sait qu'ils sont longs, trop longs de l'avis de tout le monde. Il s'écoule deux mois à deux mois et demi en procédures ridicules et inutiles avant que la cause soit prête à être entendue au mérite, par le tribunal qui en est saisie. Et je ne parle que des causes claires qui pourraient être jugées presque sur le champ. Ainsi pour une simple cause sur billet promissoire, vous accumulez un monceau de papiers de toutes espèces qui font le désespoir des créanciers, la fortune des avocats et l'ennui des juges. C'est une longue série de pièces de tout genre accompagnées chacune de délais dont on ne voit plus la fin. Ainsi à l'avenir le délai d'assignation ne sera plus que d'un jour intermédiaire, lorsque le lieu de la signification est dans un rayon de cinq lieues, avec l'extension ordinaire lorsque la distance est plus grande. Les délais pour les autres procédures seront d'un jour également.

Aujourd'hui il faut accomplir toute une cérémonie pour clore l'enquête. Par ce projet de loi, on change tout cela, c'est-à-dire qu'on veut consacrer le principe que quand une partie ne procède pas, c'est signe qu'elle ne veut pas procéder. On dit : “ L'enquête d'une partie peut-être déclarée close sitôt qu'elle cesse de produire ses preuves.”

Si ce projet de loi est adopté, les jugements pourront être rendus à l'avenir, en dehors des termes. Voilà une réforme radicale, mais qui se justifie assez facilement à mon avis. Lorsque vous réclamez une dette constatée dans un écrit et qu'on admet la dette, ou qu'on fait un plaidoyer ridicule, pourquoi dans de tels cas, attendre le terme ? En suivant le mode proposé, la justice ne pourra en souffrir et les intérêts en jeu se trouveront mieux protégés.

Le jugement sera exécutoire huit jours après qu'il aura été prononcé, excepté pour les actions en résiliation ou rescission de bail, que j'ai mentionnées il y a un instant.

Il peut se faire que l'on considère cette loi comme un peu sévère, mais je crois qu'il est important de donner enfin satisfaction à l'opinion publique, et de mettre un terme à un état de choses que tout le monde regrette, parce qu'il est préjudiciable à tous les intérêts dignes de protection.

La commission que j'aurai l'honneur de recommander au procureur général de nommer, pour étudier et résoudre l'importante question de la réforme de notre code de procédure civile, sera composée de juges, d'avocats et d'hommes d'affaires, car il n'y a pas seulement les hommes de loi, c'est-à-dire les avocats et les juges qui peuvent rendre des services dans une telle commission. Les autres classes de la société sont aussi en état par leur expérience pratique, de nous dire ce qu'il faut faire pour améliorer la procédure et la rendre conforme aux besoins du pays.

A l'heure qu'il est la procédure est tellement lente qu'elle désespère les créanciers. Ils préfèrent ne pas poursuivre plutôt que de commencer un procès dont ils ne prévoient pas la fin. De plus, cette procédure, en raison même des délais qu'elle établit, est si coûteuse que les hommes d'affaires en sont effrayés. S'il y a poursuite pour le recouvrement d'une dette, on constate après quelque temps, que le débiteur est ruiné, et que le créancier n'a

pas d'autre chose sur laquelle il peut compter, pour se refaire de ses frais et pour se faire payer de sa créance, que son jugement qui est bon pendant trente ans. Voilà tout ce qui lui reste après un procès qui lui aura fait perdre beaucoup de temps pour se consulter avec son avocat et pour répondre aux sommations du tribunal. D'un autre côté la position du débiteur est beaucoup plus déplorable, puisque tout son avoir est passé pour acquitter les frais de cours, d'huissier, d'avocat et qu'en fin de compte il reste toujours débiteur de la somme réclamée par l'action. Il n'est pas rare de voir le débiteur s'emparer du cœur d'un brave et honnête homme ainsi ruiné et lui faire prendre le chemin des Etats-Unis. C'est ainsi que notre population s'éloigne du pays et va enrichir de son travail énergique et persévérant la république américaine.

Je dois publiquement rendre hommage à l'occasion de ce projet de loi, à la précieuse collaboration des honorables députés de Montréal-est et de Rouville. Tous deux m'ont donné le concours de leur intelligence et de leur science légale pour préparer ce projet de loi. Ils ont donné, avec les honorables juges, leur temps sans aucune rémunération quelconque, et c'est grâce à eux que je dois d'être en état de déposer maintenant ce projet de loi.

Lorsqu'il s'agira de la commission projetée, je me ferai un devoir de prendre pour en faire partie, des hommes appartenant aux deux côtés de la Chambre. Ce sera un excellent moyen de faire un travail qui se recommandera à la favorable considération de tous et qui contribuera à le mieux faire accueillir par l'opinion publique.

On m'a remis, depuis que le projet de loi est imprimé, certains amendements. Ces amendements ne touchent pas à des matières importantes, mais, s'ils sont incorporés dans le projet, pourront le rendre plus intelligible. J'espère que

ces quelques remarques suffiront pour engager la Chambre à accepter ce projet de loi.

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé*.—Je vois, par le discours de l'honorable premier ministre qu'il se propose de nommer une commission, dont la mission sera de préparer un projet de révision du code de procédure civile. Alors je me demande s'il ne serait pas mieux d'attendre ce travail avant de modifier ce code....

M. le **Premier ministre**.—Si l'honorable député veut me permettre de l'interrompre je puis lui donner immédiatement la réponse....

L'honorable M. **Flynn**.—Volontiers....

M. le **Premier ministre**.—J'ai envoyé une lettre circulaire à un très grand nombre d'avocats et de juges—et j'espère que l'honorable député de Gaspé, qui est membre du barreau, a reçu l'une de ces circulaires,—et parmi les rapports que j'ai reçus, un grand nombre de personnes me recommandent de faire une loi temporaire, en attendant le travail très élaboré qui sera confié à la commission. C'est là le motif qui m'a engagé à soumettre dès maintenant ce projet de loi.

L'honorable M. **Flynn** — *député de Gaspé*. — Je crois que le gouvernement ferait mieux d'attendre à la prochaine session pour faire adopter ce projet de loi. S'il nomme une commission pour étudier le code de procédure civile avec mission de le modifier, il serait beaucoup plus à propos d'attendre le rapport de cette commission. On sait qu'il est toujours dangereux de modifier une partie seulement du code, sans étudier la portée générale que ces modifications peuvent avoir sur l'ensemble de la procédure.

Il est possible qu'il y ait beaucoup de bonnes choses dans ce projet de loi, mais à tout événement, les délais me paraissent trop courts. S'il est adopté, les changements s'ap

pliqueront aussi bien aux campagnes qu'aux villes, or pour faire mieux comprendre toute la valeur de mon objection, je prendrai le comté de Gaspé comme exemple.

Il est dit qu'il y aura un délai d'un jour, par distance de cinq lieux à parcourir. Là il sera matériellement impossible d'exécuter cette partie de la loi. Il pourra par conséquent y avoir déni de justice. Mais même pour les villes, ce délai est encore trop court. Il arrive souvent qu'un homme est assigné en son absence, pour comparaître devant le tribunal, et quand bien même cet homme arriverait le lendemain de son assignation, ce serait encore trop tard et il pourrait être condamné pour défaut.

On peut dire que les délais sont trop longs à l'heure qu'il est, mais il vaut mieux à mon sens, qu'ils soient trop longs que trop courts. Leur longueur entoure l'administration de la justice de plus de garanties.

Il peut se faire que la procédure actuelle donne lieu à des objections sérieuses. Dans tous les cas je ne voudrais pas me prononcer.

Il y a une distinction à faire entre les actions en résiliation de bail, et les autres poursuites. En matière de résiliation de bail, on comprend que la Législature ait pu trouver que les délais étaient assez longs. Il y a d'autres cas pour lesquels la procédure me paraît excessivement sommaire.

Il faut une réforme, tout le monde l'admet et la demande. Mais je crois que le projet de loi va trop loin ; de plus je dis qu'il sera absolument impossible de suivre ces délais dans un bon nombre de districts ruraux.

Si l'honorable premier ministre insiste pour faire adopter ce projet de loi cette année, j'espère qu'il consentira à faire quelques amendements, surtout en ce qui concerne les délais.

M. le Premier ministre.—Si les délais sont trop courts, on pourra les étendre en comité général, car maintenant il ne s'agit que du principe même du projet de loi. On se récrie du peu de temps laissé au débiteur, mais si la dette en recouvrement de laquelle l'action est prise, est réellement due, il ne peut y avoir trop de sévérité contre l'individu qui veut trainer les procédures en longueur dans le but de frauder son créancier. S'il doit, pourquoi faire des frais inutiles. Et s'il ne doit pas, quel est le juge qui refusera d'accorder du délai sur affidavit, afin de permettre au défendeur de présenter au tribunal une défense bien fondée.

L'honorable député parle du comté de Gaspé comme devant particulièrement souffrir de l'application de cette loi. Mais il oublie que si la distance à parcourir est de vingt lieues, le délai alors se trouvera être de quatre jours.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition.*—Il faut tenir compte de la rigueur parfois exceptionnelle de nos hivers.

M. le Premier ministre.—Si le débiteur, à cause du mauvais temps, ne peut se rendre à l'audience le jour assigné, l'huissier de son côté ne pourra pas s'y rendre non plus, de sorte que le débiteur ne pourra en souffrir.

M. Lareau—*député de Rouville.* — Les délais peuvent se diviser en deux classes : les uns se rapportant aux causes commerciales, les autres aux causes ordinaires.

L'opinion générale aujourd'hui, est que les délais se rapportant aux causes commerciales, sont beaucoup trop longs. Quant aux autres, on serait d'opinion de les modifier aussi, dans une certaine mesure. Je crois que l'on devrait suivre l'exemple que nous donnent les autres pays, et surtout les autres provinces avec lesquelles nous faisons des affaires, pour ce qui concerne la procédure en matière commerciale. A Ontario, on va encore beaucoup plus loin que ce projet de loi.

Nous n'avons pas voulu adopter la procédure d'Ontario parce que l'on craignait que les changements auraient été trop radicaux. Nous avons donc adopté la procédure sommaire d'un jour de délai. C'est ce qui existe en France et en Belgique. Je suis à peu près certain que les membres de la profession légale vont trouver à redire, quoiqu'il en soit nous ne travaillons pas pour eux, mais pour le public.

Je suis certain que l'innovation sera bien accueillie à Montréal. Nous n'avons pas voulu aller aussi loin qu'en France, bien que là personne ne se plaigne de la célérité de la procédure.

Je suis bien certain qu'à Gaspé comme ailleurs, les marchands seront bien contents de pouvoir obtenir jugement promptement, quand un débiteur se prépare à passer aux Etats-Unis.

M. Casgrain—*député de Québec*.—Le principe de ce projet de loi est excellent. La profession légale requiert une mesure immédiate de la nature de celle qui est devant la Chambre. Pour donner un exemple des lenteurs interminables de la procédure actuelle, je citerai à la Chambre le fait suivant.

J'ai saisi en juillet dernier au nom d'un de mes clients, une certaine quantité de charbon, et je n'ai pu obtenir jugement qu'en avril ce printemps. Mais, à ma grande surprise, lorsqu'il m'a fallu régler, je me suis aperçu que la valeur du charbon était absorbée par les frais que me demandait le propriétaire du quai où était ce charbon. Il me demandait \$400 pour le loyer. En définitive il ne m'a resté que la consolation de faire payer les frais par mon client.

L'honorable député de Rouville a dit que ceux qui ont préparé ce projet de loi, ont fait exception en faveur des causes maritimes. Ici ces cas se présentent souvent, et il n'est pas rare de voir les navires laisser le port avant que

nous puissions procéder contre eux, car on ne peut pas toujours jurer qu'ils ne partent que pour frauder leurs débiteurs.

Quant à ce qui regarde les délais d'assignation, je partage l'opinion de l'honorable député de Gaspé. Le système de ce projet de loi, peut être bon en France, où les voies de communication sont extrêmement faciles, et où il y a des chemins de fer partout. Je dis donc qu'un jour n'est pas suffisant, car il arrive très souvent que les chemins, dans les parties rurales de la province, soient bloqués par la neige pendant deux ou trois jours.

L'huissier pourra bien faire son service, mais le défendeur ne pourra peut-être pas venir trouver son avocat, parce que juste au moment où il se préparait à partir, une de ces tempêtes que nous connaissons trop bien en Canada, commencerait à sévir. Je crois donc qu'il faudrait au moins trois jours.

M. Tessier—*député de Portneuf*.—Je voudrais surtout que les délais fussent abrégés en ce qui concerne la procédure après que le jugement a été rendu. Une malheureuse expérience nous enseigne, trop souvent, que le débiteur malhonnête profite des délais, pour mettre son bien à l'abri de l'exécution du jugement. C'est là où la réforme sera la mieux accueillie.

M. Hall—*député de Montréal-ouest*.—Un mot seulement pour dire que j'ai suis en faveur du principe de ce projet de loi. Dans des grands centres comme Montréal, où les affaires judiciaires sont très nombreuses, et où les transactions commerciales donnent lieu à beaucoup de causes requérant la célérité dans la procédure, il y a longtemps que cette réforme est demandée. Les délais actuels sont trop longs, et sont un ennui et une source de pertes pour le commerce.

M. Lemieux—*député de Lévis*.—Il faudrait nommer un comité spécial auquel seraient renvoyés ces projets de loi, dans le but de permettre aux intéressés de donner leur avis sur le changement proposé. Ces modifications sont très importantes et il ne faut pas les adopter à la légère.

M. le Premier ministre.—J'allais proposer la chose.

M. Lareau.—Je crois en effet qu'il serait peut-être mieux de renvoyer ce projet de loi au comité de législation.

Ce projet de loi est adopté en deuxième lecture, et renvoyé au comité de législation.

Le projet de loi déclarant que les territoires érigés en paroisses, en vertu de la loi 34 Victoria, chap. 8, sont des municipalités scolaires, et faisant disparaître tout doute à ce sujet, ainsi que le projet de loi concernant l'agriculture, sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires.

DÉPÔT DE PROJETS DE LOI.

M. Hall.—*député de Montréal-ouest*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pourvoyant à la tenue d'enquête sur les malversations des corps publics.

L'honorable **M. Gagnon**—*député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la province*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre deux projets de loi :

Le premier, concernant la compilation des statistiques des naissances, mariages et causes de décès dans la province.

Le second, pour mieux définir le mode de sépulture, inhumations et exhumations.

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Séance du mardi, le 29 mai 1888.

SOMMAIRE :—Délibération sur divers projets de loi. — Délibération sur le projet de loi pour modifier le code civil en ce qui concerne les entrepreneurs : MM. David, Blanchet, Mercier, Flynn, Boyer, McShane, Turcotte et Lareau. — Délibération sur un projet de loi pour modifier le code civil en ce qui concerne la liste des effets exemptés de saisie : MM. David, Boyer, Déchène (de l'Islet), Flynn et Taillon.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et vingt minutes.

Le projet de loi pour modifier certains articles du code municipal est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

Les projets de loi suivants sont adoptés en deuxième délibération et renvoyés au comité de législation :

Concernant la procédure en matières commerciales.

Pour modifier la loi de cette province, 44-45 Victoria, chapitre 17, intitulée, acte pour assurer le paiement du constructeur et de l'ouvrier.

LES ENTREPRENEURS.

L'ordre du jour appelle la 2^e délibération sur le projet de loi pour modifier certains articles du code civil.

M. David—*député de Montréal-est*.—M. le président, j'ai déjà expliqué sommairement le but de ce projet de loi.

Il est à l'effet de modifier l'article 1690 du code civil. Cet article se lit comme suit :

“ Lorsqu'un architecte ou un entrepreneur se charge de
“ construire à forfait un édifice ou autre ouvrage par marché

“ suivant plan et devis, il ne peut demander aucune augmentation de prix, ni sous le prétexte de changement dans les plans et devis, ni sous celui d'augmentation de la main-d'œuvre ou des matériaux, à moins que ces changements ou augmentations ne soient autorisés par écrit, et le prix arrêté avec le propriétaire.”

Les entrepreneurs veulent que cet article soit changé, car ils ne voient pas de raison d'être ainsi soustraits au droit commun. Il est vrai que c'est la loi en France, mais ici il n'y a aucune des raisons que l'on trouve là-bas, pour maintenir ce texte de l'article 1690.

L'amendement que je suggère à cet article a été soumis à plusieurs avocats et même à deux juges qui, en l'approuvant, ont exprimé, j'ai lieu de le croire, l'opinion de leurs confrères sur le banc.

D'un autre côté, n'importe quel membre de la profession légale sait très bien que l'interprétation de cet article 1690 a donné lieu à des décisions contradictoires. Des juges ont décidé, par exemple, qu'on n'avait pas le droit d'interroger le propriétaire pour avoir un commencement de preuve, tandis que d'autres juges ont décidé absolument dans le sens opposé. Dans ce conflit, qui a raison ? Comme il serait téméraire de se prononcer individuellement sur une telle question, il vaut mieux que la Législature la tranche définitivement, en fixant l'interprétation à être donnée à cet article.

Je crois qu'il serait très avantageux pour les fins de la justice, de faire comparaître les propriétaires pour dire s'ils ont oui ou non demandé tels ou tels travaux additionnels.

On comprend combien il est difficile pour un entrepreneur de toujours demander au propriétaire un écrit pour des travaux, qui, peut être, ne montent pas à trois ou quatre cents piastres divisées en petits montants, sur une entreprise de dix ou douze mille piastres. Outre l'embarras

qu'inspire ce procédé, car il indique de la défiance contre celui qui fait travailler, il arrive que beaucoup de propriétaires ne savent pas écrire et il faudrait aller chaque fois chez le notaire, pour faire rédiger cet écrit.

Pendant la vacance, l'honorable premier ministre a eu une entrevue avec l'association des entrepreneurs de Montréal au sujet de l'amendement que je propose. Cette association est très puissante dans la région de Montréal. Je crois qu'elle a réussi à convaincre l'honorable premier ministre que leur demande était juste. Je crois aussi que les entrepreneurs ont eu une entrevue avec l'honorable député de Montréal-ouest. J'espère qu'ils ont pu le convaincre également de la nécessité et de la justice de mon amendement.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce*. — M. le président, il y a peut-être du bon dans ce projet de loi, mais je crois que si nous l'adoptons tel quel, nous ferions un pas rétrograde. Lorsque les hommes éminents par leur savoir et leur longue expérience, ont rédigé notre code, ils ont constaté qu'il valait beaucoup mieux à tous égards, ne pas faire intervenir le propriétaire dans ces cas-là. Par là ils voulaient autant que possible fermer la porte aux procès. La seconde raison qui a fait agir les codificateurs, c'était de diminuer les serments. Il en a été de ces cas-ci comme de ceux relatifs à la prescription, car dans tous les cas, à quelques rares exceptions, les gens juraient sans hésiter pour avoir le bénéfice de la prescription. C'était donc une source incalculable de faux serments.

Je ne verrais pas d'objection à ce que ce projet de loi fût renvoyé au comité de législation. Il pourrait être étudié avec soin et y subir les changements qu'une sage délibération pourrait suggérer.

Il n'y a pas de doute qu'il résulte des inconvénients de la situation actuelle, mais je crois que le système suggéré

présenterait des dangers considérables à certains égards. Dans tous les cas, il me faudra d'assez graves raisons pour changer mon opinion.

Ce projet suggère encore une autre modification fort importante. Ainsi ce sont les codificateurs qui ont changé la loi qui donnait au juge la faculté d'accorder du délai au débiteur. Auparavant le juge pouvait décréter que le débiteur se libérerait en payant tant par semaine, au lieu d'un seul paiement. Mais ici encore l'expérience a prouvé que ce privilège était parfaitement illusoire.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.*—La question en effet présente beaucoup de difficultés, mais on peut et même l'on doit, malgré cela, se demander pourquoi l'on met les entrepreneurs en dehors du droit commun. Tous les citoyens, à l'exception de cette classe de personnes, peuvent exiger l'exécution d'une obligation sans un écrit qui en constate l'existence. Mais quand il s'agit des entrepreneurs, on peut les faire travailler, leur faire faire des déboursés et ils ne peuvent rien réclamer en retour de ces dépenses, à moins qu'ils aient un écrit par lequel ils puissent prouver qu'on leur a demandé de faire ces travaux. Pourquoi cette disposition n'existait-elle pas dans l'ancien droit français ?

L'article 1690 est celui dont il s'agit dans ce débat. Il a été emprunté au code Napoléon. Je n'ai jamais pu comprendre pourquoi ici on a mis les entrepreneurs en dehors du droit commun. Je suis bien prêt à admettre que le régime du droit commun pourrait présenter des inconvénients, mais ces inconvénients ne sauraient être comparés à l'injustice qui résulte du régime que nous avons.

Pour mieux faire saisir ma pensée, je suppose que je fais un contrat avec plan et dévis. L'entrepreneur examine ces

dévis, et conclut un marché avec moi. Une fois que les travaux sont exécutés je m'aperçois que telle ou telle porte est mal placée et je donne ordre à l'entrepreneur de la changer de place. Une fois la maison terminée, l'entrepreneur me dit : J'ai fait tels changements à votre demande, et vous me devez \$100 pour ces travaux additionnels. Je refuse de le payer, parce qu'il n'a pas un écrit de ma main constatant que je lui ai demandé de faire ces changements. De plus ce brave homme n'a pas même le droit de me prendre à mon serment. Est-ce juste ? Est-celà un régime acceptable ? Je ne le crois pas et je ne vois pas pourquoi on met cet homme en dehors du droit commun, et pourquoi on lui crée par là même une position aussi difficile.

Pourquoi, au moins, ne pas lui permettre de me déférer le serment ? Je comprends qu'il ne peut faire une preuve testimoniale pour un montant au-delà de \$50.00, mais au moins qu'on le mette sur le même pied que les autres citoyens.

J'avoue que j'ai toujours eu une grande répugnance à modifier nos codes en ce qui concerne des matières fondamentales ou de principe. Aussi, avant d'en venir à une décision relativement à ce projet de loi, j'ai cru prudent de me faire bien expliquer les demandes formulées par les entrepreneurs. Ces messieurs sont venus me rencontrer au bureau du gouvernement à Montréal, et ils m'ont exposé toutes leurs raisons. Entre autres choses ils m'ont démontré que Québec était la seule province du Dominion où on trouvait une disposition comme celle contenue dans l'article 1690 du code civil. Après une assez longue entrevue où nous avons discuté la question, ces messieurs m'ont convaincu que leur demande était juste et j'ai pris la résolution d'appuyer ce projet de loi.

Dans la cause de Farmer, la cour inférieure avait rigoureusement appliqué l'article 1690, mais la cour d'appel a

renversé ce jugement. Dans ce cas, les juges de la cour d'appel ont décidé que si le propriétaire avait refusé de répondre lorsqu'il avait été questionné lors de la preuve, il aurait bénéficié de la disposition contenue dans cet article 1690, et que par conséquent le demandeur aurait perdu sa réclamation.

Dans cette cause de *Beckham vs. Farmer*, voici comment s'exprime le juge Torrance :

" One important question in the first place to be decided " was whether the plaintiff should be allowed to prove the " extras by the oath of the defendant and by parole evidence. " It was so held in the case of *Kennedy vs. Smith*, decided " in the court below in favor of the defendant but reversed " in appeal.

" The court below was guided by the article of the " French Code 1793, which was not then law in Lower " Canada, but which has become law in C. C. 1690. This " article, says the codifiers of our Code, " is suggested for " the establishment of a rule the want of which has been " much felt in this country. The necessity imposed upon " the contractor to obtain written authority to enable him " to recover for extra work, has been wisely adopted in " France, and is spoken of with commendation by all the " commentators on the Code Napoléon. The writing is " essential and its absence cannot be supplied by the oath " of the proprietor." The court conceives it to be its duty " under this law to reject the evidence for the extras."

Ainsi on voit qu'il y a eu conflit dans les décisions rendues par les deux tribunaux sur la question de savoir si le témoignage du défendeur peut être admis comme preuve en faveur du demandeur. Il est vrai que la cour d'appel a maintenu cette preuve, mais ce conflit de jugements devrait engager la Chambre à trancher le doute qui pourrait encore subsister, au moyen d'un amendement.

Malgré toutes ces bonnes raisons, j'avoue que c'est une démarche grave que l'on nous invite à faire. L'amendement proposé est important et je ne voudrais pas prendre sur moi de conseiller à la Chambre de l'adopter à la légère. Pour moi, après avoir étudié la question, je n'hésite pas à me prononcer en faveur de la modification proposée.

La suggestion qui a été faite de renvoyer ce projet de loi au comité de législation est bonne et je serais heureux qu'elle fut suivie.

Ce que nous avons discuté jusqu'à présent est le point le plus important de ce projet de loi ; le reste me paraît bien secondaire.

Je suis prêt à me prononcer sur la question de savoir s'il ne serait pas mieux de permettre au juge de fixer des délais pour le paiement en rendant jugement. La loi actuelle déclare formellement que les juges n'ont pas le droit de donner du délai. Cette règle ne souffre pas d'exception. Ainsi un individu est condamné dans une action en dommage. C'est bien là l'un des cas où il ne peut y avoir de provision de faite d'avance, et les déboursées qu'occasionne cette condamnation ont bien tous les caractères d'une dépense extraordinaire. Le défendeur demande du délai et le juge est obligé de le refuser car la loi est là, formelle, positive dans son texte. Néanmoins je ne vois pas de mal à ce que le juge puisse dire que le paiement sera fait dans tels et tels délais.

M. David—*député de Montréal-est.*—En France, le juge peut accorder des délais dans certaines circonstances. Pourquoi ne pas établir ce système ici ? Pourquoi ne pas permettre au pauvre homme d'avoir le bénéfice de certains délais pour se libérer ? Pourquoi tous ces frais de saisie et autres, qui appauvrissent le débiteur et ne servent de rien au créancier ? On serait bien en peine de me répondre d'une manière raisonnable et juste. Tout ce que l'on peut invo-

quer, c'est la routine. C'est là une triste raison. Qu'on ne l'oublie pas, ce que je demande dans mon projet de loi à propos des délais est ce qui existe en France et fonctionne très bien.

Pourquoi a-t-on tant peur de donner au pauvre homme un peu de protection ? Ailleurs on accorde ces délais tandis que dans la province de Québec on résiste toujours à toutes les réformes bienfaisantes que l'on demande. Vous aurez beau dire et beau faire, vous ne pourrez détruire le fait patent qu'il est absolument impossible qu'un pauvre homme puisse payer en une seule fois trente ou quarante piastres. Si cela est claire comme le jour pourquoi donc faire saisir son pauvre mobilier dont la vente ne donne rien au créancier.

Voici à quel cas pourvoit mon amendement à l'article 304 du code civil. A Montréal, il arrive souvent que des jeunes gens de Gaspé ou de Bonaventure veulent poursuivre ceux qui les ont fait travailler soit à la construction des chemins de fer, soit à tous autres travaux, comme cela est arrivé pour le Pacifique, lorsqu'on a construit la section au nord du lac Supérieur. Ces jeunes gens qui, souvent ont des réclamations de cinquante ou soixante piastres, ne peuvent pas poursuivre eux-mêmes vu qu'ils ne sont pas majeurs. Alors il faut leur nommer des tuteurs, et la chose n'est pas facile, vu que leurs parents demeurent dans une région très éloignée de Montréal. Ces cas se sont présentés dans ma pratique il n'y a pas longtemps. C'était contre la compagnie du Pacifique que je procédais, et il m'a fallu subir bien des ennuis avant d'arriver à mon but. Je crois que ce changement se recommande de lui-même, et qu'il convient de venir au secours de ces jeunes gens.

L'honorable M. **Flynn** — *député de Gaspé*. — Je suis bien aise de voir que le gouvernement, cette année, s'intéresse aux projets de loi ayant pour objet de modifier le code civil. On se rappelle qu'à la dernière session, j'ai attiré

l'attention de la Chambre sur ce fait, et que j'ai exprimé l'opinion qu'il serait regrettable si ces changements au code avaient lieu sans que l'honorable procureur général donnât son opinion. Le projet de loi qui est devant la Chambre est un de ceux qui ne doit pas être adopté sans l'approbation du gouvernement.

Pour ce qui regarde les mineurs, jusqu'ici on ne leur a seulement permis de poursuivre en leur nom que pour le paiement de leurs gages et pour une somme n'excédant pas \$50. C'est là la seule exception faite en leur faveur. On nous propose maintenant de les autoriser d'une manière générale à poursuivre sans l'avis de leur tuteur. C'est ce que comporte le premier article du projet de loi.

L'article deux déroge aussi au droit commun. Le délai pour payer après jugement, la somme réclamée, n'est que de quinze jours. On propose de donner trois mois.

La première question que nous devons résoudre est celle-ci : Souffrons-nous de l'état de choses actuel ? Non, et je ne vois pas l'urgence de ce changement. Il me semble qu'en pratique on ne souffre pas beaucoup du régime établi par le code civil.

La troisième clause du projet est la plus importante. Ici on cherche à amender l'article relatif aux entrepreneurs. La raison d'être de la loi actuelle est de prévenir les fraudes et de protéger les propriétaires contre les suggestions intéressées des entrepreneurs. En 1866 les codificateurs disaient que le régime actuel était nécessaire et l'on doit reconnaître que ces codificateurs avaient une grande expérience.

Laurent, dans son magnifique ouvrage, traite longuement de cette question, et démontre que l'intention du législateur était de protéger les propriétaires contre l'esprit de spéculation des entrepreneurs. Je comprends, M. le président, que ce n'est là qu'une question d'opportunité et non pas de principe.

En thèse générale, je vois avec crainte le grand nombre de projets de loi à l'effet de modifier le code civil. Si j'ai pris la parole, c'est simplement pour mettre la Chambre en garde contre ces amendements.

M. Boyer—*député de Jacques-Cartier*.—L'article 2 du projet de loi dit : Les juges peuvent néanmoins en considération de la position du débiteur, accorder pour le paiement, des délais modérés, qui ne doivent dans aucun cas excéder trois mois.

Comment établir la position du débiteur ? faudra-il avoir des témoins de part et d'autre ? Si le débiteur ne paye pas au bout de trois mois, faudra-t-il un nouveau jugement pour le forcer à se libérer ?

M. David.—Il pourra s'adresser aux juges pour avoir un nouveau délai. Sans doute que le juge devra se convaincre de l'incapacité du débiteur de payer immédiatement. Mais on ne peut dire d'avance comment il arrivera à cette conviction.

L'honorable **M. McShane**—*député de Montréal-centre*.—L'on a dit que j'étais en faveur de ce projet de loi. Je me lève pour dire que ce n'est pas le cas. Je crois qu'un honnête homme qui veut payer ses dettes n'a pas besoin de ces amendements. Si on accordait trois mois de délai, le débiteur aurait le temps de s'en aller aux Etats-Unis avant de payer.

L'honorable **M. Turcotte**—*député de Trois-Rivières, procureur général*.—J'avoue qu'il me serait difficile d'accepter ce projet de loi tel qu'il est rédigé. Quand il s'agit de toucher au code civil il faut être bien particulier. Je suis bien prêt à admettre qu'il y a du bon dans ce projet de loi, aussi je verrais avec plaisir son renvoi au comité de législation. Là on pourra le modifier de manière à le rendre acceptable.

Par l'article 2, par exemple, on pourrait protéger une certaine classe digne de nos sympathies : je veux parler des journaliers.

Comme l'honorable député de Gaspé, je suis défavorable, en thèse générale, à la pratique de changer à tout propos le code civil, bien que je sois prêt à examiner ce projet de loi à son mérite.

M. Lareau —*député de Rouville*.—L'honorable député de Montréal-est demande, sous l'empire d'un sentiment qui l'honore, à protéger les débiteurs pauvres. Mais je crois qu'il a exagéré quelque peu la situation. Ainsi à Montréal comme ailleurs, en ce qui concerne la question de délai, nous sommes bien contents quand nous avons obtenu jugement contre un ouvrier, de prendre tous les accomptes qu'il veut nous donner. Je ne vois donc pas la nécessité de retourner vers le passé. Au reste l'honorable député de Jacques-Cartier a touché du doigt la difficulté qui résulterait du régime proposé par ce projet de loi. Il faudrait un nouveau procès chaque fois qu'il s'agirait d'établir que le débiteur n'a pas le moyen de payer. Il vaut donc mieux laisser la règle positive qui existe à l'heure qu'il est.

Quant à la question des gages des ouvriers, l'honorable député de Montréal-est, a donné de bonnes raisons pour nous engager à changer le code civil de manière à nous dispenser de la formalité d'un conseil de famille pour nommer un tuteur, mais je ne voudrais pas que ces dispositions s'étendraient généralement à tous les cas, et il faudrait déterminer ces cas avec soin.

L'année dernière nous en sommes arrivés à la conclusion qu'il fallait venir au secours des entrepreneurs. Je crois que l'amendement proposé est sage. Le propriétaire sera obligé de dire devant la cour, s'il a fait oui ou non des changements, et si le prix de ces changements était con-

venu. Pour ma part, je ne vois aucun danger à donner à l'entrepreneur le droit d'interroger le propriétaire.

Le projet de loi est adopté en deuxième délibération et renvoyé au comité de législation.

LES EXEMPTIONS DE SAISIE.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi pour modifier certains articles du code de procédure civile.

M. David—*député de Montréal-est*. — Je propose que ce projet de loi soit adopté en deuxième délibération.

Mon but est d'assimiler la liste des effets exemptés de saisie à celle d'Ontario. Si je mentionne Ontario, c'est pour faire voir que ce que je propose, n'est pas si nouveau après tout.

Dans presque tous les Etats de l'union américaine, on exempt de saisie, tous les meubles de la famille de l'ouvrier. Dans certains Etats, on va plus loin, et on accorde trois cents piastres de valeur mobilière.

Je voudrais donc que la province de Québec se montrât aussi humaine pour l'ouvrier.

Après tout que donne pratiquement ce droit de saisie ? J'en appelle ici à l'expérience de tous les avocats ; n'est-il pas vrai que la vente de ces effets ne rapporte presque rien. C'est à peine si les produits de cette vente peuvent couvrir les frais de l'hussier et de l'avocat. Règle générale on peut dire que les frais s'élèvent bien au-delà de la somme provenant de cette vente.

Il y a bien assez du droit de saisie des gages. Ainsi il y a plusieurs grandes compagnies qui renvoient leurs ouvriers, du moment que leurs gages ont été saisis deux fois. Ces pauvres gens sont mis sur la rue, sans pain et sans travail.

Je ne crains pas de dire qu'il y a maintenant aux Etats-Unis des milliers et des milliers de pauvres gens, qui ont ainsi été forcés de s'expatrier. Pourquoi donc nos ouvriers ne seraient-ils pas mis sur le même pied que ceux des autres pays.

Au point de vue national je n'hésite pas à dire qu'il importe beaucoup de protéger l'artisan, et de prendre tous les moyens en notre pouvoir pour l'empêcher de chercher sur un sol étranger ce qu'il pourrait trouver si facilement ici.

Je demande que les trois quarts des gages soient insaisissable, mais je demande en même temps, pour le bénéfice du créancier, qu'une seule saisie soit suffisante, jusqu'à ce que le plein montant soit payé.

Si je fais cette demande c'est qu'elle est d'avance acceptée comme une réforme heureuse par des milliers et des milliers d'ouvriers.

M. Boyer—*député de Jacques Cartier*.—Je crois devoir remercier bien cordialement l'honorable député de Montréal—est de ne pas demander que l'ouvrier ait le droit d'emporter la maison dans laquelle il demeure, car du train où il y allait, je craignais fort qu'il nous fit une telle proposition. L'honorable député aurait dû mentionner aussi la grandeur des valises, cela est plus important qu'on ne le pense, car aujourd'hui avec le système des bâtisses que nous avons, il serait facile de les emporter dans ces valises !...

On veut exempter aussi les portraits de famille. Ceci me paraît pousser trop loin la sollicitude, car quel est le gendre qui voudrait laisser saisir le portrait de sa belle mère ? Voyons, soyons raisonnables, une telle hypothèse ne peut se présenter à l'esprit de personne !... Puisque nous sommes en train de protéger l'ouvrier, pourquoi les avocats ne commenceraient-ils pas par réduire leurs honoraires ?

M. Déchêne — *député de l'Islet*. — Je considère que ce projet de loi repose sur un principe faux. L'honorable député de Montréal-est fait une odieuse distinction entre les classes dont se compose notre population. J'aime à croire que son ardeur l'a entraîné plus loin qu'il ne voulait aller. Grâce à Dieu, toutes les classes dans notre pays, sont sur le même pied, au point de vue légal. Prôner les idées que l'honorable député vient de développer, c'est rendre un bien mauvais service à la classe ouvrière, et semer des brandons de discorde, qui nous conduiront inévitablement à la révolution sociale. C'est de la véritable démagogie. Si je parle ainsi, c'est que je suis pauvre et que j'appartiens au peuple. Je ne prêche donc pas pour mon clocher. Je ne vois pas pourquoi les avocats tout comme les ouvriers ne seraient pas exempts de saisie. Il n'y a aucune raison, il n'y a aucun principe que l'on puisse invoquer contre cette prétention.

Je ne suis pas de l'opinion de ceux qui disent que nos ouvriers sont maltraités. Ici on touche au vif de la grande question de la lutte du prolétariat contre le capital. C'est donc là une véritable question sociale ; or je dis que ce n'est pas avec une loi que l'on pourra jamais la régler.

La plus mauvaise protection que l'on puisse accorder à l'ouvrier, est celle qui aura pour effet de détruire son crédit. S'il est malade, vous lui ôtez par là même tous les moyens de vivre, et vous lui imposez la triste nécessité de tendre la main pour donner du pain à sa famille.

En détruisant le crédit de l'ouvrier vous lui faites plus de tort que vous ne pouvez lui faire de bien, par toutes vos exemptions.

Ce n'est pas quand l'artisan travaille qu'il faut le protéger, mais c'est quand il a besoin.

Je dis que vous rendez là un bien mauvais service aux travailleurs.

Je n'entends pas continuer plus longtemps mes remarques. En me levant, je n'avais qu'un but, celui d'exposer mes principes sur cette question. Ceux qui s'opposent à la tendance de la législation proposée, sont autant que qui que ce soit en faveur de l'ouvrier. Qu'on ne vienne donc plus se poser comme le défenseur — né d'une classe plutôt que d'une autre.

Pour moi, je considère que tout le monde a un droit égal à la protection des lois.

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé*.—Par ce projet de loi l'honorable député donne plus de protection à l'ouvrier qu'il n'en est accordé au colon. Pourtant jusqu'ici la tendance des esprits a été de protéger le colon davantage à raison des grandes difficultés qu'il a à vaincre pour se créer un foyer.

Puisque la question des exemptions est soulevée, je serais d'avis qu'on l'examinât dans son ensemble.

Je suis l'auteur de la loi de 1882, pour la protection du colon, et j'éprouve par là même beaucoup d'intérêt pour toute mesure qui affecte cette législation à un titre quelconque.

Il ne faut pas aller trop loin non plus dans les exemption de la saisie. Ainsi il ne serait guère à propos de mettre nos ouvriers sur un pied différent que celui occupé par les artisans dans les principaux Etats de l'union américaine. Je crois qu'à l'heure qu'il est nous offrons à peu près la même protection que celle donnée aux travailleurs dans le pays voisin. De plus les gages et salaires non-échus ne sont pas saisissables à présent, et l'une des dispositions de ce projet de loi semble méconnaître cela.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—J'ai une certaine expérience comme avocat pratiquant dans un grand centre ouvrier, et je puis dire que

je n'ai jamais vu un seul cas où un débiteur qui méritait considération ait été maltraité parce qu'il ne pouvait pas payer tout à la fois les sommes qui lui était réclamées. C'est là mon expérience et je crois qu'il y a beaucoup de bon dans les remarques faites par l'honorable député de l'Islet.

Le projet de loi est adopté en deuxième délibération et renvoyé au comité de législation.

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE

Séance du mercredi, le 30 mai 1888.

SOMMAIRE:—Proposition de M. Desjardins, relativement aux débetures provinciales et à la conversion de la dette : MM. Desjardins, Shebyn et Mercier.—Proposition demandant le dépôt du rapport d'inspection de M. Charles Lebel, des routes et des travaux de colonisation dans le comté de Gaspé : MM. Flynn et Mercier.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et quinze minutes.

LA CONVERSION DE LA DETTE.

M. Desjardins—*député de Montmorency*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie de l'une des débetures provinciales de chacune des émissions faites par la province depuis le premier janvier 1874.

Si je désire avoir les renseignements que comporte ma proposition, c'est parce qu'il est question d'une mesure pour convertir la dette de la province. En principe je n'hésite pas à dire que je suis en faveur de ces conversions quand elles sont possibles légalement et au point de vue du marché monétaire. Tous les économistes nous disent que, quand le crédit public d'un pays est assez développé pour faire une telle opération, il est du devoir du gouvernement de ne pas négliger de prendre une mesure aussi avantageuse à tous égards, pour diminuer les charges qui pèsent sur les contribuables. Cela suffit pour démontrer que je serais le dernier homme à faire des embarras au gouvernement à cause de son projet de convertir la dette.

La seule question qui reste donc à décider est celle de savoir si nous avons le droit de convertir nos obligations, et

c'est pour me renseigner sur ce point, que je désire avoir une copie d'une des débentures de chaque émission faite par la province.

Certains économistes sont hostiles au projet de convertir avant leur échéance, des débentures comme celles que nous avons émises. Comme on le sait, il y a deux sortes de conversions, l'une forcée, l'autre volontaire. Quant à cette dernière il ne peut pas y avoir la moindre objection, du moment que nous y trouvons notre compte. Toute l'attention doit se concentrer sur la conversion forcée. Il s'agit donc de savoir si nous pouvons l'imposer à nos débiteurs. A l'heure qu'il est le gouvernement fédéral est à prendre des mesures pour convertir quarante millions de la dette publique du Canada, mais dans ce cas-ci l'objection qui pourrait être soulevée, quant à ce qui concerne la conversion de la dette de la province de Québec, ne peut l'être, car l'opération porte sur une dette payable à volonté. Le principe en lui-même est donc bon, tout ce qui reste à décider est la question de droit.

L'honorable M. **Shehyn** — *député de Québec-est, trésorier de la province.* — Nous n'avons pas d'objection à la proposition de l'honorable député, seulement nous n'avons plus l'original des débentures.

Quant à la question de la conversion de la dette, il ne m'appartient pas d'entrer sur ce terrain maintenant. Nous la discuterons en temps et lieu. En principe, comme l'honorable député, je suis en faveur de la conversion.

Quant à la manière dont la chose sera faite, je ne suis pas prêt à dire à la Chambre ce qui sera décidé à ce sujet.

L'honorable M. **Mercier** — *député de Saint Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.* — Si ces paroles devaient être répandues dans le public—et j'espère qu'elles ne le seront pas—je le regret-

terais, car elles pourraient être interprétées comme exprimant un doute que nous ne pouvons pas avoir. Il n'y a aucun doute possible sur notre droit de convertir la dette, je l'affirme afin qu'il n'y ait pas de malentendu sur cette question.

Maintenant, il y a deux manières de faire une conversion : soit au moyen d'arrangements pris à l'amiable, c'est-à-dire après une entente préalable avec les porteurs des titres, ou bien forcément, en obligeant ces porteurs de débentures à accepter le montant que ces débentures représentent, ou après une certaine formalité, à accepter des titres nouveaux portant un intérêt moins élevé. Voilà les deux modes de procéder.

On ne peut nier que nous avons le droit d'offrir aux créanciers de la province un arrangement à l'amiable par lequel nous pourrions faire bénéficier le trésor d'une diminution dans le service de l'intérêt. Ceci ne se discute pas. Quant à l'autre mode je ne crains pas de dire franchement toute ma pensée. La loi est pour nous, et je ne voudrais pas pour beaucoup que le public de l'autre côté de l'Océan crut que nous avons des doutes sur ce point. Il ne faudrait pas que des hésitations de ce genre se fissent jour dans le cours des négociations que nous aurons à faire pour réaliser ce grand projet de la conversion de la dette.

Les économistes sont unanimes à se prononcer en faveur de notre droit de faire une telle conversion, à moins qu'il ne soit spécialement déclaré dans le contrat qu'on ne pourra racheter les titres avant telle échéance. C'est là une proposition indiscutable, car le droit international, reproduisant en cela notre code civil, décrète que le délai est toujours donné en faveur du débiteur, à moins qu'il y ait de la part de celui-ci, renonciation au droit de payer par anticipation ou que le délai ait été donné en faveur du créancier.

L'honorable député de Montmorency demande copie d'une des débentures provinciales de chacune des émissions

faites par la province depuis le premier janvier 1874. Je suppose que l'honorable député veut par là se rendre compte des conditions ou de la nature des titres émis par la province. C'est très bien, et il s'apercevra qu'à part un cas, il ne peut y avoir de doute sur le droit du gouvernement de racheter ces débetures en payant par anticipation. Quand on a fait la dernière conversion en France, on a emprunté pour une période fixe à la condition que la conversion de ces nouveaux titres ne serait pas effectuée avant telle époque. Comme de raison une prime était offerte aux porteurs pour les engager à accepter la conversion.

Si j'entre dans tous ces détails c'est parce que je n'aimerais pas que l'on dirait que nous n'avons pas le droit de faire la conversion projetée.

Ailleurs qu'ici on a été jusqu'à dire que la province serait déshonorée si cette conversion était faite. J'ai cherché à atténuer l'effet que ces paroles malheureuses ont pu produire par cette phrase : " Je vous paie ce que je vous dois, donc je vous vole ! ! . . . "

Nous mettrons, sous peu, les renseignements demandés devant la Chambre. Nous avons déjà fait faire un dossier assez volumineux pour les études auxquelles nous avons dû nous livrer au sujet de cette question, de sorte que le travail sera moins long.

Je remercie l'honorable député de Montmorency de la bienveillance avec laquelle il a parlé de ce projet financier. Ce n'est pas une question politique ni de parti, c'est une question nationale dans toute la force du terme, car si nous pouvons sauver un quart de million annuellement dans le service de l'intérêt, ce sera à l'avantage de la province en général.

Cette proposition est adoptée.

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie du rapport d'inspection fait par M. Charles Lebel, des routes et travaux de colonisation dans le comté de Gaspé.

J'ai hâte d'avoir ce rapport qui nous donnera les détails de l'emploi de l'argent donné au comté de Gaspé pour les fins de la colonisation.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation*.—D'après le souvenir qui m'est resté de la lecture de ce rapport, je crois que l'argent a été, là, mieux employé qu'ailleurs, et même d'une manière plus profitable.

Cette proposition est adoptée.

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Séance du lundi, le 4 juin 1888.

SOMMAIRE :—Dépôt de projets de loi. — Résolutions concernant la convention générale des Canadiens français aux Etats-Unis : MM. Mercier, Taillon, Faucher de Saint-Maurice et David.— Proposition de M. Faucher de Saint-Maurice touchant le rapport du maître de navigation de l'école de Québec : MM. Faucher de Saint-Maurice, Gagnon, Mercier et Flynn. — Proposition de M. David, concernant la nomination de deux juges additionnels à Montréal : MM. David, Mercier et Taillon. — Proposition de M. David, concernant l'octroi à l'institution des sourds muets de Montréal.—Proposition de M. Lareau, relativement au désaveu des lois provinciales : MM. Lareau, Mercier et Taillon. — Proposition de M. LeBlanc relativement aux sommes dues au gouvernement par les municipalités du comté de Shefford, en rapport avec le fonds d'emprunt municipal : MM. LeBlanc, Mercier, Taillon, Gagnon et de Grosbois.—Proposition de l'honorable M. Taillon, relativement à la destitution de F. Tellier, greffier de la cour de circuit du comté de Berthier : MM. Mercier et Taillon.—Proposition de M. LeBlanc, au sujet des ravages causés par la grêle dans le comté de Laprairie : MM. LeBlanc et Gagnon. — Proposition de M. Faucher de Saint-Maurice, relativement aux livres français donnés en prix dans les écoles de la province : MM. Faucher de Saint-Maurice et Gagnon.—Proposition de M. Casgrain, relativement à la pose des gazeliers dans le palais de justice de Québec : MM. Casgrain et Mercier. — Proposition de M. David au sujet d'une aide demandée par les révérends pères Trappistes d'Oka : MM. David, Faucher de Saint-Maurice, Mercier et Dechêne (de l'Islet).—Proposition de M. David relativement à la requête de M. Barré et compagnie, de Montréal, au sujet de l'industrie de la fabrication des vins canadiens.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

DÉPÔT DE PROJETS DE LOI.

M. LeBlanc — *député de Laval*. — J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la

Chambre, un projet de loi pour modifier l'article 251 de l'acte électoral de Québec.

M. **Cardin**—*député de Richelieu*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre un projet de loi à l'effet de modifier l'article 2157 du code civil du Bas-Canada.

M. **Bisson**—*député de Beauharnois*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour valider certaines procédures non contentieuses, sur lesquelles les timbres requis par la loi n'ont pas été apposés par feu P. J. U. Beaudry, protonotaire du district de Beauharnois.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St. Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi concernant les beurreries et les fromageries.

M. **Robidoux**—*député de Chateauguay*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour protéger la race chevaline contre la morve et le farcin.

Ces divers projets de loi sont adoptés en première délibération.

LA CONVENTION NATIONALE DES CANADIENS-FRANÇAIS
DE NASHUA.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation*.—M. le président, avant que la Chambre procède à l'ordre du jour, j'ai l'honneur de lui demander la permission de soumettre la résolution suivante :

“ Que les 26, 27 et 28 juin courant, doit avoir lieu à
“ Nashua, N. H. la 17ième convention générale des Cana-

“ diens-Français, domiciliés aux Etats-Unis, à laquelle sont
“ conviés, entr’autres personnages éminents, le président de
“ la République et le gouverneur de l’Etat.

“ Que l’Assemblée législative de la province de Québec
“ a toujours suivi avec intérêt le travail de ces conventions
“ annuelles, grâce à l’influence desquelles nos compatriotes
“ éloignés, autrefois dispersés et privés de toute cohésion
“ entre eux, se sont rapidement groupés autour du drapeau
“ national, heureux de témoigner de l’attachement profond
“ qu’ils ont conservé pour la religion et la langue de leurs
“ pères ;

“ Que ces importantes démonstrations, loin d’être une
“ menace pour les autres éléments de la population améri-
“ caine, assurent, au contraire, à ceux-ci le concours plus
“ unanime et partant plus efficace d’une race industrielle et
“ loyale, heureuse de travailler à la prospérité commune, en
“ même temps qu’elles n’ont aucun caractère d’hostilité vis-
“ à-vis des autres nationalités canadiennes ;

“ Que, par conséquent, vu le but essentiellement patrio-
“ tique de ces réunions, l’Assemblée législative de Québec,
“ est d’avis de se faire représenter à la dite convention, par
“ deux de ses membres, choisis sans distinction de parti et
“ chargés de porter à nos compatriotes des Etats-Unis des
“ paroles de sympathie de la part de la province de Québec,
“ et que ces deux délégués soient L. O. David, écr., et Fau-
“ cher de St. Maurice, écr. ; tous deux députés à l’Assem-
“ blée législative de cette province.”

Je crois qu’il n’y a guère à ajouter à cette résolution.
J’en ai conféré avec l’honorable chef de l’opposition, qui a
bien voulu consentir à l’appuyer.

M. le président, il va se passer des événements importants
à cette grande réunion de nos compatriotes résidant aux
Etats-Unis. C’est la 17^{ième} convention que les Canadiens-

Français tiennent dans le but de se compter et de discuter tout ce qui les intéresse. Cette année, ils ont voulu donner un caractère tout spécial à leur réunion, et ils ont invité le gouverneur de l'Etat et le président des Etats-Unis. Déjà le gouverneur a accepté l'invitation, et sans donner une réponse aussi directe, néanmoins le président Cleveland a laissé entendre qu'il serait présent, à moins de circonstances incontrôlables. Vu ces faits d'un caractère tout spécial, et à raison des préparatifs grandioses qui sont à se faire, nous avons cru de notre devoir d'aider nos compatriotes dans leurs démarches pour donner à leur démonstration le plus vif éclat possible.

Ces démonstrations n'ont pas, je m'empresse de l'affirmer, le moindre caractère d'hostilité vis-à-vis les autres races qui vivent avec nous sur ce continent. Un certain nombre de nos compatriotes sont devenus citoyens des Etats-Unis ; d'autres n'ont pas encore voulu le devenir, mais tous veulent rester ce qu'ils sont, des Canadiens-Français aimant les traditions glorieuses de la patrie, et attachés au souvenir chéri de leurs aïeux. Nous avons près de huit cent mille des nôtres sur la terre étrangère, et malgré leur éloignement, malgré les circonstances difficiles dans lesquelles ils se trouvent à bien des égards, ils travaillent comme de bons citoyens. Et tout en étant loyaux à la constitution de leur patrie d'adoption, ils veulent néanmoins rester Canadiens-Français, et transmettre à leurs descendants leur langue et leur religion. Il me semble que nous faisons acte de bons patriotes en leur tendant la main, et en envoyant à leur réunion deux des nôtres pour leur donner de vive voix l'expression de nos ardentes sympathies, pour leur assurer que nous leur restons attachés de cœur et que nous suivons avec sollicitude leur marche dans la voie du progrès intellectuel, moral et matériel.

J'ai dit que ces démonstrations n'étaient pas un mouvement

hostile vis-à-vis les autres races, et c'est vrai. Faut-il en donner des preuves ? Je n'aurais, si j'entrais dans cette voie, que l'embarras du choix. Quand il s'agit de la St-George, nous sommes toujours heureux de prodiguer à nos compatriotes les Anglais les marques de bon vouloir les moins équivoques. Nous, Canadiens-Français, qui sommes ici la grande majorité, nous nous empressons toujours d'accorder l'ajournement de la Chambre,—quels que soient les inconvénients qui en résultent pour nous,—à l'occasion de cette fête nationale comme marque de respect et de considération pour les sentiments de nos concitoyens les Anglais et pour leur nationalité. Chaque fois qu'il s'agit de la St-Patrice, nous ajournons également nos travaux législatifs pour montrer aux Irlandais le respect que nous professons pour leur race qui, en Irlande, lutte si vaillamment pour avoir un gouvernement autonome.

Aujourd'hui il s'agit de faire quelque chose pour encourager nos compatriotes des Etats-Unis. Je connais assez le cœur de nos concitoyens irlandais et anglais pour dire qu'ils seront tous d'accord avec nous, non seulement dans cette enceinte, mais dans la province.

Maintenant un mot de nos deux futurs délégués. J'ai choisi deux honorables députés auxquels revenaient sans conteste cet honneur et cette haute marque de confiance et de distinction. J'ai choisi mon ami, M. David, représentant de Montréal-est. M. David est aussi président des sociétés nationales à Montréal. A part ce titre déjà très considérable, il représente la division de Montréal la plus peuplée et en même temps la plus française du Canada. De plus, chaque fois qu'il s'est agi à Montréal d'envoyer un délégué aux conventions nationales des Etats-Unis, cet honneur lui a presque toujours été décerné. Ce choix se recommande donc à tous égards à l'approbation de la Chambre.

Quant à l'honorable député de Bellechasse, tout le monde sait quel vif intérêt il prend à tout ce qui regarde nos compatriotes des Etats-Unis. On se rappelle encore quelle position énergique il a prise contre le haut fonctionnaire américain qui avait osé dire que les Canadiens-Français étaient des parias, et comparables tout au plus aux Chinois, dont ils ont, disait-il, les instincts bas et l'esprit sordide. Mon honorable ami a relevé ces attaques aussi injustes que déloyales de manière à forcer ce haut fonctionnaire à se rétracter.

On ne pourrait faire un choix plus judicieux que celui de l'honorable député de Bellechasse, et donner un plus digne collègue à l'honorable député de Montréal-Est.

M. le président, ce sera un bien beau spectacle que de voir nos deux délégués transmettre à nos frères de là-bas nos vœux et nos souhaits les plus ardents pour leur bonheur et leur prospérité. Ils leur diront combien nous suivons avec une sollicitude toute fraternelle leurs progrès et leur avancement, jusqu'à quel point nous nous intéressons à leur sort et à tout ce qui les touche.

Les honorables députés de Montréal-Est et de Bellechasse seront là-bas, les délégués non pas du gouvernement, mais des deux partis dans cette Chambre, et même de toutes les races qui se rencontrent ici sur le terrain de la plus noble fraternité.

Aussi j'espère qu'il n'y aura qu'une voix pour approuver la résolution que j'ai l'honneur de soumettre à la Chambre.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—Il n'y a qu'un instant que l'honorable premier ministre m'a soumis cette résolution. J'ai cru devoir lui faire quelques remarques, mais comme il avait donné plus d'attention que moi à cette question, j'ai laissé mon opinion de côté pour adopter la sienne.

Je n'ai pas fait ces observations parce que je manquais de sympathie pour nos compatriotes de là bas. Loin de là, et j'espère M. le président, qu'ils montreront à l'occasion de cette convention, qu'ils ne méritaient pas les remarques injurieuses que certaines personnes ont faites sur leur compte. J'espère qu'ils montreront qu'ils savent comprendre et appliquer la constitution des Etats-Unis. Je ne doute pas non plus qu'ils accueilleront nos délégués avec beaucoup de plaisir.

Les deux honorables députés dont les noms sont suggérés comme devant remplir cette mission, ont toujours fait preuve de plus grandes et des plus vives sympathies pour nos compatriotes des Etats-Unis. Nous leur souhaitons d'avance un heureux voyage.

Je n'en dirai pas davantage, car les remarques de l'honorable premier ministre sont complètes, et ce n'est que par courtoisie que j'ai pris la parole.

M. Faucher de Saint-Maurice — *député de Bellechasse*.—J'étais loin, M. le président, de penser que je serais l'objet d'un tel choix. Je puis assurer à mes honorables collègues que cette marque de déférence sera pour moi l'un des plus beaux souvenirs de ma vie parlementaire.

Nous serons heureux, mon honorable ami le député de Montréal-est et moi, de dire à nos compatriotes de là-bas, combien nous pensons à eux, et combien nous sommes heureux de les voir porter si honorablement le titre de Canadien-français. Nous leur dirons aussi que nous comptons sur eux pour établir de ce côté-ci de l'Océan, la France américaine.

M. David — *député de Montréal-est*.— L'honorable député de Bellechasse a exprimé des sentiments que je partage entièrement. J'ai souvent assisté à ces conventions, et j'en ai toujours remporté les souvenirs les plus propres à

rendre mon patriotisme plus ardent. Je serai heureux maintenant d'y aller comme représentant de la province de Québec.

L'histoire nous rapporte que les Troyens une fois leur ville incendiée, traversèrent les mers à la recherche d'une nouvelle patrie. Rendus à leur destination, ils donnèrent à leurs nouveaux établissements les noms qui pouvaient rappeler à leurs enfants les lieux qui leur étaient si chers. Les Canadiens-français à plusieurs siècles de distance, ont suivi le même exemple. Ce n'est pas là le fruit d'un sentiment vague, non c'est un sentiment noble qui repose sur un principe sacré, et qui est la base même de la société : c'est le sentiment national.

Qu'est-ce qui a poussé l'Angleterre à envoyer ses valeureux bataillons au secours du chevaleresque Gordon, dans les plaines de l'Afrique, si ce n'est encore ce sentiment national.

C'est ce puissant mobile qui anime nos compatriotes des Etats-Unis. Il y a des esprits qui désireraient voir l'unification des races ; moi je suis d'une opinion contraire, et je crois que la diversité des nationalités est très favorable au progrès des peuples. Elle crée l'émulation qui est une puissante ressource pour le bien général.

Je suis tellement convaincu de l'excellence de cette idée, que même s'il était en mon pouvoir de détruire l'élément anglais, jamais je ne le ferais, car je considère que ce serait éteindre un flambeau qui éclaire le monde, et principalement ce continent.

La proposition est adoptée.

L'ÉCOLE DE NAVIGATION.

M. Faucher de Saint-Maurice — *député de Bellechasse*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie du rapport du maître de l'école de navigation de Québec, avec le nom des élèves qui

ont suivi les cours de cette école, depuis la dernière session jusqu'à cette date.

M. le président, chaque année, depuis que j'ai l'honneur d'être député, j'ai cru devoir attirer l'attention de cette Chambre sur cette importante institution.

Cette question a été longuement discutée devant cette Législature. Chaque fois que je la lui ai soumise elle a cru juste d'accorder les conclusions de ma demande.

Cette année, je me contenterai de lui faire part des statistiques suivantes :

L'école de navigation fut fondée en 1872, mais elle n'est en opération à Québec que depuis 1877.

Un document publié sur ma demande par ordre de la Législature de Québec, nous apprend que depuis l'établissement de l'école, cent soixante-six personnes en ont suivi les cours.

Quant à ceux qui ont pris leurs degrés, ils se répartissent ainsi :

Maîtres.....	31
Seconds.....	50
Sous-seconds.....	2
Pilotes.....	2
Maîtres de cabotage.....	3
Seconds.....	4

142

Les vingt-quatre autres sont partie à l'école et partie en mer, donnant le temps requis pour se préparer à l'examen.

L'école de navigation à Québec est subventionnée par le gouvernement local et a reçu en 1877 \$1,083 et \$1,000 par année jusqu'en 1883, \$583 en 1884, \$499 en 1885 et \$750 en 1886.

Voici, pour cette année le rapport des inscriptions des élèves de l'école de navigation du gouvernement de Québec durant la dernière session jusqu'à cette date.

Adolphe Casault, Québec, capitaine de navire à long cours, gréé en carré.

* Théophile Jean, Pointe-Lévis, capt. de navire à vapeur à court trajet.

* N. Côte Dufresne, Deschambault, capt. de navire à court trajet.

* Sévère Perron, Deschambault, capt. de navire à vapeur à court trajet.

Côte Langlois, Grosse Ile, capt. de navire à vapeur à court trajet.

* Nestor Lachance, Saint-Jean, I. O., second de navire à long cours, gréé en carré.

* Paul Lachance, Lafleur, I. O., second de navire à long cours, gréé en carré.

Frederick Elliott, Montréal, capt. de navire à vapeur, navigation intérieure.

* Paul Lachance, Québec, capt. de navire à vapeur, de navire gréé en carré, cabotage.

* Edmond Thivierge, Pointe-Lévis, second de navire à vapeur à court trajet.

* Joseph Blais, Berthier (en bas), second de vaisseau, droit de l'avant en arrière, cabotage.

Emilio Couillard, Québec, capt. de navire à vapeur, de navire gréé en carré, cabotage.

* Georges Barras, Pointe-Lévis, capt. de navire à vapeur à court trajet.

Les noms précédées de ce signe * ont subi leurs examens.

WILLIAM C. SEATON.

M. Seaton, m'a de plus adressé la lettre suivante elle se passe de commentaires :

Québec, 4 mai 1888.

Cher monsieur,

J'ai le plaisir de vous adresser ci-inclus conformément à votre demande, les noms de ceux qui ont été admis à l'école de navigation depuis la dernière session.

Comme vous pourrez le voir il y a eu moins de candidats que d'habitude pour le certificat de navigation au long cours. Ceci arrive quelques fois parce que plusieurs de ceux qui désirent passer leur examen ne peuvent pas se trouver à Québec pendant l'hiver par suite des voyages qu'ils ont à faire à cette saison. D'autre part les aspirants au certificat de cabotage augmentent en nombre, et continueront à augmenter à mesure qu'expirent les certificats de services délivrés à l'époque où cette nouvelle loi est entrée en vigueur.

Je désire vous exprimer mes remerciements pour vos bonnes paroles et pour l'intérêt que vous avez toujours porté à cette école qui doit beaucoup de son succès au zèle que vous avez déployé en sa faveur.

Veillez agréer etc.

WILLIAM C. SEATON.

A cette lettre vient se joindre un témoignage encore plus précieux. C'est celui d'un homme que nous connaissons tous comme étant l'un des plus compétents pour les choses de la navigation.

M. Gregory, administrateur du ministère des pêcheries et de la marine, à Québec, m'écrit ce qui suit :

“ L'école de navigation est une institution à laquelle j'ai toujours porté un vif intérêt, car intimement lié à toutes les

affaires maritimes de cette province, j'ai pu voir jusqu'à quel point il serait impossible sans cela, de promouvoir et d'assurer les intérêts de nos marins et surtout de nos marins canadiens-français.

“ Une loi qui fut d'abord en force dans le Royaume-Uni, mais qui maintenant régit toutes les colonies de l'Empire, décrète avec sagesse que les maîtres et seconds de navires anglais doivent subir un examen pour établir leur compétence comme tels, avant qu'on leur confie l'existence et les biens dont ils sont responsables par la nature même de leurs fonctions. Avant qu'un marin soit en état de subir cet examen, la première chose qu'il ait à faire pour devenir officier est de servir pendant quatre ans ou cinq ans comme simple matelot. Il gagne alors un certain salaire qui, pour la plus forte partie se dépense dans le pays, et du moment qu'il monte en grade, il gagne davantage, et par conséquent fait des dépenses plus considérables, ce dont le pays bénéficie ; sans compter qu'à mesure qu'il se perfectionne, il se fait lui-même le professeur de ceux qui sont sous ses ordres et concourt à relever le niveau de la marine canadienne.

“ C'est dans le but de préparer nos marins à cet examen, qui a trait à toutes les questions de navigation et de connaissances nautiques nécessaires au grade que doit occuper l'aspirant, qu'une école de navigation est d'une nécessité aussi absolue ; et comme le certificat obtenu, après un heureux examen, devant le bureau des examinateurs est *impérial* de sa nature, dans ce sens qu'il autorise celui qui le possède à occuper le grade qui lui est assigné, sur tout vaisseau anglais dans n'importe quelles parties du monde, il importe que l'école soit sur un bon pied ; et d'ailleurs, comme une instruction inférieure équivaut à une acquisition lente et difficile des connaissances requises, avec les risques d'un échec et peut-être d'échecs réitérés devant les examinateurs, toutes choses qui entraînent une perte de temps et de grandes dépenses pour l'étudiant, il est évident qu'en

ceci, comme en toute chose, la marchandise de qualité inférieure n'est pas la moins coûteuse, et que les services d'un instructeur parfaitement compétent sont d'une nécessité absolue pour ces marins, tenus de perdre leur temps, — ce qui équivaut à de l'argent, — pour obtenir les certificats requis par leur état. Or M. Seaton est réellement l'homme qui a fait ses preuves sous ce rapport.”

Ceci m'amène à un autre sujet : cette école a été jusqu'à présent simplement subventionnée par le gouvernement, et chaque étudiant a dû, en entrant, payer un honoraire à l'instructeur. Je crois que l'école devrait maintenant être *absolument gratuite* ; sur ce principe, elle contribuerait d'une manière extraordinaire à l'avancement et au bien être de nos marins. Les frais requis pour en arriver là ne seraient qu'une bagatelle, et le résultat serait d'ouvrir les portes de l'école à un nombre beaucoup plus considérable d'élèves, car il faut bien se rappeler que l'élève doit avant son examen servir comme simple matelot pendant 4 ou 5 ans, sur le pied de \$10 à \$15 par mois, et qu'il doit être difficile pour lui, dans ces circonstances, d'épargner suffisamment pour défrayer les dépenses de son séjour à l'école, sans avoir en outre à payer un honoraire à l'instructeur.

“ Comme je l'ai déjà dit, personne ne peut sans certificat agir comme maître ou second sur un navire anglais. Par conséquent s'il n'y a pas d'école pour mettre nos marins en état d'obtenir ces certificats, les positions inférieures seules sont à leur disposition, et il leur faudra voir les vaisseaux de cette province sous les ordres d'hommes qui auraient dû être formés ici au métier.

Je soutiens maintenant que notre pays peut fournir d'aussi bons marins que n'importe que le partie du monde. Ils ont des dispositions naturelles pour la vie de marin ; ils sont vigoureux, sobres et dévoués, mais s'il leur est interdit d'occuper les plus hautes positions, alors la marine québécoise se composera d'étrangers.

Les dépenses faites pour les écoles spéciales d'agriculture et autres, sont des dépenses faites à propos, mais je ne vois pas pourquoi nos marins ne recevraient pas pour leur éducation le même aide que d'autres classes, et je maintiens qu'une école de navigation gratuite finira par être considérée comme un des plus grands bienfaits dont un gouvernement paternel puisse doter son pays.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la province.* — J'admire beaucoup les efforts persévérants de l'honorable député de Bellechasse, pour promouvoir les intérêts maritimes. Son zèle date déjà depuis plusieurs années.

Je regrette que le nombre des élèves qui suivent ces cours soit aussi restreint ; je n'en dirai pas le nombre, car je craindrais par là même de faire tort au professeur distingué qui donne l'enseignement. Je crois devoir dire que c'est mon intention de maintenir le subside en faveur de cette institution. Les cours se donnent dans une des salles de mon département, c'est une preuve que je m'y intéresse.

Le gouvernement fédéral devrait faire sa part et contribuer au progrès de cette école. Nous ne pouvons, nous, donner aux élèves des diplômes, ni voir aux qualifications que les élèves doivent acquérir. Tout ce que nous pouvons faire, c'est de leur donner l'instruction. Quant à cela le gouvernement est disposé à faire tout ce qui dépendra de lui. La cause de l'éducation, quelque soit le point de vue auquel l'on se place, nous est trop chère pour que nous puissions la négliger.

M. **Faucher de Saint-Maurice.** — Il est évident que cette école devrait être aidée par le gouvernement fédéral. Elle a été fondée grâce à l'initiative de l'honorable M. Fortin, mais sous le gouvernement McKenzie on l'a supprimée, et depuis, ça été de mal en pis.

Une voix.—Le gouvernement fédéral ne soutient pas même ses propres institutions à Québec, c'est nous qui les subventionnons.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.*—Voyez donc l'hôpital de marine à Québec, nous lui accordons un octroi considérable, et il est inscrit au chapitre des institutions de charité. Néanmoins une dépêche du gouvernement fédéral nous est arrivée en 1887, se plaignant que l'octroi provincial était diminué. J'ai cru de mon devoir d'aviser Son Honneur le Lieutenant Gouverneur de répondre que nous ne nous considérons pas obligés de soutenir cette institution qui n'est pas soumise à notre contrôle. De plus, on trouvera très étrange sans doute que nos inspecteurs ne puissent pas visiter cet hôpital, pour s'assurer si notre argent est employé suivant notre désir, et si tout est administré comme ça doit être. Voilà la situation, et j'admets qu'elle n'est pas régulière, tant s'en faut.

Je me suis informé comment avait originé le crédit en faveur de cette maison, car je voulais savoir pourquoi nous subventionnions une institution fédérale sur laquelle nous ne pouvons exercer la moindre surveillance. La raison que l'on m'a donnée c'est qu'autrefois il y avait là une succursale qui était sous le contrôle des sœurs du Bon-Pasteur, et que c'était pour ce motif que le gouvernement provincial avait donné cet octroi. Depuis, cette succursale a été transportée dans une autre institution.

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé.*—A l'hôpital de marine on reçoit généralement des patients qui sont atteints de maladies contagieuses, par là même cette maison rend de grands services à la population.

La proposition est adoptée.

LA NOMINATION DE DEUX JUGES ADDITIONNELS A MONTRÉAL.

M. David—*député de Montréal-est.*—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie de l'arrêté du conseil et de la proclamation mettant en vigueur l'acte adopté à la dernière session, concernant la nomination de deux juges additionnels à Montréal et copie de la correspondance échangée à ce sujet entre le gouvernement local et le gouvernement fédéral.

C'est moi, M. le président, qui ai demandé l'adoption de la loi autorisant la nomination de deux juges additionnels pour le district de Montréal. Le gouvernement fédéral n'a pas encore nommé ces deux juges. Depuis que j'ai donné avis de cette proposition, la Chambre des communes a voté le salaire d'un de ces juges. Pourquoi pas les deux? Quelle est donc la raison qui fait agir le gouvernement fédéral?

Quand la Législature a parlé, il me semble que le gouvernement fédéral doit respecter sa volonté. D'après la constitution, la province a le droit de dire combien il y aura de juges, et le gouvernement fédéral n'a pas raison de refuser, à moins de motifs très graves. J'ai hâte de connaître ces motifs.

Il y a ici plusieurs avocats qui pratiquent au barreau de Montréal, et je suis certain que pas un seul d'entre eux voudrait dire que ces deux juges ne sont pas nécessaires.

Consultez n'importe quel avocat de Montréal, et tous vous diront que l'administration de la justice y souffre énormément.

Les affaires judiciaires traînent en longueur; et vous avez là beaucoup de pauvres ouvriers qui attendent leur salaire pour vivre. Je ne fais cependant que soulever un coin du voile. Que serait-ce donc si je disais tout ce qui se passe, car il y a autant de causes à Montréal qu'il y en a dans tout le

reste de la province. Il s'y fait un travail énorme, et celui d'entre les juges qui travaille le moins, fait encore plus que n'importe lequel de ses confrères des districts ruraux. La machine de l'administration de la justice est presque complètement enrayée, et il faut de toute nécessité un changement.

Nous avons le droit d'exiger justice à Ottawa, et je veux savoir par ma proposition, si l'honorable premier ministre a fait ce qu'il devait faire dans les circonstances.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation*.—M. le président, ce n'est pas une question nouvelle pour moi. Deux lois ont été passées par cette Législature, l'une en 1886 et l'autre en 1887. Par la loi de 1886 on demandait la nomination d'un autre juge, et par celle de 1887, de deux juges additionnels. Depuis, l'une de ces charges a été remplie. M. le juge Globensky a été nommé en 1887. Quant aux deux autres juges, la loi autorisant leur nomination a été mise en force le 8 juin 1887.

Depuis cette date, nous avons attiré l'attention des autorités fédérales sur cette loi. A trois reprises j'ai demandé au ministre de la justice de prendre les moyens de mettre cette loi en opération d'une manière pratique. Je puis donner les dates auxquelles j'ai écrit : La première lettre est du 24 septembre, la seconde du 6 octobre 1887, et la troisième du 21 mai 1888.

A toutes ces communications nous n'avons pas reçu d'autre réponse, qu'un simple accusé de réception ordinaire. Mais à la dernière session, le gouvernement fédéral a mis dans le budget le montant nécessaire pour payer le salaire d'un de ces juges. Ceci indiquerait que le gouvernement fédéral n'en veut nommer qu'un. Après cela j'ai droit de conclure que, malgré le vote unanime de cette Chambre, le gouvernement fédéral ne nommera qu'un seul juge quand

la Législature de la province lui en a demandé deux. D'après les rumeurs qui courent les rues, il paraîtrait que si ce juge n'est pas nommé immédiatement, c'est que ce futur magistrat veut nous faire l'honneur de rester avec nous aussi longtemps que possible.

M. le président, je viens de dire à la Chambre ce que j'ai fait pour que l'on respectât sa volonté. Quant à ce que je me propose de faire à l'avenir, c'est une question plus sérieuse. Cependant je dirai franchement à la Chambre que je songe à proposer une mesure qui mettra fin à ces tâtonnements et aux désastreuses conséquences qui en sont le résultat inévitable.

L'une des grandes causes des difficultés qui se produisent à Montréal dans l'administration de la justice, c'est l'encombrement qu'il y a devant la cour de circuit. Cette cour prend deux juges tant elle donne de l'ouvrage, et c'est à qui ne voudra pas y siéger. Le grand nombre de témoins qu'il y a à examiner et les difficultés qu'on éprouve à se procurer un local convenable pour tenir la cour elle-même, tout cela fait que les juges ont beaucoup de répugnance à présider ce tribunal. On comprend que quand il y a trois cents témoins avec les avocats, tous entassés dans une salle trop petite, que les juges sont si fatigués à midi, qu'ils prennent le parti de s'en aller pour ne plus revenir du reste de la journée.

Ainsi pour donner à la Chambre une idée de la quantité énorme d'ouvrage qu'il y a à faire, qu'il me suffise de lui dire que l'année dernière il n'y a pas eu moins de treize mille causes qui sont venues devant cette cour à Montréal seul. Est-il possible qu'une seule cour puisse disposer de tant de besogne ? Quel est donc le meilleur moyen de donner satisfaction à tous ces plaideurs ?

Avant de répondre à cette question, qu'on me permette d'attirer l'attention de la Chambre sur une difficulté de

local qui présente aussi beaucoup d'inconvénients. Le palais de justice à Montréal est insuffisant pour rencontrer les exigences multiples et toujours croissantes du service. Longtemps on a songé d'agrandir cet édifice. L'année dernière encore à la demande du gouvernement, la Chambre a voté deux cent mille piastres pour cet agrandissement ; mais en examinant de plus près la question, j'ai découvert que même cette somme toute élevée qu'elle fut à première vue, n'était pourtant pas suffisante, et j'ai constaté que la dépense que nous devrions encourir, si nous entrions dans cette voie-là, serait beaucoup plus forte que le montant prévu tout d'abord, et que la Législature avait mis à ma disposition. Dans l'intervalle, un mouvement s'est fait parmi les intéressés pour construire un nouveau palais de justice sur le terrain occupé par la bâtisse appelée Château Ramsay. J'ai fait étudier la question par des personnes compétentes et d'après leur rapport j'ai beaucoup de doutes sur la question de savoir, si le terrain est assez vaste pour y élever un édifice aussi grand que devra l'être ce palais de justice, à moins de séparer les cours de juridiction civile et criminelle. Et les séparer ne me paraît pas praticable, car il faudrait entre autres choses, trouver un local pour installer deux bibliothèques et deux chambres pour les juges et les avocats, sans compter les graves inconvénients qui, dans la pratique, résulteraient de ce système. Voilà sommairement autant de difficultés qui nous arrêtent dans l'exécution de nos projets.

De plus, on me dit que ce nouveau palais de justice devra coûter un million de piastres et peut-être même un million et quart. C'est là une dépense considérable qu'il ne faut pas faire à la légère. Le district de Montréal est-il prêt à s'imposer une taxe additionnelle quand il en paie une déjà pour un montant qui est remboursé depuis longtemps ?

J'aborde maintenant un autre côté de la question, et je me demande : Est-il possible de laisser souffrir Montréal

plus longtemps ? La population desservie par les cours de Montréal est considérable. Ce district judiciaire est composé de onze divisions électorales, et vous devez naturellement compter avec l'énorme mouvement d'affaires qui existe dans un centre industriel et commercial comme cette cité. Onze comtés viennent là pour les affaires judiciaires. C'est peut-être une faute de maintenir une population aussi forte dans un même district, cependant, j'avoue franchement que je ne crois pas possible d'enlever une partie de cette juridiction, quand la population de ces comtés va à Montréal pour les affaires commerciales et autres. De plus le barreau, dont l'opinion n'est certes pas à dédaigner, pourrait se plaindre d'une pareille mesure.

Dans ces circonstances je serais disposé à considérer l'opportunité de prendre des mesures pour un changement radical, c'est-à-dire d'enlever la cour de circuit aux juges de la cour supérieure. La loi nous donne le droit de nommer des magistrats qui ont juridiction jusqu'à quatre-vingt-dix-neuf piastres. Si donc on changeait la loi de manière à dire que la cour de circuit sera présidée à l'avenir par deux magistrats de district, avec tous les pouvoirs des juges de la cour supérieure, vous obtiendriez par là même deux résultats : Vous enleveriez du coup treize mille causes aux juges actuels, et vous rendriez disponibles deux ou trois chambres du palais de justice occupées maintenant par la cour de circuit. Dans ce cas le palais de justice actuel offrirait un local suffisant pendant un grand nombre d'années, et vous sauveriez par là même la dépense des \$200,000 qui ont été votées l'an dernier.

Maintenant, on me demandera sans doute : où mettez-vous la cour de circuit ? Si on peut la séparer des autres cours, on aura un édifice tout prêt avec un peu de réparations, sur le terrain du Château Ramsay, là où était encore tout dernièrement l'établissement de la *Minerve*. Cette bâtisse

pourrait faire un beau local pour la cour de circuit. Je crois que cet arrangement serait suffisant pour vingt-cinq à trente ans à venir. Mais en supposant que des doutes sérieux soient admissibles sur la valeur des résultats pratiques à obtenir par cet arrangement, et je ne voudrais pas pour le moment prétendre le contraire, car les études sur lesquelles je m'appuie, ne sont pas encore terminées ; au moins ça vaut-il la peine d'être essayé ? Je crois que oui, et de plus je crois que s'il y a un district qui mérite d'être bien traité, c'est bien le district judiciaire de Montréal. A l'heure qu'il est, le gouvernement retire un revenu d'au moins \$125,000 de ce district pour les licences seulement.

Il y a la question des frais à laquelle je m'empresse d'arriver. Que coûterait ces changements, ou ce nouveau système ? D'abord il faudrait pourvoir au salaire de deux magistrats. Je crois que nous pourrions avoir deux avocats compétents pour \$3,000 par année chaque ; cela ferait six mille piastres. En divisant les deux cours, il faudrait deux autres employés, on pourrait avoir ces deux officiers pour environ deux mille piastres. En tout, huit mille piastres par année. De plus il faudrait quatre ou cinq mille piastres pour faire construire une bonne voûte à l'épreuve du feu. Il y aurait en outre diverses autres dépenses pour préparer les différentes chambres, en tout pour installation une dizaine de milliers de piastres. De dépenses permanentes il n'y aurait que huit mille piastres pour les deux magistrats et les employés subalternes dont j'ai parlé.

D'un autre côté, je suppose que vous mettiez à exécution le projet de l'année dernière, voyons quel en serait le résultat : Si vous prenez l'intérêt à cinq par cent sur un capital de deux cent mille piastres, cela fait \$10,000. A ce montant de charge d'une nature permanente, il faudra ajouter au moins cinq mille piastres de diverses autres dépenses, de sorte qu'il n'y a aucune exagération à dire

que ce mode de régler les difficultés qu'éprouve l'administration de la justice à Montréal, coûterait environ quinze mille piastres annuellement à la province.

Si on se décidait, au contraire, à adopter l'arrangement dont je parlais tout à l'heure, nous pourrions vendre le terrain de l'église Saint-Gabriel avec quinze ou vingt pour cent de bénéfice ; j'ai des offres déjà pour ce montant.

Tout ceci, M. le président, n'est encore qu'à l'état de projet. Aussi je serais heureux d'avoir l'opinion de mes honorables confrères de Montréal.

Je puis dire à la Chambre que les juges qui ont été consultés, favorisent le projet que j'ai eu l'honneur d'exposer. Plusieurs avocats distingués de Montréal sont aussi en faveur de cet arrangement.

Quels seraient les inconvénients de ce système ? Le premier—et je veux être franc avec la Chambre afin qu'elle puisse juger en toute connaissance de cause—le premier, dis-je, serait de nous charger d'une partie des frais de l'administration de la justice qui, par la constitution, sont mis à la charge du trésor fédéral. Mais il ne faut pas se faire d'illusion, le sentiment général demande que la cour de circuit soit séparée de la cour supérieure dans tous les grands districts.

On peut aussi répondre à cette objection en citant ce qui a été fait ailleurs. Ainsi dans la province d'Ontario on a passé une loi pour autoriser le lieutenant gouverneur en conseil à nommer ce qu'on appelle un " Roll Master," expression qui pourrait se traduire par " un juge de cour de pratique." Ce magistrat ne s'occupe que de la procédure. J'ai parlé de cette question à l'honorable M. Mowat, qui est procureur général d'Ontario, et à d'autres procureurs généraux que j'ai eu l'honneur de rencontrer lors de la conférence interprovinciale, et tous ont été d'opinion que nous avions le pouvoir de nommer de ces magistrats. Il ne peut

donc pas y avoir de doute sur la question de savoir si nous avons l'autorité nécessaire pour agir, si toutefois nous prenons une décision dans le sens que j'ai indiqué.

Voilà, M. le président, les explications que j'avais à donner. A raison du triste état de choses qui règne à Montréal, au point de vue de l'administration de la justice, je serais enchanté d'avoir l'opinion de mes honorables collègues sur cette question.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*. — Je me rappelle avoir lu un jour un débat dans la Chambre des communes, sur une proposition de l'honorable M. Mousseau, demandant un juge additionnel, et ce débat ne me parut pas avoir un caractère de parti, cependant l'honorable M. Blake s'opposait beaucoup à cette nomination.

J'ai des informations qui me portent à croire que dans le cas qui nous occupe, le gouvernement fédéral craignait beaucoup que l'on s'opposât à sa demande ; et on a été grandement surpris de voir que l'opposition n'a pas combattu la proposition ministérielle.

M. le **Premier ministre**.—L'honorable M. Laurier a demandé au contraire la nomination de ces deux juges.

L'honorable M. **Taillon**.—C'est possible, mais ce n'est pas ce que j'ai compris.

On sait qu'il y a assez de juges pour faire tout l'ouvrage, s'il était distribué autrement. Il ne manque pas de juges qui vous diront la chose.

Quant à ma nomination, l'honorable premier ministre est plus savant que moi, car je n'en sais rien.

Pour revenir à la question, des juges m'ont dit à Montréal même, que pourvu que tout le monde travaillât, il y avait

assez de juges pour faire la besogne ; l'honorable M. Johnson est un de ceux qui m'ont dit cela. Mais je comprends que nous, qui attendons après les jugements, trouvions qu'il n'y a pas assez de juges, et quand nous nous en plaignons, on nous répond, tel ou tel juge au lieu de faire son devoir, s'occupe à toute autre chose.

Quant à l'édifice disons en un mot. Nous avons parlé d'acheter le terrain de la petite église St. Gabriel. Nous avons commencé des négociations à ce sujet mais on nous a demandé tout d'abord, un prix trop élevé ; c'était huit piastres du pied, et ensuite on a baissé jusqu'à cinq piastres, mais c'était encore trop ; nous avons abandonné ce projet. Plus tard on nous a demandé de reprendre ces négociations et j'ai répondu qu'il ne fallait pas songer à avoir plus que trois piastres du pied. Mais avant d'aller plus loin, j'ai consulté un architecte à ce sujet. Il m'a dit que ce terrain était trop étroit. Alors nous avons pensé à aller bâtir en face de l'hôtel de ville, un édifice où nous aurions pu loger les cours criminelles. Cet arrangement aurait mis plusieurs salles à la disposition des autres tribunaux. D'un autre côté les juges approuvaient ce projet. Nous n'avons pas eu de renseignements positifs sur le prix que devait coûter cet édifice, puisqu'il n'y avait rien de décidé quant à ses dimensions.

Nous voulions aussi mettre des cellules pour y loger les prisonniers avant leur condamnation. Dans tous les cas, tous ces projets ont été l'objet d'une discussion plutôt théorique que pratique.

Quant à construire un nouveau palais de justice, je n'en suis pas. La province n'a pas les moyens de faire cette dépense, et le district judiciaire de Montréal ne voudra pas s'en charger. Il ne faut pas y songer. En supposant que le gouvernement fédéral consentirait à y mettre ses bureaux, il ne pourrait pas nous donner un prix qui nous indemni-

serait. Par le projet que nous avons commencé à étudier, nous aurions répondu à tous les besoins d'ici à un bon nombre d'années, et je pense que le gouvernement fera bien d'y regarder à deux fois avant de le rejeter définitivement. Quant à la bâtisse occupée par la *Minerve*, quand on l'a abandonné c'était une "disgrâce" d'y avoir là la cour du Recorder, et il y a longtemps de cela. Je ne vois pas comment elle serait plus acceptable aujourd'hui. Au reste cette maison ne vaut rien, à part les gros murs. Si on bâtit sur le terrain de l'église St-Gabriel, on ne sera pas obligé de faire un édifice aussi riche que si on construit sur la rue Notre-Dame. Là il faudrait une maison de luxe. Si on se décide à utiliser le terrain de l'église St-Gabriel, on pourrait y mettre la cour de circuit ou la cour criminelle, car les deux bâtisses pourraient être reliées par un chemin couvert, or il me semble que \$200,000 suffiraient pour construire un édifice convenable sur ce terrain.

M. David.—Pourquoi dépenser \$200,000 quand il ne faut que cinq chambres, et qu'on peut les avoir ailleurs ?

L'honorable **M. Taillon.**—C'est précisément sur ce point que nous ne nous accordons pas. Je prétends que cinq chambres ne suffiront pas.

Je ne suis pas prêt à dire qu'il faudrait diminuer les limites du district judiciaire de Montréal. La tendance est dans le sens contraire, car on sait que beaucoup de paroisses du comté de l'Assomption préféreraient de beaucoup aller à Montréal pour leurs affaires judiciaires. Il en est de même pour Terrebonne. Il ne peut donc pas être question de cela maintenant. Il n'y a rien d'étonnant dans cette tendance, puisque toujours les grands centres attirent vers eux.

L'honorable premier ministre a dit qu'on pourrait peut-être nommer deux magistrats de districts qui remplaceraient les juges à la cour de circuit.

L'honorable premier ministre a parlé de la création de ces magistrats de district comme d'une simple probabilité, nous laissant entendre qu'il n'y avait encore aucune décision définitive de prise. Ce langage me surprend, car je vois les deux avis de motion suivants à la fin du procès verbal de la dernière séance :

“ L'honorable M. Turcotte—lundi prochain—Résolution relative à certains officiers de justice, dans le district de Montréal.”

Plus loin encore :

“ L'honorable M. Turcotte—lundi prochain—Résolutions relatives à la nomination de deux magistrats devant s'occuper des affaires portées devant la cour de circuit pour le district de Montréal.”

Ces avis prouveraient qu'on est plus avancé que l'honorable premier ministre voudrait nous le faire croire. Je ne suis pas favorable à une telle mesure. Que le gouvernement fédéral paye ces dépenses comme il y est obligé par la constitution. Nous qui avons demandé au gouvernement fédéral de payer le magistrat de police à Montréal, il paraîtrait bien étrange si nous allions de gaité de cœur nous charger de payer le salaire de ces deux magistrats. Au moment où nous demandons des subsides additionnels, nous montrerions une bien grande inconséquence, si nous prenions comme cela, à notre charge, sans hésiter, des frais qui doivent être payés par le trésor fédéral. Je crois qu'il ne serait pas judicieux de prendre une telle mesure avant d'avoir démontré aux justiciables de la province, que le gouvernement fédéral refuse formellement d'accomplir le devoir qui lui est assigné par la constitution. On dit que l'on pourra avoir des avocats très compétents pour trois mille piastres par année. C'est possible, mais vous verrez ces mêmes avocats qui acceptent cela aujourd'hui, venir dans deux ou trois ans, demander une augmentation. On commence avec huit mille piastres de

dépenses annuellement, mais on ne restera pas à ce chiffre longtemps.

Je ne vois pas de connexité entre la question du nombre des juges nécessaires et celle du local. Que le gouvernement fédéral paie les juges, et nous leur donnerons le local qui leur faudra.

La proposition est adoptée.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

L'INSTITUTION DES SOURDES-MUETTES DE MONTRÉAL.

M. David—*député de Montréal-est.*—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie de la requête adressée par les sœurs directrices de l'institution des sourdes-muettes de Montréal au lieutenant gouverneur en conseil pour obtenir une allocation.

M. le président, la raison pour laquelle elles demandent un nouvel octroi, c'est pour leur permettre de garder les vieilles personnes sourdes et muettes ou infirmes qui ne sont pas reçues ailleurs. Si ces bonnes sœurs ne les recueillaient pas, elles devraient toujours être logées dans d'autres maisons, et alors le gouvernement serait bien obligé de venir à leur secours. J'espère que cette demande sera bien accueillie.

Cette proposition est adoptée.

LE DÉSAVEU.

M. Tareau — *député de Rouville.* — J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de l'Assemblée législative, rapport de toutes décisions du conseil privé fédéral désavouant les actes ou parties d'actes de cette Législature depuis 1882, avec indication de la date de chaque désaveu ; copies des arrêtés du conseil et de

toutes correspondances intervenues entre le gouvernement de cette province relativement à ces désaveux ; aussi copie de toutes correspondances entre les deux gouvernements se rattachant à la législation de cette province.

Aussi, copie de la correspondance échangée entre le gouvernement de Québec et d'Ottawa, au sujet du désaveu des lois provinciales durant les deux dernières années.

Comme je n'ai pas la correspondance dont je demande le dépôt, je me permettrai de prier l'honorable premier ministre de bien vouloir nous dire sur quel principe le gouvernement fédéral s'est appuyé pour désavouer certaines lois passées ici dans ces dernières années et auxquelles il a fait allusion dans un récent débat.

L'honorable M. **Mercier** — *député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.*—M. le président, trois lois ont été l'objet d'un examen particulier en vue de l'exercice du droit de désaveu : la loi concernant le barreau de 1886, la partie du statut révisé se rapportant aux pouvoirs de corporation donnés au lieutenant gouverneur, et le chapitre 39 du même statut de 1886, relatif à certaines corporations et institutions autorisées à prêter et placer de l'argent dans cette province.

Je vais prendre ce dernier acte, c'est le plus pratique, puisqu'il s'agit d'argent. Le chapitre 39 dit dans son article premier :

“ A toute corporation, institution ou société de prêts et placements, régulièrement constituées en vertu des lois du parlement de la Grande Bretagne et d'Irlande ou de la Puissance du Canada, dans le but de prêter ou de placer de l'argent, et autorisées par statuts, charte ou acte d'incorporation, à prêter de l'argent dans cette province, il est loisible, en obtenant une licence du secrétaire de la

“ province, à l'effet de lui permettre d'exercer ces opérations
“ dans la province de Québec :

“ 1° D'y faire en son nom corporatif des opérations de
“ prêt et placement de toutes sortes, excepté le commerce
“ de banque, etc., etc.” Inutile de lire tout l'article.

J'attire l'attention sur le fait que dans le premier paragraphe que j'ai lu, on décrète que ces sociétés, pour se livrer à leurs opérations dans la province de Québec, devront prendre une licence du secrétaire provincial. Maintenant l'article 7 déclare que “ l'honoraire qui doit être payé
“ par la corporation, l'institution ou la société, lors de
“ l'émission de la licence est fixé par le lieutenant gouverneur en conseil.”

C'est cette question de la licence qui a été l'objet de la critique fédérale. On a voulu désavouer cette loi en disant :
“ Vous n'avez pas le droit de taxer les corporations établies
“ par statut fédéral. Or dans votre loi vous dites qu'elles
“ devront obtenir moyennant honoraire une licence du gouvernement local. Si on admettait ce principe, la conséquence en serait que toute société incorporée ne pourrait
“ faire des opérations de prêt et placement sans une licence
“ de la province, et on pourrait fixer n'importe quel prix à
“ l'obtention de cette licence.” J'avoue que cet argument pouvait avoir quelque valeur avant la décision du conseil privé sur les taxes des corporations commerciales, mais cette manière de raisonner m'a d'autant plus surpris qu'elle a été employée après que ce jugement a été rendu et connu ici.

Il est bon aussi de remarquer que cette objection portait sur le fait que les corporations fédérales se trouvaient atteintes, et qu'on ne discutait nullement l'exercice de ce pouvoir pour ce qui concernait les sociétés ayant des chartes impériales. J'en ai exprimé ma surprise aux autorités fédérales, et je leur ai répondu : “ Vous mettez en doute notre
“ pouvoir de taxer les corporations fédérales et vous semblez

“ l'admettre pour ce qui regarde les corporations impériales.” Je ne sais si les motifs que j'ai invoqués en faveur du maintien de cette loi ont convaincu le gouvernement fédéral qu'il avait tort dans ses critiques, dans tous les cas cette partie de la loi n'a pas été désavouée.

Il n'en a pas été ainsi de la loi relative au lieutenant gouverneur, celle-là a été désavouée. Mais ce désaveu n'a pas eu d'autre effet que de remettre en vigueur l'ancien statut.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—Il serait important d'avoir toute la correspondance afin qu'il n'y ait pas de lacune dans ce dossier.

Cette proposition est adoptée.

LE COMTÉ DE SHEFFORD ET LE FONDS D'EMPRUNT MUNICIPAL.

M. **LeBlanc**—*député de Laval*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie de toutes correspondances échangées entre les diverses municipalités du comté de Shefford et le gouvernement, relativement aux sommes dûes par elles au gouvernement de cette province en rapport avec le fonds d'emprunt municipal. Aussi un état constatant quelles sommes ont été remises par le gouvernement actuel à la corporation municipale du comté de Shefford, en rapport avec le fonds d'emprunt municipal.

M. le président, j'ai eu occasion de prendre part à la lutte électorale qui s'est faite récemment dans Shefford et j'ai entendu parler souvent de la grande générosité, de la sublime générosité dite nationale du gouvernement envers ce comté. D'après les amis de ce gouvernement si généreux, il aurait donné le joli cadeau de trois cent mille piastres aux électeurs de Shefford, cela sans doute pour leur inculquer la foi “ nationale ” qui anime ce ministère.

Comme représentant d'une division électorale qui n'a jamais dû un sou au gouvernement et qui ne lui a jamais rien demandé, il me semble que j'ai bien le droit d'avoir cette correspondance afin de savoir pour quel motif d'intérêt public, s'il y en a, on a fait une remise aussi considérable.

Si le gouvernement donne ainsi à droite et à gauche l'actif de la province, il n'agit pas avec justice envers les comtés qui ne lui doivent pas, et qui, conséquemment souffrent des cadeaux que l'on fait à leur dépens, sans recevoir la moindre compensation, même quand il leur arrive une fois par-ci par-là, de demander l'octroi insignifiant de quelques centaines de piastres.

Il est temps de savoir si ce système va se continuer encore bien longtemps, car si l'on devait prendre pour habitude de distribuer des cadeaux de \$300,000, il deviendrait nécessaire pour les comtés comme Laval, de prendre des mesures pour se protéger.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.* — Nous allons mettre les documents demandés devant la Chambre, et je n'ai aucun doute qu'ils vont satisfaire la curiosité et tranquilliser la conscience de l'honorable député.

Voici en deux mots les principaux renseignements que je puis donner de mémoire sur cette question :

Le comté de Shefford avait emprunté un certain montant du fonds d'emprunt municipal et avait reçu, en échange de ses propres débetures un égal montant de bons ou obligations du gouvernement. Ces obligations ont été remises à la compagnie du chemin de fer de Chambly, Stanstead et Shefford, de sorte que le comté n'a fait que donner ces débetures pour assurer l'exécution de travaux d'utilité publique. Depuis ce temps le gouvernement de la province

a inauguré ce qu'on est convenu d'appeler la politique des chemins de fer, et les municipalités n'ont plus guère été appelées à souscrire pour ces entreprises publiques d'intérêt général. Il n'aurait pas été juste de faire payer à Shefford cette subvention dont il n'a pas profité seul, mais qui a bénéficié à plusieurs comtés. Je crois que nos adversaires ont admis eux-mêmes ce principe, et qu'ils ont, chaque fois que l'occasion s'en est présentée, considéré avec plus de faveur les cas où les municipalités ont employé les sommes empruntées à des travaux d'utilité générale, et de fait remis en tout ou en partie le montant emprunté lorsque les intéressés prouvaient que l'argent avait été dépensé pour des travaux d'intérêt général. C'est ce principe qui nous a guidé dans le cas de Shefford.

Tout ce que devait la municipalité de comté de la division électorale de Shefford, c'était cette souscription pour laquelle nous avons reçu les débentures de la compagnie, car la municipalité nous a remis ces débentures, au moyen desquelles nous espérons réaliser un certain montant. En effet, à la dernière session fédérale, la compagnie du chemin de fer Chambly, Stanstead et Shefford a demandé un changement à sa charte pour lui permettre de faire une nouvelle émission de débentures, mais en accordant en même temps certains privilèges aux porteurs des anciennes débentures.

Dans l'arrangement intervenu avec cette municipalité, il n'a pas comme de raison été question des intérêts. Il nous a aussi été donné quittance de ce que la province devait en rapport avec l'abolition de la tenure seigneuriale, qui était de \$93,000.

M. le président, quant au comté de Laval, chaque fois qu'une demande nous sera faite, nous ne nous occuperons pas de l'opinion politique de l'honorable député, mais du mérite même de la question. Voilà le principe que nous

nous efforçons de faire triompher. Et nous avons donné un grand nombre de preuves de notre sincérité sous ce rapport, car si on veut être franc du côté de l'opposition, on devra admettre que nous avons traité nos adversaires comme s'ils avaient été des amis du gouvernement. C'est ce que nous entendons faire à l'avenir, c'est à dire traiter tout le monde avec justice.

Pour ce qui concerne les remarques de l'honorable député de Laval, je lui dirai que si la demande à laquelle il a fait allusion nous avait été soumise à temps, c'est-à-dire avant que les prévisions budgétaires fussent fixées, j'aurais certainement recommandé l'ouverture d'un crédit pour cet objet.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—M. le président, l'honorable premier ministre a parlé ici des principes généraux qui doivent guider le gouvernement dans ces cas, mais ce n'est pas ce que l'on a toujours dit devant le public. Lorsqu'on s'est trouvé devant les électeurs on tenait un tout autre langage. Par exemple, on ne se gênait pas de dire que si on voulait avoir des faveurs, que si on voulait obtenir telle ou telle chose, il fallait élire le candidat du gouvernement.

Qu'un étudiant dise ces choses là, c'est possible, et on comprend que son inexpérience lui fasse commettre des écarts de langage qui seraient très répréhensibles dans la bouche d'une autre personne pouvant mieux juger de la portée de ses paroles. Mais qu'un ministre de la couronne descende jusque là et prenne ce moyen de combattre les adversaires de son parti, c'est absolument inadmissible, c'est tout un scandale inouï. J'espère que celui qui a tenu un pareil langage a réfléchi depuis et qu'il ne lui arrivera plus de parler ainsi à l'avenir.

Ce que j'ai dit dans le cours de l'élection de Shefford, je suis prêt à le répéter ici. Cela prouve que je n'emploie pas

des moyens, en temps de lutte électorale, dont j'aurais à rougir devant une assemblée délibérante du caractère de celle qui me fait l'honneur de m'écouter.

Lorsqu'il s'est agi de régler cette question de la perception des sommes dues au fonds d'emprunt municipal, j'ai été prié de remplir le premier les fonctions de commissaire.

Je puis parler en toute connaissance de cause de la base arrêtée par le gouvernement conservateur de l'époque. J'avais à rechercher quel montant avait été emprunté à l'origine, combien avait été payé à titre de remboursement, quel emploi on avait fait de l'argent emprunté, quelle était la balance encore due et enfin quelles étaient les autres dettes de la municipalité, leur montant et pourquoi ces dettes avaient été créées. Ces renseignements étaient recueillis non pas seulement dans un but spéculatif, mais avec l'intention de fixer d'après leur nature, la base du règlement à intervenir. Le gouvernement de M. Chapleau avait donc arrêté les principes d'après lesquels ces règlements de compte devaient être faits. Je le rappelle dans le but de constater devant la Chambre qu'ils sont absolument ceux que l'honorable premier ministre vient de mentionner. Le gouvernement n'a pas d'autre mérite que celui de s'être conformé à la règle de conduite tracée par ses prédécesseurs.

J'exprime de nouveau l'espoir qu'on ne tiendra plus le langage dont j'ai raison de me plaindre, car il ne faut pas faire croire au peuple que les affaires publiques sont administrées par caprice et non d'après des règles justes et applicables indistinctement à tous les cas semblables.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la province.*—L'honorable chef de l'opposition vient de porter une accusation contre un certain collègue de l'honorable premier ministre. Je ne sais ce qu'il a voulu dire, dans tous les cas, il est évident que le

sujet a beaucoup de gravité à ses yeux, car ses remarques ont été faites sur un ton de solennité inaccoutumée.

Je glisserai rapidement sur le fond même de ce débat, car le règlement fait avec le comté de Shefford est avantageux pour tous les intérêts en cause. Il n'a pas été fait en vue de l'élection, puisqu'il a été conclu bien longtemps avant cette époque. Je n'en dirai pas davantage sur ce sujet car il vaut mieux attendre que les documents soient déposés sur le bureau de la Chambre avant d'engager une discussion prolongée sur le mérite de cette transaction.

Si j'ai pris la parole c'est surtout dans le but de répondre sur le champ à l'insinuation de l'honorable chef de l'opposition. Je n'ai pas été dans Shefford, mais j'ai pris une part assez active dans l'élection d'Hochelaga. J'ai eu occasion de parler souvent en public. J'ai été aussi à Laval. Mais là mon intervention personnelle m'était désagréable à raison de mes relations d'amitié avec l'honorable député qui a été réélu à cette élection.

M. le président, je n'ai pas honte de répéter ce que j'ai dit à Hochelaga, si l'honorable chef de l'opposition a voulu faire allusion à ces paroles. Voici en résumé la pensée que j'ai exprimée et qui paraît blesser si fortement la délicatesse de l'honorable chef de la gauche.

Après avoir exposé de mon mieux aux électeurs les raisons qui devaient les engager à appuyer le gouvernement et à rejeter le candidat de l'opposition, je terminais par un argument dont on s'est servi contre moi dans mon comté. Ainsi en 1883, quand, à la suite d'une contestation, j'ai dû me présenter de nouveau, le grand argument que les amis du gouvernement d'alors répétaient dans toutes les assemblées, était que mon comté n'aurait rien si on m'élisait. C'est ce que j'ai dit à Hochelaga. J'ai déclaré ceci : "tous les comtés seront traités avec justice, qu'ils soient ou non

représentés par des amis du gouvernement,” et j’ajoutais : “ mais quand il s’agira de faveurs, si vous n’écrivez pas un ami du gouvernement, vous ne pouvez pas vous attendre d’en avoir.”

Qu’on se comprenne bien, M. le président : pour la justice, nous sommes obligés de l’administrer avec une égale impartialité à tous les comtés, mais du moment qu’il s’agit de faveurs, ce n’est plus la même chose. Nous pouvons bien les donner à qui nous voulons dès que nous ne blessons aucunement les intérêts de la justice. Depuis quand serait-ce si mal de dire que nous faisons des faveurs à nos amis ? Est-ce que les conservateurs n’en ont pas fait autant ? Soyons donc francs. J’ai dit une vérité pratiquée par tous les partis et je n’ai pas honte de répéter mes paroles devant la Chambre.

C’est là le langage que j’ai tenu à Hochelaga. J’en ai dit autant à Laval. C’était là l’un des plus forts, sinon l’unique, le seul argument que l’on a employé contre moi dans mon comté, pendant que ces messieurs étaient au pouvoir. Encore n’y mettait-on pas la restriction que j’y ai mis moi-même.

Je le répète ici, M. le président, afin qu’on ne puisse pas dire que je n’emploie ce langage que devant les assemblées populaires. Tous les comtés indistinctement seront traités avec justice égale quand leurs droits seront en jeu, mais du moment qu’il s’agira de faveurs ministérielles, les adversaires n’en pourront pas espérer. Que voulez-vous, l’humanité est la même partout : on protège ses amis avant ceux qui nous font du mal ou qui cherchent à nous en faire.

Maintenant pour calmer l’honorable chef de l’opposition, je lui dirai qu’il fait mieux d’en prendre son parti dès à présent, car je suis bien décidé à me servir encore du même argument chaque fois que l’occasion s’en présentera.

L’honorable M. **Tailon**.—Mes remarques s’adressaient surtout à la façon de dire ces choses.... Du reste les

paroles que vient de rapporter l'honorable secrétaire de la province ne sont pas tout à fait les mêmes que celles qu'il a prononcées dans la circonstance à laquelle je faisais allusion tout à l'heure.

M. de Grosbois—*député de Shefford*.—Puisqu'on a parlé de la question du fonds d'emprunt municipal, que la Chambre veuille bien me permettre une observation . . . une seule . . . Je demande à l'honorable chef de l'opposition de me dire s'il n'est pas vrai que M. Savaria, candidat ministériel en 1886, s'est promené d'assemblées en assemblées pendant les élections générales, dans toutes les paroisses du comté de Shefford, montrant partout une lettre du gouvernement Ross dans laquelle on disait que s'il était élu, remise serait faite au comté de Shefford de sa dette au fonds d'emprunt municipal ? . . .

L'honorable **M. Taillon**.—Je nie carrément que jamais une telle lettre ait été écrite, et je suis si certain de mon fait que je donnerai le temps que l'honorable député désirera pour fournir ses preuves.

M. de Grosbois.—Dans cette lettre, M. Ross disait qu'il était disposé à favoriser le comté de Shefford, et fait significatif, sur lequel j'attire l'attention de la Chambre, cette lettre pleine d'espérances, était adressée à M. Savaria, candidat ministériel.

L'honorable **M. Taillon**.—Ce n'est déjà plus la même histoire.

L'honorable **M. Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation*.—Je ne connais pas cette lettre, mais je puis parler des déclarations faites en ma présence, dans une grande assemblée tenue dans ce comté. Là les amis du gouvernement d'alors ont dit qu'il fallait élire M. Savaria si on voulait avoir la remise en tout ou en partie de ce qui était dû au fonds d'emprunt municipal . . .

M. LeBlanc—*député de Laval*.—.. Beau dommage..

M. le Premier ministre.—Voilà une exclamation, véritable cri du cœur, qui en dit plus long que tous les commentaires que je pourrais faire. Après cela, je n'ai qu'à répéter comme l'honorable député de Laval : " Beau dommage." Ce " Beau dommage " règle le point débattu. (Rires.)

L'honorable **M. Taillon**.—Il n'y a rien là de bien extraordinaire, et je ne vois pas pourquoi ces messieurs se livrent à cet accès d'hilarité. Le gouvernement n'a jamais fait de mystère de son opinion ; il a toujours dit qu'il n'entendait pas faire payer tout le montant au comté de Shefford, car c'était là l'un de ces cas particuliers exigeant un arrangement spécial. Ce n'est pas tant sur ce qui concerne la dette de la municipalité de comté, que nous voulons avoir des renseignements, pour ma part du moins, c'est surtout la correspondance avec les autres municipalités de ce comté qui m'intéresse le plus.

La proposition est adoptée.

DESTITUTION DE M. TELLIER, GREFFIER DE LA COUR DE
CIRCUIT DE BERTHIER.

L'honorable **M. Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, copie de la correspondance et de l'arrêté du conseil et de tous documents, concernant la destitution de F. Tellier, écuier, en sa qualité de greffier de la cour de circuit du comté de Berthier, et concernant la nomination de son successeur à la dite charge.

L'honorable **M. Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation*.—M. Tellier était greffier de la cour de circuit du comté de Berthier, et pendant qu'il occupait cette charge,

il a été nommé réviser sous l'autorité de la loi électorale fédérale. Avant d'obtenir cette dernière nomination, il avait signé un document par lequel il promettait d'abandonner sa charge de greffier de la cour de circuit. Mais une fois nommé, ce monsieur oubliant sa signature, n'a pas voulu tenir sa promesse, et ce sont ses amis qui m'ont demandé sa destitution.

L'honorable M. **Taillon**.—On nous avait dit la même chose, mais nous n'avons pas cru devoir nous occuper de ces détails là, et nous n'avons pas voulu le destituer. Il nous semblait que c'était à lui à voir s'il devait, oui ou non, tenir sa parole.

M. le **Premier ministre**.—Quand un homme a fait une promesse, il est tenu en honneur de la remplir.

L'honorable M. **Taillon**.—Nous avons dit à ceux qui nous demandaient sa destitution, de travailler plutôt à lui faire perdre la dernière place qu'il avait obtenue, vu que le gouvernement ne pouvait pas s'occuper des arrangements privés qui peuvent être ainsi pris entre individus. Cela ne regarde pas les ministres.

La proposition est adoptée.

INDEMNITÉ ACCORDÉE PAR LE GOUVERNEMENT AUX CULTIVATEURS DU COMTÉ DE LAPRAIRIE A RAISON DES RAVAGES CAUSÉS PAR LA GRÊLE.

M. **LeBlanc**—*député de Laval*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, un état mentionnant les noms de ceux dont les champs ont été ravagés par la grêle dans le comté de Laprairie, et qui ont reçu pour cela des sommes d'argent du gouvernement de cette province, avec le montant donné à chacun d'eux, et la date de ce paiement.

M. le président, M. Doyon, député fédéral et national, s'il vous plaît, ainsi qu'un autre individu non moins intéressé que lui, se sont appliqués à faire croire que le gouvernement de Québec serait disposé à aider les cultivateurs qui avaient eu à souffrir des ravages de la grêle, pourvu que ces braves gens se montrassent conciliants pour la grande cause dite " nationale " Il paraîtrait que ces arguments frappés au coin des patriotes ont fait des " ravages " eux aussi, et que bien des gens n'ont pas pû résister au démon tentateur. Ces citoyens revêtus de la tunique nationale moyennant un petit *encouragement*, n'ont pas voté, paraît-il, contre le candidat ministériel dans la dernière élection ; il y en a d'autres, plus scrupuleux, qui se sont abstenus complètement. Dans tous les cas, le gouvernement s'est laissé convaincre et a payé une somme assez ronde. Je veux savoir comment elle a été répartie.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la province.*—L'honorable député nous accuse comme si nous avions décrété dans l'arrêté du conseil, la mort de l'ancien député, M. Charlebois, les ravages de la grêle à jour fixe, et enfin le choix du nouveau député. C'est ainsi que nos adversaires font des montagnes avec les choses les plus simples du monde.

M. **LeBlanc**.—La grêle n'est pas tombée pendant que mes honorables amis étaient au pouvoir, mais l'argent a été donné pendant l'élection ; c'était, je suppose, dans le meilleur but du monde, mais cela n'empêche pas que des " mauvaises langues " ont parlé, et qu'elles pourront bien parler encore.

La proposition est adoptée.

LES LIVRES DONNÉS EN PRIX.

M. **Faucher de St-Maurice**—*député de Bellechasse.*—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le

bureau de la Chambre, une liste des livres français qui ont été donnés en prix dans les écoles de la province de Québec, depuis la dernière session.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la province.*—Le gouvernement a acheté une certaine quantité de livres fort recommandables tant au point de vue de la morale qu'à celui de la valeur même de l'ouvrage, et cela, sans égard pour aucune considération de parti politique, c'est-à-dire qu'il n'a pas regardé si l'auteur était oui ou non, partisan de l'administration.

Dans le choix des livres pour prix il est bon que la Chambre sache que je suis obligé de consulter le conseil de l'instruction publique et le surintendant.

La proposition est adoptée.

L'AMEUBLEMENT DU PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC.

M. **Casgrain** — *député de Québec.*—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie des contrats, soumissions, correspondances, documents et écrits relatifs à l'achat et à la pose des gazeliers au nouveau palais de justice de Québec ; aussi un état indiquant :

1. Le nom des soumissionnaires pour la vente et la pose des dits gazeliers.
2. Le nom de l'entrepreneur dont la soumission a été acceptée et le nom du vendeur.
3. Le coût des dits gazeliers.
4. Le nombre de gazeliers posés.
5. Le coût de la pose des dits gazeliers.

Aussi un état indiquant :

1. Les sommes payées ou dues pour l'ameublement placé dans le dit palais de justice.

2. Le nom du meublier ou des meubliers qui ont fourni les dits meubles.

3. Le nombre et le coût des horloges qui ont été placées dans le dit palais de justice, ainsi que le nom de celui qui a fourni les dites horloges.

M. le président, aux dernières élections générales, le grand cheval de bataille de ceux qui nous combattaient dans ce district, étaient les dépenses faites par les conservateurs pour le palais de justice de Québec.. Quand le gouvernement a changé en janvier 1887, au lieu de diminuer les dépenses, les nouveaux ministres les ont augmentées considérablement. Pour donner suite à leurs idées extravagantes, ils ont littéralement encombré les chambres de toutes sortes de choses inutiles, c'est à tel point que cet édifice, très joli dans ses proportions d'ensemble, est absolument gâté par le trop grand nombre de gazeliers qu'on y a posés.

Dans la salle de la cour supérieure seule, il y a deux cents seize becs de gaz. Le fait est que c'est partout la même chose. Il y a tant de gazeliers, qu'on peut à peine voir le plafond. C'est une tapisserie d'un nouveau genre, et ce n'est pas le genre le moins coûteux, car chaque gazelier coûte en moyenne quarante-cinq piastres pièce : il y en a même un qui, dit-on, a coûté quinze cents piastres.....

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.*—Il n'y en a pas un seul qui coûte ce prix.

M. **Casgrain**.—C'est possible, je désire même que cela soit vrai, pour l'avantage de la province.

Par ma proposition je veux savoir si le gouvernement a mis en pratique les promesses d'économie qu'il a faites.

M. le **Premier ministre**.—Je regrette beaucoup l'absence de mon honorable ami, le député de Montréal-ouest, plus particulièrement concerné dans cette question,

puisque c'est lui qui en sa qualité de commissaire des travaux publics, a ordonné ces dépenses. Je crois qu'il serait convenable d'attendre que l'honorable député soit présent avant de continuer cette discussion. Je suggérerais en conséquence d'ajourner le débat.

M. Casgrain.—Très bien. Je propose, M. le président, que le débat soit ajourné.

Cette proposition est adoptée.

LES PÈRES TRAPPISTES D'OKA.

M. David—*député de Montréal est.*—J'ai l'honneur de proposer que la requête adressée par les R. P. Trappistes, d'Oka, au lieutenant gouverneur en conseil, et mise devant cette Chambre le 24 mai dernier, soit renvoyée devant le comité de l'agriculture et de la colonisation, avec prière de faire rapport.

M. le président, ces bons Pères ont déjà défriché six cents arpents, et ils demandent qu'on vienne maintenant à leur secours. Leur but est d'ouvrir avec cet octroi une école agricole. Déjà ils ont reçu plusieurs demandes d'admission de la part de gens qui voudraient y envoyer leurs enfants. Nous croyons que le gouvernement ne devrait pas hésiter à encourager cette institution, car il ne peut trouver dans toute la province, de meilleurs professeurs d'agriculture. Tous ceux qui s'y entendent proclament hautement que c'est un véritable bonheur pour la province d'avoir de tels hommes parmi nous.

J'ai en mains une lettre du docteur Marcil, qui a visité leur établissement et qui en parle avec le plus vif enthousiasme.

M. Faucher de Saint-Maurice — *député de Bellechasse.*—Je suis certain que cette cause est déjà gagnée devant la Chambre. Ces excellents Pères ont fait déjà un

bien immense depuis leur arrivée au milieu de nous. Tous ceux qui ont visité leur établissement agricole en sont revenus enchantés, et certes, je comprends leur enthousiasme, car il est bien motivé.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation*.—Il appartiendra au comité de donner son opinion. La Chambre la respectera et le gouvernement respectera l'opinion de la Chambre. C'est une question d'affaire et non pas de sentiment. Nous avons prêté \$10,000 à ces bons Pères, il y a plusieurs années de cela. Je me rappelle que M. Chapleau, alors premier ministre, m'avait consulté ainsi que M. Joly et vous-même, M. le président. M. Joly, avec un élan qui caractérise bien son bon cœur, s'écria sans la moindre hésitation, lorsque la proposition lui fut communiquée : “oui prêtons-leur, car ce sont d'excellents agriculteurs.” Nous consentimes tous à ce que ce prêt leur fut fait. Mais j'avoue que dans le temps je n'avais guère d'espoir de voir le remboursement de cette somme, mais au moins je pensais que l'on nous paierait l'intérêt, et que la province s'en contenterait sans exiger le capital. Aujourd'hui on nous demande d'abandonner le capital et les intérêts et de plus, de donner un subside annuel. Je crois qu'il est assez difficile d'accorder cela. Déjà les \$10,000 que nous leur avons prêtées représentent un intérêt annuel de cinq ou six cents piastres. Il s'agit pour nous de dire si nous pouvons faire plus. C'est ce que le comité devra décider. Voilà le côté financier de la question.

Maintenant si on veut faire du sentiment, j'en suis aussi, car, sous ce rapport je n'ai que l'embarras du choix, puisque les faits de nature à exciter notre admiration abondent de tous côtés.

J'ai reçu à ce sujet une lettre charmante du révd. M. Labelle, qui m'a aussi fait un rapport verbal très enthousiaste.

siaste. De plus nous avons devant nous un rapport de la commission agricole qui dit beaucoup de bien de cette institution.

Parlant d'établissement agricole, je ne puis m'empêcher de faire part à la Chambre d'un de mes souvenirs de voyage. Lors de mon séjour en Europe, j'ai visité le fameux établissement des Trois Fontaines situé près de Rome. Ce nom de "Trois-Fontaines" a été donné à ce lieu parce qu'il y a trois fontaines célèbres que tout voyageur désire voir. La tradition raconte que ces fontaines ont jailli aux endroits où la tête de Saint Paul a touché lorsqu'il a été décapité. J'ai visité la chapelle qui est remarquable à tous égards. C'est au-dessous de cette chapelle, dans un souterrain, que sont conservées les reliques des 10 mille martyres. L'établissement agricole que j'ai vu là est magnifique, bien que les terres ne soient pas bonnes. C'est là que sont envoyés les enfants qui, comme les nôtres, ont besoin d'être soumis à la discipline des écoles de réforme. Là vous ne voyez pas de murs ni quoi que ce soit qui vous rappelle l'idée d'une prison. En résumé, j'engage instamment mes honorables collègues s'ils vont jamais en Europe, d'aller visiter cette ferme si renommée et qui mérite bien la réputation qu'elle a acquise. J'ajoute que si nous pouvions en avoir une semblable ici, se serait un énorme avantage pour l'éducation agricole de nos cultivateurs. Ils trouveraient là d'excellents modèles à imiter.

Si j'écoutais simplement mes sympathies personnelles, je serais tout à fait disposé à aider ces bons Pères, mais—et il ne faut pas s'enorgueillir s'il y a un "mais"—il faut considérer aussi cette question à un point de vue d'affaires. Néanmoins je ne voudrais pas me prononcer avant d'avoir l'opinion du comité.

M. Dèchène—*député de l'Islet*.—Je trouve, M. le président, que la somme demandée est trop forte. Je veux bien

croire à tout le bien que l'on dit de cet établissement, mais il ne faut pas oublier que nos colons vont ouvrir leurs terres à leurs propres dépens, c'est-à-dire sans que personne vienne à leur aide, quant à ce qui concerne les opérations de défrichement. Je crois donc que le gouvernement aurait tort de donner autant à ces institutions religieuses qui, après tout, ne sont venues ici que parce que cela faisait leur affaire. Celle dont nous parlons en ce moment a obtenu une magnifique propriété en don gratuit du Séminaire de Montréal.

Quel est, M. le président, le colon qui ne pourrait pas vivre et prospérer, si on lui donnait ainsi une allocation de \$10,000 par année ?

* Je dis de plus qu'il y a dans ce système de subvention un principe dangereux, contre les conséquences duquel nous devons nous garer. Aujourd'hui ce sont les Révérends Pères Trappistes qui demandent; demain ce sera une autre communauté qui, se basant sur ce précédent, voudra en avoir autant. Qui prendra sur lui de faire une distinction entre plusieurs demandes du même genre, venant de personnes également respectables ? Je sais bien que l'on demande cet octroi en vue de favoriser les intérêts agricoles. J'ai ces intérêts à cœur autant que qui que ce soit, mais je ne suis pas prêt à dire qu'il faut ainsi doter de milliers et de milliers de piastres une institution religieuse qui détient ses biens en main-morte, les quels biens ne seront jamais mis dans la circulation.

La proposition est adoptée.

LES VINS CANADIENS.

M. David—*député de Montréal-est.*—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambr., copie d'une requête adressée par MM. Barré & Cie., de Montréal, à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur en conseil, demandant que le gouvernement leur accorde un octroi

pour les aider à établir sur des bases solides dans cette province, l'industrie de la fabrication des vins canadiens.

M. le président, il y a eu un rapport très favorable de fait sur la fabrication des vins, ce qui prouve que cette fabrication peut très bien se faire dans la province de Québec. Je considère que, aider cette industrie, c'est travailler dans l'intérêt de la moralité publique. Voyez la France ! il n'y a pas un pays où il se consomme plus de vins, et cependant montrez-moi une contrée où la sobriété soit plus en honneur que là. Je crois donc que c'est une industrie qui mérite l'aide du gouvernement. Depuis un bon nombre d'années, des personnes frappées des maux que fait l'ivrognerie parmi nous, travaillent avec un zèle infatigable à en diminuer les ravages. Je suis loin de désapprouver leurs efforts, mais il ne faut pas se faire illusion. Le climat est pour beaucoup dans cette mauvaise habitude contractée par une partie de notre population. L'usage des boissons fortes est presque un besoin dans un pays comme le nôtre ; il en est de même partout. Tout ce que nous pouvons faire, c'est de chercher à diminuer le mal, sans espoir de le voir jamais disparaître complètement. Eh ! bien, encourager la fabrication des vins canadiens, c'est en promouvoir la consommation, et les substituer aux boissons fortes qui ruinent la santé, c'est donc travailler dans l'intérêt du pays. Je recommande cette œuvre au gouvernement.

La proposition est adoptée.

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Séance du mardi, le 5 juin 1888.

SOMMAIRE :—Renvoi à un comité spécial, du projet de loi sur les licences, préparé par M. David et de toutes les requêtes et autres documents relatifs à cette affaire. MM. Mercier, Taillon et Blanchet.—Proposition de M. Faucher de Saint-Maurice, relativement à la décoration du palais législatif, comprenant surtout ce qui touche à la statuaire et à la peinture : MM. Faucher de Saint-Maurice, Mercier, Boyer et Desjardins.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et vingt-cinq minutes.

LA LOI DES LICENCES.

L'ordre du jour appelle la délibération sur une proposition à l'effet de renvoyer à un comité spécial le projet de loi préparé par M. L. O. David, ainsi que toutes pétitions et autres documents relatifs à la question des licences.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.*—J'ai l'honneur de proposer que toutes les pétitions présentées à cette Chambre, touchant la question de la vente des liqueurs enivrantes dans cette province, ainsi que le projet de loi sur les licences préparé par L. O. David, écuyer, député de Montréal est, dont il est fait mention dans les dites pétitions, et toutes lettres et documents se rapportant à ce projet de loi, ou à la dite question de la vente des boissons enivrantes dans cette province, soumis à cette Chambre et au gouvernement, soient renvoyés à un comité spécial, avec instruction d'examiner les dites pétitions ainsi que le dit projet de loi, et les dites lettres et documents ; d'envoyer quérir personnes, papiers et records, et

de faire rapport à cette Chambre de temps à autre, en toute diligence.

Que la 78ème règle de cette Chambre soit suspendue et que le comité spécial auquel sont renvoyés les dites pétitions et les lettres, documents et projet de loi susdits, soit composé des honorables MM. Shehyn, Gagnon, Blanchet, Flynn, Robertson, Lynch et de MM. David, Rochon, Pilon, Larochelle, Cameron, Forest, Murphy, Legris, Gladu, Hall, Nantel, Faucher de Saint-Maurice et Beauchamp.

M. le président, comme on le voit, il s'agit de renvoyer à l'étude d'un comité spécial tout ce qui concerne cette question des licences, avec pouvoir de faire, s'il le juge à propos, une enquête afin de se renseigner sur la meilleure législation possible sur ce sujet. Cette procédure est faite dans le but de sauver du temps et aussi de permettre aux personnes qui s'intéressent à cette question d'être entendues devant le comité. On comprend qu'elles ne pourraient l'être ici, car dans ce cas la procédure est bien trop longue pour nous permettre d'arriver à un résultat pratique, sans retarder considérablement les travaux de la session. Or pour arriver à ce but je ne connais pas d'autre procédure que celle qui consiste à nommer un comité spécial. Dans tous les cas nous avons cru que le meilleur moyen était de renvoyer cette question à un comité spécial devant lequel tous les intéressés seront entendus. C'est du reste ce qui s'est fait dans toutes les occasions de ce genre. Ainsi, par exemple, à Ottawa on a adopté la même procédure. Le gouvernement fédéral, quand il a voulu légiférer sur cette même question des licences, a demandé la nomination d'un comité spécial, et c'est à ce comité que fut renvoyée la fameuse loi dont nous avons tant entendu parler.

Quant au personnel du comité que je propose, je crois qu'il est acceptable. Toutefois j'accueillerai avec plaisir toutes les suggestions que l'on voudra bien faire tendant à

rendre ce personnel meilleur, eu égard aux intérêts en jeu. J'espère que la Chambre n'aura aucune objection à adopter ma proposition.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*. — L'honorable premier ministre invoque l'exemple d'Ottawa, bien que son parti ait énergiquement critiqué l'action de Sir John A. Macdonald dans cette circonstance. Mais passons... Il importe de remarquer que l'autorité de ce précédent ne peut être invoquée ici, puisque le cas n'est pas le même du tout. Ici il s'agit dans une très large mesure de fixer le revenu provenant des licences prélevé sur le commerce en détail des boissons enivrantes; c'est donc une question de finance, par conséquent, ministérielle de sa nature même. Là-bas il ne pouvait être question de revenu, car d'avance on savait qu'il appartenait aux provinces. De plus c'était la première fois que la Chambre des communes faisait une telle loi. On pouvait trouver là une raison de recourir aux lumières d'un comité, tandis qu'ici nous sommes habitués, par une longue expérience, à rédiger de ces lois. Le parlement fédéral,—c'est encore une autre considération à ajouter aux précédentes,—devait légiférer pour toutes les provinces, par conséquent il devait prendre ses précautions afin de concilier des intérêts variant d'une province à l'autre. Ici nous n'avons à voir que pour une seule province, dont les besoins nous sont connus. En outre, nous sommes au courant des opinions qui se font jour.

Les deux principaux caractères qu'une telle loi doit avoir, au moins au point de vue du gouvernement, sont les suivants : elle doit assurer le revenu et protéger la cause de la tempérance. Le gouvernement aurait dû prendre sur lui la responsabilité de présenter aux Chambres un projet complet. Le gouvernement aurait dû entendre les autorités municipales et religieuses, ainsi que les autres intéressés. Les renseignements qu'il aurait ainsi recueillis lui auraient permis de préparer une mesure complète sur ce sujet, tan-

dis que par le mode actuel il court risque de ne pas donner satisfaction aux intéressés. Par exemple les partisans de la tempérance pourront lui reprocher de ne pas donner à ce projet de loi toutes les forces du parti ministériel, ce qui en aurait assuré l'adoption. Dans un comité, des intérêts qui ne devraient pas se faire jour, auront toute la latitude que permet des procédés qui ne doivent pas être rendus publics. C'est précisément là que réside le danger le plus redoutable, car il arrivera peut-être que l'idée générale qu'on a voulu faire prévaloir dans la rédaction proposée sera dominée, et en quelque sorte absorbée par des intérêts de clocher. L'objection à propos de l'audition des parties intéressées, n'est pas sérieuse car suivant la procédure parlementaire, le projet de loi après la seconde délibération, aurait pu être renvoyé à un comité qui aurait entendu ces intéressés.

Je ne proposerai pas un vote sur cette question-là, il me suffit d'avoir exprimé mon opinion.

L'honorable M. **Blanchet** — *député de Beauce*.—Je crois que le gouvernement aurait dû nous faire connaître les principales dispositions de la mesure qui sera soumise au comité. Ainsi la Chambre aurait intérêt à connaître s'il va augmenter le prix des licences ou restreindre le nombre de ces dernières. Je suppose que nous fassions un rapport très sévère, recommandant à la Chambre l'adoption d'une mesure excessivement rigoureuse, décrétant que les licences seront accordées sur une échelle de prix très élevés, variant suivant les localités : et je suppose que le gouvernement, une fois notre rapport fait, trouve à propos de mettre nos conclusions de côté, que deviendra le rapport du comité ?

Il est évident qu'une telle mesure appartient exclusivement à l'initiative ministérielle. Le gouvernement a déjà pris connaissance de toutes les vues qui ont été exprimées par les intéressés, sinon comment le gouvernement sera-t-il

renseigné, à moins que le premier ministre, fasse lui-même partie du comité.

Il reste toujours la question de responsabilité. Qui s'en chargera, lorsque le rapport sera fait ? Assurément ce ne sont pas les membres du comité qui devront prendre cette responsabilité. Il incombera toujours au gouvernement de faire adopter le projet par la Législature.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.*—Je pourrai être entendu devant le comité, et j'irai avec plaisir si je suis demandé. Toutes les personnes qui ont été entendues devant le gouvernement pourront l'être de nouveau devant le comité. Quant à ce qui regarde la question de la responsabilité ministérielle, le gouvernement ne reculera pas quand le comité aura fait son rapport final.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce.*—C'est là qu'est toute la question. Le gouvernement s'engage-t-il à prendre ce rapport pour rédiger sa loi ? Nous aurons, nous, membres de ce comité, à faire un travail très long, et il serait inutile pour nous de nous imposer de telles fatigues, si nos suggestions ne devaient servir à rien.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.*—L'honorable député de Beauce ne doit pas ignorer que le gouvernement a annoncé dans le discours du trône, qu'il serait présenté un projet de loi dans le but de rendre plus difficile l'octroi des licences, et pour punir plus sévèrement les violations de cette loi. Le gouvernement verra si le rapport du comité est fait dans le sens de l'engagement pris dans le discours du trône.

Le gouvernement n'a encore rien décidé quant à l'échelle des prix pour les licences.

Il espère que les membres du comité ne reculeront pas devant la tâche d'étudier cette question avec soin et de préparer une loi qui, tout en protégeant d'abord la grande cause de la tempérance, cause qui domine toutes les autres, ne sera pas néanmoins trop injuste envers le trésor.

La proposition est adoptée.

LA DÉCORATION DU PALAIS LÉGISLATIF.

M. Faucher de Saint-Maurice — *député de Bellechasse*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie de toutes correspondances échangées avec les gouvernements précédents et celui du jour, à propos de la décoration faite, et de la décoration projetée au palais législatif, comprenant surtout ce qui touche à la statuaire et à la peinture.

Notre pays commence à compter des peintres et des artistes qui ont fait ou qui feront leur marque. Pourquoi ne pas les encourager comme le furent jadis Plamondon, Légaré, Théophile Hamel.

Un de nos compatriotes, M. Eugène Hamel, a étudié la peinture pendant quatre années à Québec, chez son oncle, M. Théophile Hamel. Puis il passa en Europe où il suivit avec succès les cours de dessin et de peinture à l'Académie d'Anvers. A Bruxelles il étudia pendant une année sous un élève de Paul de la Roche, sous le célèbre Portaëls. En 1868, on le retrouve à Rome, où il étudia les grands maîtres, et composa plusieurs tableaux, entre autres un St-Edouard le Confesseur, que l'on voit dans l'église de Gentilly.

En 1870 il retourna à son pays, où il travailla jusqu'à 1881. C'est pendant ces onze années qu'il fit les portraits des présidents des deux Chambres de cette province. Ils ont été brûlés lors de l'incendie du vieux parlement.

M. Hamel repartit pour l'Europe en 1881, à ses frais. Il passa de nouveau quatre années à Rome pour étudier sous les premiers maîtres de cette ville.

Le but de ce second voyage était de se rendre capable d'entreprendre des travaux de grande importance, tels que la décoration du palais législatif de cette province. Monsieur Hamel compte douze années d'études sérieuses, et en tout vingt-six années consacrées à la pratique de son art.

M. Eugène Hamel a fait de grands sacrifices. Qui peut en mieux tenir compte si ce n'est le gouvernement de son pays ?

Nous comptons aussi parmi nos artistes canadiens-français M. Napoléon Bourassa. Il a déjà donné des preuves incontestables de son grand talent.

Un peintre célèbre, — un Français celui-là, mais un Français qui vient de faire à Paris la plus belle réclame pour notre pays, en envoyant soixante tableaux canadiens signés par lui, M. Gaston Roullet, offre aussi ses services à notre province. Il vous propose par mon entremise une grande toile historique destinée à notre Assemblée législative. Elle n'aura à payer que les frais d'études et de déplacement. N'est-ce pas là une occasion unique dont le gouvernement devrait profiter ?

Quant à la sculpture, Hébert est déjà à l'œuvre, et son passé est une garantie de réussite. Un québécois s'est aussi distingué dans cet art, c'est M. Genest. Pendant cinq ans il a étudié chez les meilleurs maîtres.

Chacun peut admirer dans notre bibliothèque le buste très ressemblant de notre poète national Octave Crémazie. Ses statuettes allégoriques, ses bas-reliefs, ses médaillons du cardinal Taschereau, de Mgr. Légaré, du lieutenant gouverneur Angers sont fort bien faits. Voilà encore un talent de terroir qui mérite d'être encouragé.

Je ne parlerai pas de M. Eugène Taché. Son nom restera acquis à l'histoire de l'art de notre pays, comme le nom de son père Sir Etienne Taché est demeuré dans notre histoire politique. M. Eugène Taché revivra dans ce palais législatif, qui est son œuvre et qui fait notre admiration.

Puisque nous causons d'art, permettez-moi de vous faire part d'une interrogation que je me suis souvent posée.

Pourquoi ne pas donner ici à nos élèves-ès-art des études de paysages et des sujets canadiens. Nous sommes les maîtres de la plus belle nature possible. Les chutes de Montmorency, de la Chaudière, la vallée de la Beauce, les points de vue que l'on trouve dans Bellechasse, la promenade de Beaumont, les montagnes de Montréal et de Saint-Hilaire, la citadelle de Québec, nos moindres rivières, le golfe Saint-Laurent, nos îles, nos lacs arrachent des cris d'admiration à l'étranger.

Pourquoi ne pas mettre ces grandes choses sous les yeux des élèves ?

Les chalets suisses, les eaux dormantes d'Ecosse, les ponts plus ou moins espagnols ou basques ont fait leur temps. Attaquez la belle nature canadienne. Restez de ce côté-ci de l'océan. Je vous le dis : notre pays est beau. Il est peut-être le plus beau du monde. Il mérite d'être connu. Enseignez ces choses-là aux enfants, et plus tard, ils s'en trouveront bien.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation*.—Pour ce qui regarde la dernière suggestion faite par l'honorable député, je crois qu'il y aurait beaucoup de difficultés à réunir tous ces tableaux dans un même local. Néanmoins s'il veut nous aider, nous pourrions travailler à réaliser cette pensée.

Quant à la décoration de cet édifice, nous avons fait tout ce que nous pouvions faire dans le moment, vu l'état de nos finances. Nous nous sommes limités à la statuaire. M. Hébert est déjà parti pour l'Europe afin d'exécuter avantageusement son contrat avec le gouvernement. Nous avons cru qu'il valait mieux faire faire les statues dans les grands ateliers spéciaux d'Europe, afin d'avoir par là des modèles pour nos ouvriers. La chose a été recommandée par le comité spécial nommé pour surveiller l'exécution de ce contrat. Nous avons tout d'abord hésité à adopter cette recommandation parce qu'il nous paraissait pour le moins singulier de ne pas faire bénéficier nos artisans de l'avantage de cette dépense de deniers publics, mais après avoir étudié la question à tous les points de vue, nous avons trouvé qu'il valait mieux faire faire ce travail en Europe afin d'avoir de tout ce que l'on pouvait espérer de mieux.

Quant à la question de la peinture, nous n'avons pas osé l'aborder. Il y a bien une correspondance qui lie le gouvernement jusqu'à un certain point, mais nous n'avons pas voulu pousser plus loin la réalisation de ce projet. Je crois, d'accord avec mon honorable ami le trésorier, que nous n'avons pas les moyens de faire ces dépenses.

M. Hamel a demandé et obtenu la permission d'exposer ici des miniatures des tableaux qu'il se proposait de faire en exécution de son contrat. Ces miniatures sont maintenant à côté de la porte d'entrée. La première représente Jacques-Cartier recevant une délégation de sauvages à Hochelaga. La seconde, nous montre Christophe Colomb à la cour d'Isabelle, à son retour d'Amérique. En examinant ces miniatures on reconnaît non-seulement dans M. Hamel le peintre distingué dont les œuvres lui ont déjà acquis une réputation enviable, mais on sent aussi le patriote. On dit que ces tableaux avec les proportions qu'on veut leur

donner, seront un bel ornement pour nos salles, celle de l'Assemblée législative et celle du Conseil législatif.

Nous croyons que quand M. Hamel commencera ces travaux, il faudra que nous soyions en position de faire faire au moins un tableau par année. Mais la Chambre comprend qu'il faut attendre encore quelque temps. Je le regrette car il n'y a pas un homme qui soit plus disposé que moi à garder religieusement les grands souvenirs de notre histoire, à reproduire sous les yeux du peuple les épisodes qui ont illustré la carrière de nos ancêtres et à encourager nos artistes canadiens.

Je remercie l'honorable député de Bellechasse d'avoir attiré l'attention de la Chambre sur ce sujet.

Il va sans dire que nous nous empresserons de déposer la correspondance aussitôt qu'elle sera copiée.

M. Boyer—*député de Jacques-Cartier*. — L'honorable premier ministre nous a donné à entendre que si le comité spécial dont il a parlé, a été d'avis de faire faire le coulage des statues en Europe, c'est parce qu'il n'y a pas d'atelier canadien en état de le faire. Il y a ici une erreur que je crois devoir relever en justice pour nos artisans. Ainsi la statue de Sir George Cartier a été coulée à Montréal, et au dire des connaisseurs, on ne pourrait pas mieux faire en Europe. Cette statue est sortie des ateliers de M. Champloup.

M. Desjardins—*député de Montmorency*. — Qu'on me permette aussi d'ajouter que la statue de Monseigneur Déziel, à Lévis, a été coulée dans les usines de messieurs Carrier, Lainé & Cie., de cette ville, et que personne n'a trouvé à redire sur la manière dont ils ont fait cet ouvrage.

L'honorable **M. Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et commissaire de l'agriculture et de la colonisation*. — Il y a aussi la statue de Messire Girouard, à Saint-Hyacinthe. Mais avec les statues qui seront coulées en Europe,

on aura des points de comparaison avec l'ouvrage de nos usines canadiennes. Dans cette décision, nous nous sommes laissés guider par MM. Bourassa, Lesage et Taché, je crois. Loin de moi la pensée de déprécier nos ouvriers canadiens, car ils ont fait depuis un certain nombre d'années des progrès remarquables. Néanmoins je crois qu'il serait avantageux, même pour nos artisans, d'avoir une ou deux statues coulées par les meilleurs ateliers européens. Cela leur permettrait de rendre leur travail plus parfait, puisqu'ils auraient de bons modèles sous les yeux.

La proposition est adoptée.

La séance est levée.

ASSEMBLÉE LEGISLATIVE

Séance au mercredi, le 6 juin 1888.

SOMMAIRE :—Dépôt de projets de loi.—Proposition de M. Champagne relative aux chemins à barrières : MM. Champagne, Mercier, Casgrain, Blanchet, Faucher de Saint-Maurice, Desjardins, Picard et Boyer.—Proposition de M. Faucher de Saint-Maurice relative aux manuscrits du Maréchal de Lévis : MM. Faucher de Saint-Maurice et Mercier.—Suite de la délibération sur la proposition de M. Casgrain, relativement à la pose des gazeliers au nouveau palais de justice de Québec : MM. Casgrain, McShane, Mercier, Taillon et Flynn.—Délibération, en comité général, sur un projet de résolution concernant certains officiers de justice, dans le district de Montréal : MM. Turcotte, Taillon et Mercier.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et vingt minutes.

DÉPÔT DE PROJETS DE LOI.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier l'article 7, de la loi de la chasse de Québec, 47 Victoria, chapitre 23.

M. **Rochon**—*député d'Ottawa*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier l'acte 36 Victoria, chap. 25, concernant certaines compagnies à fonds social.

Ces deux projets de loi sont adoptés en première délibération.

LES CHEMINS A BARRIÈRES.

M. **Champagne**—*député d'Hochelaga*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la

Chambre, copie de toutes correspondances et documents se rattachant aux chemins à barrières dans la province de Québec.

M. le président, pour faire cette proposition, je me suis basé sur le discours que l'honorable premier ministre a prononcé le 10 avril dernier, au banquet de Club national à Montréal. En effet l'honorable chef du gouvernement a laissé entendre que sa politique était de régler cette question des chemins à barrières.

Comme représentant de l'un des comtés les plus intéressés à voir disparaître ces obstacles à la circulation, j'ai cru devoir demander ces renseignements, afin de donner à la Chambre de plus amples moyens de conviction. J'ai fait allusion au discours de l'honorable premier ministre. Voici la partie qui se rapporte à cette question.

“ Les besoins du commerce et la nécessité d'obtenir des communications faciles exigeront, avant longtemps, que l'on étudie sérieusement l'opportunité d'abolir, dans notre province, les péages sur les chemins et les ponts, qui constituent de véritables obstacles à la libre circulation, si nécessaire au progrès du pays.

“ La solution de ce grand problème, si difficile dans le moment, pourrait devenir possible le jour où nos finances le permettraient, grâce au rajustement du subside fédéral que la conférence interprovinciale a recommandé.”

C'est à raison de cette déclaration encourageante que je fais cette proposition, car je comprends que le temps est arrivé pour nous de réunir tous les documents qui peuvent nous renseigner et nous éclairer dans l'étude de cette importante question.

J'espère donc que l'on voudra bien, pour ces motifs adopter ma proposition.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation*.—M. le président, il n'y a pas, que je sache, de correspondance relativement à ce sujet. Il y en a bien une à propos d'un certain projet en vertu duquel la ville de Montréal prendrait à sa charge l'entretien de ces chemins à certaines conditions. Voilà tout. Quant à la question à laquelle l'honorable député fait allusion, il n'y a pas eu de correspondance depuis que je suis au pouvoir.

C'est là l'une des questions les plus importantes qui sollicitent notre attention et je serais très heureux d'avoir l'opinion de mes honorables collègues sur ce sujet.

Il s'agit des taux de péage sur les chemins dans l'Ile de Montréal. Je sais que l'opinion publique semble disposée à l'heure qu'il est, à examiner cette question.

Il existe maintenant dans la province trois commissions de chemins à barrières : celle de Montréal, celle de Québec et celle appelée commission des chemins à barrières de la rive sud. A l'époque de la confédération, il y avait sur le marché une quantité considérable de débentures émises par ces différentes commissions. Ces débentures ont été mises comme un actif de la province de Québec, lorsqu'on a fait le partage financier entre le trésor fédéral et les provinces. Ayant eu l'occasion d'étudier cette question, qui offre plus d'un côté obscur, je me suis appliqué à découvrir, entre autres choses, comment il se faisait qu'on nous avait donné cette dette comme un actif, car, qu'on raisonne comme on voudra, on ne peut faire autrement que de reconnaître que c'est une dette. Partant de cette conviction, j'ai eu beau chercher dans la sentence arbitrale de 1870 et dans la correspondance entre les provinces d'Ontario et Québec, je n'ai rien trouvé qui put me faire comprendre comment on est arrivé à faire un actif de ces débentures quand, en réalité c'est un passif. Peut être l'honorable

trésorier pourra-t-il m'expliquer ce mystère, car mon honorable ami depuis qu'il est ministre, s'est livré à un travail énorme pour acquérir une connaissance approfondie de tout ce qui regarde le département du trésor. Peut-être a-t-il découvert au cours de ses patientes et laborieuses recherches, quelques documents explicatifs dont j'ignore l'existence.

Quoiqu'il en soit, ce qu'il y a de plus étrange, c'est que le trésor fédéral, tout en laissant ces débentures à notre charge, ait néanmoins pris celles de la commission des chemins à barrières de Toronto. Il y a là quelque chose de bien mystérieux. Je vais m'efforcer de nouveau de découvrir pourquoi nous n'avons pas été traités comme Ontario, et quels sont les motifs qui ont engagé les représentants de la province de Québec à accepter un pareil arrangement.

La dette de la commission des chemins à barrières de la rive nord est de \$441,000 portant un intérêt de six par cent. Les revenus sont insuffisants pour payer cet intérêt. Aussi on ne le paie que sur \$200,000, je crois. La raison alléguée pour expliquer un tel état de choses, c'est que cette commission a été chargée de la dette de la commission des chemins à barrières de la rive sud.

Ces débentures ont été émises en vertu de l'autorité de l'exécutif de l'ancienne province du Canada. On nous les a données comme actif, lors du partage dont je parlais tout à l'heure, parce qu'on supposait je crois, que nous perceverions le montant qu'elles représentent. Examinons pour un instant, en prenant cette supposition, la seule vraisemblable, comme point de départ, quelle est notre position vis-à-vis de ce prétendu actif. D'après cette hypothèse, nous pourrions nous faire payer le montant que représentent ces débentures. Or les commissaires des chemins à barrières ne sont que des fidéi-commissaires nommés pour percevoir les taux de

péage, voir à l'entretien des chemins et payer les dividendes. Mais le véritable propriétaire des chemins, c'est la Reine, représentée par le gouvernement de la province. Nous sommes les propriétaires des chemins à barrières et en réalité donc responsables du paiement des débentures. Cette situation légale de la province a été comprise ainsi par un grand nombre d'intéressés, et l'un d'entre eux, Sir Narcisse Belleau, l'un des porteurs de débentures, s'appuyant sur ce raisonnement qui n'est à mon sens, que l'exposé de la situation créée par le statut, a pris une poursuite pour se faire payer la différence qui existait entre le montant de l'intérêt qu'il a reçu sur ces débentures et celui qu'il aurait dû recevoir si on avait payé l'intérêt stipulé sur toutes ces obligations. La cour de l'échiquier a été saisie de l'affaire et après un examen long et minutieux de toute la question, elle a décidé en faveur du plaignant. Appel ayant été pris, la cour suprême a approuvé cette décision. On a été jusqu'au conseil privé en Angleterre et là le gouvernement représenté par les commissaires des chemins à barrières, a eu gain de cause, c'est-à-dire que le jugement de la cour de l'échiquier confirmé par la cour suprême, a été renversé. Les juges du conseil privé ont déclaré dans leur jugement, qu'il n'y avait qu'une obligation politique et non légale à faire valoir contre le gouvernement, et que les tribunaux n'en pouvaient être saisis. Voici donc la position : C'est la Reine qui est poursuivie et qui se condamne elle-même par l'entremise des tribunaux canadiens, et en Angleterre, c'est la Reine par l'organe de son conseil privé, qui s'absout.

Maintenant, les porteurs de débentures se plaignent de la position qui leur est faite par cette décision finale, puisqu'elle émane du plus haut tribunal de l'Empire. Sans doute que dans les circonstances, il ne m'appartient pas de dire qu'ils ont raison. Mais ne devons-nous pas nous demander s'il ne serait pas juste de venir à leur secours. D'un autre côté il y a aussi les citoyens qui paient les taux

de péage prélevés sur ces chemins. Ces citoyens ont contribué comme les autres aux subventions données aux chemins de fer. Ils ont payé leur part pour les chemins de colonisation, et cependant ils n'ont jamais rien reçu en retour de tous ces sacrifices. Au contraire, on leur fait payer une taxe spéciale au moyen de ces taux de péages.

On dit que les barrières devraient disparaître. C'est une question qui mérite d'être étudiée avec soin. Il y a là des intérêts considérables en jeu. En Angleterre, me diront ceux qui ne sont pas favorables à cette mesure, il y a trente mille milles de chemin à barrières ou de péage. Je le sais, mais il faut bien remarquer que là l'organisation n'est pas du tout la même qu'ici. Ainsi ce sont les propriétaires des terres en face desquelles passent ces chemins, qui en sont les propriétaires. Ces gens ont formé des associations avec le pouvoir de prélever des taux de péage pour payer les frais d'entretien et d'administration. Tandis qu'ici, les chemins à barrières sont la propriété du gouvernement.

Voilà une situation anormale. Comment y remédier ? J'ai indiqué le moyen dans mon discours au banquet du Club national, le 10 avril dernier. J'ai parlé en termes très vagues parce que je ne voulais pas compromettre l'action de la Législature. Voici comment je me suis alors exprimé :

“ Les besoins du commerce et la nécessité d'obtenir des communications faciles exigeront avant longtemps que l'on étudie sérieusement l'opportunité d'abolir, dans notre province, les péages sur les chemins et les ponts, qui constituent de véritables obstacles à la libre circulation, si nécessaire au progrès du pays.

“ La solution de ce grand problème, si difficile dans le moment, pourrait devenir possible le jour où nos finances le permettraient, grâce au rajustement du subside fédéral que la conférence interprovinciale a recommandé,”

La chose est-elle possible ? Sans me prononcer, je crois pouvoir dire qu'il faut l'étudier. Autre question : La chose est-elle nécessaire ? Je le crois. Il me paraît évident qu'il faudra faire quelque chose un jour ou l'autre.

Maintenant je reviens à la question que je traitais il y a un instant, je veux dire la question de propriété. Nous sommes si bien les propriétaires de ces chemins pour toutes fins que de droit, que l'intérêt de nos débentures qui sont entre les mains du gouvernement fédéral est retenu chaque année sur notre subside.

La question qui se présente naturellement à l'esprit, lorsque l'on parle de régler ces difficultés, est celle-ci : " Ne pourrions-nous pas emprunter un montant suffisant pour racheter ces débentures ? " En faisant cette opération nous sauverions au moins deux par cent, car c'est nous qui payons l'intérêt actuel de six par cent. Nous pourrions par là réaliser une économie importante.

Une fois cette conversion opérée, que ferions-nous ? Rendraient-nous les chemins libres, c'est-à-dire abolirions-nous les péages, ou bien donnerions-nous certains pouvoirs additionnels aux municipalités intéressées, en vue de pourvoir aux dépenses nécessaires à l'entretien de ces routes ?

Quant à moi j'avoue que je suis en faveur de rendre ces chemins complètement libres, mais à une condition expresse c'est que les municipalités intéressées se chargent de leur entretien. On m'objectera peut-être que ce serait remettre cette partie de la province sous l'ancien régime, que nous verrions là, en bien peu d'années, l'état de choses qui existe malheureusement dans le reste du pays à peu d'exception près, c'est-à-dire, des chemins dans un état presque impassables les trois quarts de l'année. Les municipalités négligeraient de faire les dépenses nécessaires pour maintenir ces chemins en bon état de réparation, et bientôt ils deviendraient aussi mauvais que là où ce régime